JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DU SENAT : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

26, Rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone

Renseignements : 579-01-95

Administration : 578-61-39

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1975-1976

COMPTE RENDU INTEGRAL — 30° SEANCE

Séance du Samedi 6 Décembre 1975.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER

1. — Procès-verbal (p. 4176).
2. — Dépôt de rapports (p. 4176).
3. — Loi de finances pour 1976. — Suite de la discussion d'un projet de loi.

Services généraux du Premier ministre (p. 4176) :

MM. René Chazelle, rapporteur spécial ; Léon Eeckhoutte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Louis Jung, Paul Jargot, Henri Tournan, Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique ; Paul Granet, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle.

Les crédits sont réservés.

Journaux officiels (p. 4187) :

MM. Paul Jargot, rapporteur spécial ; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; Paul Granet, secrétaire d'Etat.

Adoption des crédits.

Secrétariat général de la défense nationale (p. 4188) :

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances ; M. Paul Granet, secrétaire d'Etat.

Adoption des crédits.

Conseil économique et social (p. 4188) :

MM. Paul Jargot, rapporteur spécial ; Paul Granet, secrétaire d'Etat.

Adoption des crédits.

4. — Nomination d'un sénateur en mission (p. 4189).

5. — Représentation à un organisme extraparlamentaire (p. 4189).
Suspension et reprise de la séance.

6. — Loi de finances pour 1976. — Suite de la discussion d'un projet de loi.

Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité (p. 4189) :

MM. Fernand Lefort, rapporteur spécial ; Marcel Lucotte, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Paul Granet, secrétaire d'Etat ; René Monory, rapporteur général de la commission des finances.

Adoption des crédits.

Charges communes (p. 4194) :

MM. Henri Tournan, rapporteur spécial ; Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances ; Fernand Lefort, Pierre Giraud, Louis Jung, Jacques Descours Desacres, Auguste Amic.

Adoption des crédits.

Services financiers (p. 4204) :

MM. Auguste Amic, rapporteur spécial ; Henri Fréville, René Monory, rapporteur général de la commission des finances.

Suspension et reprise de la séance.

MM. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances ; Jacques Descours Desacres.

Adoption des crédits.

Monnaies et médailles (p. 4208) :

MM. Pierre Prost, rapporteur spécial ; Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances.

Adoption des crédits.

Imprimerie nationale (p. 4209) :

MM. Fernand Lefort, rapporteur spécial ; Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances.

Adoption des crédits.

Renvoi de la suite de la discussion.

7. — Renvoi pour avis (p. 4211).

8. — Ordre du jour (p. 4211).

PRESIDENCE DE M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER vice-président.

La séance est ouverte à dix heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique sommaire de la séance d'hier a été affiché.

Il n'y a pas d'observation ?

Le procès-verbal est adopté, sous les réserves d'usage.

— 2 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Edgar Tailhades un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 76, 1975-1976).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 101 et distribué.

J'ai reçu de M. Edgar Tailhades un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi organique adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au statut de la magistrature. (n° 77, 1975-1976).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 102 et distribué.

— 3 —

LOI DE FINANCES POUR 1976

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1976, adopté par l'Assemblée nationale. [N°s 61 et 62 (1975-1976).]

Services du Premier ministre (suite).

I a. — SERVICES GÉNÉRAUX

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant les services du Premier ministre, section I : Services généraux, à l'exception des dispositions concernant l'aménagement du territoire et l'information.

La parole est à M. Chazelle, rapporteur spécial.

M. René Chazelle, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, messieurs les secrétaires d'Etat, mes chers collègues, le rapport dont j'ai la charge concerne les services généraux du Premier ministre.

Comme chaque année, cette dotation regroupe diverses dépenses propres à des organismes extrêmement variés. Mon propos ne portera ni sur les crédits affectés à l'aménagement du territoire ni sur les moyens financiers alloués à l'information. En revanche, j'évoquerai successivement trois aspects essentiels du projet de budget des services généraux du Premier ministre pour 1976 : tout d'abord la politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale, ensuite la politique de la fonction publique. Je ferai part enfin au Sénat des éléments de réflexion relatifs au financement de diverses actions imputées sur cette dotation budgétaire.

Il me semble nécessaire, au début de mon propos, pour prendre une exacte mesure de l'effort accompli par les pouvoirs publics en faveur de la politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale, d'aborder tout d'abord l'évolution en 1976 par rapport à 1975 des crédits inscrits au budget des services généraux du Premier ministre avant de formuler quelques constatations relatives à l'efficacité de cette politique pour notre économie et pour les hommes.

Mais, au préalable, il est nécessaire de rappeler brièvement quelle est la diversité des procédures de financement des actions de formation professionnelle.

La question principale à évoquer est celle de l'obligation légale impartie aux employeurs. Pour le financement de cette politique, comme en 1974 et en 1975, le taux de cette obligation a été fixé par l'article 24 du projet de loi de finances pour 1976 à 1 p. 100 du montant des salaires payés par les entreprises qui emploient plus de dix salariés. Selon le Gouvernement, en effet, les réalisations intervenues en matière de formation professionnelle ainsi que les nécessités de la conjoncture économique rendent actuellement peu opportune une éventuelle aggravation des charges pesant sur les entreprises.

Il n'a pas semblé souhaitable à la commission des finances d'accroître le montant des prélèvements imposés aux unités de production, compte tenu de la situation actuelle du marché de l'emploi.

A titre d'exemple, si l'on prend en considération la totalité des cotisations versées par les employeurs, on atteint le chiffre de plus de 11 p. 100 du produit national brut, alors que les employeurs allemands et anglais ne versent que l'équivalent de 7 p. 100 et de 2,5 p. 100 du produit national brut de leur pays.

Au surplus, il est bien évident qu'une majoration du taux de participation des employeurs à la formation continue aurait pour effet d'affecter directement la situation des trésoreries des petites entreprises. Enfin, il faut bien le reconnaître, pour l'année 1974, toutes les entreprises ont consacré plus de cinq milliards de francs aux actions de formation professionnelle et de promotion sociale, ce qui représente un taux réel de 1,65 p. 100 de la masse salariale.

Dans ces conditions, l'effort de l'Etat doit-il être considéré, à côté de l'effort des entreprises, comme marginal et complémentaire ? Je ne le pense pas, car un examen attentif de ce qu'il est habituel d'appeler l'enveloppe de la formation professionnelle révèle l'ampleur des ambitions des pouvoirs publics. Je précise immédiatement que les crédits inscrits au budget des services généraux du Premier ministre constituent un des éléments essentiels de cette enveloppe de la formation professionnelle.

Quelle sera, mesdames, messieurs les sénateurs, l'évolution des dotations de 1976 par rapport à 1975 ? Au titre des dépenses ordinaires le montant de cette enveloppe doit passer de 2 750 millions de francs à 3 230 millions de francs. Cette somme correspond aux charges liées au fonctionnement des centres, à la rémunération des stagiaires, aux frais de contrôle et d'interventions ainsi qu'à l'incidence financière de la politique de l'apprentissage. Il semble d'ailleurs contestable d'inscrire dans cette enveloppe les dépenses relevant de l'apprentissage. En définitive, le taux de progression des dépenses ordinaires de l'enveloppe ressort, d'un exercice à l'autre, à plus de 17 p. 100.

Face à cet accroissement du montant des crédits publics, la situation des dotations inscrites au budget des services généraux du Premier ministre est assez contrastée.

En premier lieu, les frais engagés pour le contrôle des actions de formation professionnelle doivent augmenter de

45 p. 100 d'une année à l'autre. Il s'agit là d'une politique particulièrement nécessaire dans un secteur où la prolifération des organismes chargés de la formation professionnelle a conduit à des abus extrêmement regrettables qui ont été dénoncés et que nous continuons à dénoncer. Le projet de loi voté dernièrement par le Sénat répond, d'ailleurs, à un réel souci de progrès en ce domaine.

En second lieu, il faut bien constater que la dotation de fonctionnement du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale évolue relativement peu en 1976 par rapport à 1975. La progression est de l'ordre de 15 p. 100. Encore est-il nécessaire de rappeler que l'administration compte insister sur la nécessité de favoriser la promotion des travailleurs manuels.

Au sujet de la rémunération des stagiaires, les crédits inscrits au budget des services généraux du Premier ministre enregistrent une augmentation d'une année sur l'autre de 11 p. 100. Il est bien évident que, malgré les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le montant de certaines rémunérations demeure parfois très insuffisant. Peut-être serait-il opportun, monsieur le secrétaire d'Etat, de prévoir une réévaluation des sommes ainsi versées.

Au titre des dépenses d'équipement de l'enveloppe de la formation professionnelle, les crédits passent de 263 millions de francs en 1975 à 275 millions de francs en 1976, ce qui constitue une progression faible d'environ 5 p. 100. Cet accroissement est le résultat combiné d'une majoration peu importante du fonds de la formation professionnelle consacré à l'équipement — plus 2 p. 100 — et d'une augmentation plus importante des crédits d'investissement accordés à la formation professionnelle des adultes — plus 7 p. 100.

Sans doute certains retards de consommation des crédits de paiement ont-ils pu être constatés au cours des années précédentes, mais votre rapporteur insiste sur la nécessité d'adapter les procédures budgétaires au financement des besoins essentiels de notre économie.

Telle est donc l'incidence strictement budgétaire, avec toute la rigueur des statistiques, de la politique de la formation professionnelle et de la promotion sociale.

Si l'on veut, mesdames, messieurs les sénateurs, formuler maintenant quelques éléments d'appréciation sur le résultat de cette politique, on est conduit, à mon sens, à évoquer trois questions

La première concerne la possibilité pour les travailleurs les moins qualifiés d'accéder à une formation professionnelle satisfaisante. Il faut insister sur cette idée qu'une telle nécessité répond aussi bien à des exigences de justice sociale qu'à un souci bien compris d'amélioration de la productivité de l'économie. Certes, quelques progrès ont pu être enregistrés dans le passé en faveur des ouvriers spécialisés, mais, à de trop nombreuses reprises encore, les principaux bénéficiaires de la politique de la formation professionnelle ne demeurent-ils pas les cadres et les agents du corps de maîtrise ? Nous ne pouvons que souhaiter, dans le cadre de la future politique de formation professionnelle, de promotion sociale et de revalorisation du travail manuel, qu'un effort tout particulier soit accompli en faveur des catégories les plus défavorisées du monde du travail.

Vous aviez, monsieur le secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, évoqué, l'an dernier, l'éventualité pour chaque entreprise de recourir à la définition d'une formule de quotas consacrant une affectation de crédits à chaque catégorie de salariés. Cette idée me semble particulièrement féconde et mérite un intérêt tout spécial car, enfin, contrairement à une thèse trop communément établie, sait-on que la croissance de l'économie constatée depuis 1945 n'a généralement pas conduit à une diminution en pourcentage des emplois peu qualifiés, pénibles et défavorisés ?

Les conséquences inattendues de l'accroissement de notre produit national aboutissent à un phénomène de prolétarisation générateur de situations d'extrême pauvreté. Elles ont été dénoncées en leur temps par un observateur aussi averti que M. Paul-Marie de La Gorce, puis par M. Lenoir qui a tenté une évaluation du nombre des exclus de notre société, enfin, par un des représentants les plus avisés de notre génération de théoriciens de l'économie, ce n'est pas de M. Attali qu'il s'agit, mais de M. Stoleru qui semble avoir pris conscience des situations d'indigence au sein d'une économie dite d'abondance.

Afin de réfuter toute interprétation de la fonction sociale de la pauvreté fondée sur les avantages, pour les entreprises, d'une diminution des coûts de personnel, il convient, monsieur le secrétaire d'Etat de favoriser à tout prix l'accès des ouvriers les moins qualifiés aux stages de formation professionnelle.

La seconde question portera sur la tendance des entreprises à assurer elles-mêmes la formation de leur personnel. Cette formation ne semble pas toujours avoir donné des résultats satisfaisants. Le montant des crédits alloués à cette action varie en raison inversement proportionnelle de la taille des entreprises et il n'est pas sain d'accréditer l'idée qu'un versement au Trésor dispense le responsable d'unités de production de s'acquitter de ses obligations humaines les plus élémentaires.

J'en viens à ma troisième question. Il convient d'étendre le champ d'application de la formation professionnelle en associant étroitement — je crois que c'est un de vos désirs — les comités d'entreprises à la définition des programmes de formation.

Voilà, monsieur le secrétaire d'Etat, les quelques réflexions qu'il me semblait essentiel de formuler au sujet de la politique de formation professionnelle et de promotion sociale.

C'est à vous maintenant, monsieur le secrétaire d'Etat à la fonction publique, que mon propos s'adresse.

Etant donné que parmi les dotations des services généraux du Premier ministre figure le financement de l'action de la direction générale de l'administration de la fonction publique, il me semble nécessaire, et c'est une tradition dans l'examen du budget, de formuler les observations de la commission des finances non pas à propos du budget des charges communes, mais au moment de l'examen des crédits des services généraux du Premier ministre.

En ce qui concerne la fonction publique, j'aborderai successivement trois questions essentielles : la gestion des effectifs de la fonction publique, l'évolution des rémunérations et l'effort de formation dans la fonction publique.

Il convient de noter que la croissance des effectifs de la fonction publique est importante ; ceux-ci devraient atteindre environ 2 200 000 personnes en 1976. Deux remarques peuvent être formulées au sujet de l'accroissement du nombre des agents employés par l'Etat.

En premier lieu, votre commission des finances a pris acte de la décision du Gouvernement d'entreprendre la titularisation de 250 000 auxiliaires avant l'année 1978. Il convient, en effet, d'aboutir à une certaine normalisation de la situation des personnels non titulaires ; mais si cette décision concerne les auxiliaires de l'Etat, quel sera le sort des agents non titulaires des collectivités locales ou des hôpitaux, des contractuels et des vacataires ? Il importe, à mon sens, de prendre rapidement une décision à l'égard de ces catégories.

Ma deuxième remarque est relative à l'amélioration du niveau qualitatif des agents employés dans la fonction publique. L'effectif des catégories A et B semble, en effet, avoir progressé au détriment des catégories C et D.

Je voudrais maintenant aborder la question des rémunérations dans la fonction publique. Je ne rappellerai pas le détail des diverses mesures d'augmentation des traitements qui sont intervenues depuis le 1^{er} janvier 1975, Compte tenu des diverses mesures spécifiques d'ordre catégoriel et de l'augmentation des traitements en cours d'année, le pourcentage moyen de hausse des traitements dans la fonction publique ressortit à 9,45 p. 100 depuis le 1^{er} janvier 1975. Ces pourcentages révèlent, il faut le reconnaître, un retard certain par rapport à l'évolution des salaires versés dans le secteur privé.

Pour avoir un certain recul, prenons pour référence la date du 1^{er} janvier 1973. Depuis cette date et jusqu'au 31 juillet 1975, l'indice d'ensemble des traitements de la fonction publique calculé par l'Institut national de la statistique et des études économiques a progressé de 43 p. 100 alors que l'indice des taux des salaires horaires dans les entreprises privées a progressé de 52 p. 100 au cours de la même période de référence. Il serait souhaitable, pour l'avenir, de mieux harmoniser l'évolution des différentes catégories de rémunérations.

Une autre action, qui devrait présenter un intérêt tout particulier, concerne — et j'insiste — l'amélioration de la situation matérielle des retraités. Il ne faut pas hésiter à accélérer l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base. En outre, l'adoption généralisée et progressive du principe de la mensualisation des pensions constituerait également, monsieur le secrétaire d'Etat, une mesure appréciable pour les intéressés.

La dernière question que je voudrais aborder au sujet des rémunérations de la fonction publique est relative à l'existence de rétributions versées, à titre d'honoraires pour interventions accessoires, aux membres de certains corps techniques.

Cette politique — les élus locaux le savent bien — conduit souvent à augmenter le coût des travaux réalisés par les collec-

tivités locales. Sans doute nous dira-t-on qu'il s'agit d'un régime exceptionnel et dérogatoire au droit commun, mais le problème de ces honoraires doit être situé dans un contexte beaucoup plus général.

Chacun d'entre nous connaît parfaitement la tendance de l'administration à verser à ses agents des gratifications plus ou moins occultes ; il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau. Les rapports de la Cour des comptes rédigés dans les dernières années du Second Empire révèlent déjà l'étendue du mal. Permettez-moi de citer l'un de ces rapports, qui date de 1868 : « De tout le personnel de l'administration centrale de l'instruction publique, on ne compte que cinq chefs de bureau et trois employés qui n'aient pas touché d'indemnité pour travaux extraordinaires. »

Dans ces conditions, il me semble nécessaire de définir une politique claire et cohérente de remise en ordre du régime des rémunérations des agents de l'Etat.

Je voudrais évoquer, en troisième lieu, le financement de la politique de la formation dans la fonction publique.

Les efforts accomplis au titre de la promotion sociale dans la fonction publique ont toujours été importants, mais je limiterai mon propos au cas particulier de l'Ecole nationale d'administration. A l'occasion du trentenaire de cette déjà vénérable institution il est, en effet, nécessaire de formuler quelques considérations.

Il m'a paru utile, en tant que rapporteur spécial, de demander à l'administration de me fournir une note de synthèse relative à l'information dispensée à l'E. N. A. sur le rôle et le fonctionnement du Parlement. Cette réponse, qui est reproduite dans mon rapport écrit, tend à démontrer que des actions de sensibilisation des élèves au fonctionnement des institutions représentatives ont été, il faut le reconnaître, entreprises au sein de l'E. N. A. ; mais il est nécessaire d'œuvrer afin que les futurs grands commis de l'Etat puissent associer constamment, dans l'étude des problèmes techniques, une profonde compréhension du fait humain et régional.

Enfin, même s'il s'agit d'un vice propre à l'ensemble de notre système éducatif, force nous est de constater la trop insuffisante démocratisation du recrutement de cette grande école. Sans doute le concours interne remplit-il plus ou moins parfaitement sa fonction de promotion sociale, mais il faut encourager l'ouverture de l'école au monde extérieur, et notamment au monde de la production, afin d'assurer à terme une parfaite conformité de la répartition des origines socio-professionnelles des hauts fonctionnaires à la réalité de la nation.

J'aborderai maintenant, mes chers collègues, la dernière partie de mon rapport, consacrée aux divers services qui sont englobés dans le budget des services généraux du Premier ministre. Je citerai parmi eux, notamment, le secrétariat d'Etat à la condition féminine, la direction de la documentation et de la diffusion, le médiateur, le haut comité de la langue française, le haut comité d'études et d'informations sur l'alcoolisme, la mission entreprises-administration, le conseil supérieur et le comité interministériel de l'équitation.

Compte tenu des remarques précédemment formulées par la commission des finances sur le projet de budget pour 1976, il me semble nécessaire d'aborder deux questions.

En premier lieu, les crédits affectés au financement des dépenses relatives au fonctionnement des services du médiateur progressent assez peu : de moins de 10 p. 100 d'une année à l'autre.

Vous vous souvenez que votre commission des finances avait décidé, l'an dernier, de réduire ces crédits, car la création d'une antenne du médiateur à Grenoble ne paraissait pas indispensable. Pour cette année, compte tenu de l'augmentation importante de l'effectif des réclamations transmises par les sénateurs et les députés, ainsi que de la modicité de l'augmentation des crédits demandée pour 1976, il ne semble pas nécessaire de remettre en cause les moyens financiers du médiateur.

En second lieu, l'ajustement des fonds spéciaux demeure modeste d'une année à l'autre, puisque le montant de la dotation doit également progresser de moins de 10 p. 100. Encore est-il nécessaire de préciser que, dans le quatrième projet de loi de finances rectificative pour l'année 1975, un accroissement de cinq millions de francs des crédits par rapport au projet de loi de finances initial pour 1975 a été prévu.

Au sujet du financement de la politique conduite dans ce pays en faveur des femmes, il semble nécessaire de remarquer la volonté réelle des pouvoirs publics d'agir en plusieurs domaines.

La dotation de la subvention accordée au centre d'information féminin augmente assez sensiblement et les dépenses diverses du secrétariat d'Etat chargé de la condition féminine, qui doivent être sérieusement abondées par le quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1975, enregistrent une très importante augmentation.

Pour le financement des dépenses diverses de la direction de la documentation et de la diffusion, l'augmentation des crédits en 1976 semble relativement peu importante par rapport à la loi de finances initiale pour 1975. En effet, l'augmentation des ventes de ce service contraste actuellement avec la dégradation de sa situation financière. D'autres crédits devront certainement être accordés en cours d'année, mais il faut insister sur la volonté des instances chargées de la direction de la documentation et de la diffusion de surmonter la crise née de la très forte augmentation des coûts du papier : un programme d'économies très strict doit être mis en œuvre et une révision de la périodicité de certaines publications doit être décidée.

Telles sont donc, monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, les quelques remarques susceptibles d'être formulées au moment de l'examen du projet de budget pour 1976 des services généraux du Premier ministre.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, votre commission soumet cette dotation à l'appréciation du Sénat. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Eeckhoutte, rapporteur pour avis.

M. Léon Eeckhoutte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (Formation professionnelle continue). Monsieur le président, messieurs les secrétaires d'Etat, mes chers collègues, la loi du 17 juillet 1971, qui faisait logiquement suite à l'accord interprofessionnel du 9 juillet 1970, a fixé, de manière lapidaire et précise, les fins de la formation professionnelle et de la formation permanente et, de manière beaucoup plus évolutive, ses moyens.

Dans la bouche du Premier ministre de l'époque, la formation professionnelle continue prenait une double résonance : celle de la deuxième chance offerte aux travailleurs d'accéder non seulement à la formation professionnelle, mais aussi à la culture, celle de l'adaptation constante de la conjoncture économique et de ses besoins aux disponibilités humaines, c'est-à-dire en travailleurs qualifiés.

Quant aux moyens, ils devaient être mis progressivement en place dans l'ensemble du territoire en faisant appel à des hommes, des locaux, du matériel et nécessairement des crédits. Référence précise était faite au rôle éminent que devait jouer, dans cette action, l'ensemble de l'Université appelée ainsi à s'ouvrir dans le monde de l'économie et à se rénover. Nous rejoignons ainsi ce qui a été dit hier, dans cette enceinte, lors de la discussion du budget de M. Jean-Pierre Soisson.

Pour mettre en œuvre cette politique, deux sources de financement sont prévues.

D'abord, des crédits d'Etat, inscrits dans la loi de finances au budget des services du Premier ministre et s'insérant, d'ailleurs, dans une enveloppe plus vaste, celle de la formation professionnelle. Je dis « vaste » puisqu'elle comporte divers crédits inscrits aux budgets des ministères concernés. Figurent notamment dans cette enveloppe, cette année encore, les crédits affectés à l'apprentissage, c'est-à-dire une formation initiale. Seuls les crédits inscrits aux services du Premier ministre font l'objet de notre délibération d'aujourd'hui, en particulier de mon propos que je voudrais très précis. Mais nous souhaitons briser et dépasser ce cadre trop étroit pour jeter un regard d'ensemble sur la formation continue dans le cadre de l'éducation permanente et aborder la seconde source de financement prévue par la loi du 17 juillet 1971.

Cette seconde source procède de la participation des entreprises occupant plus de dix salariés, fixée successivement à 0,8 p. 100, puis à 1 p. 100 de la masse salariale plafonnée pour atteindre, selon la loi, je le rappelle, 2 p. 100 en 1976. Mais la conjoncture économique n'a pas, aux yeux du Gouvernement, permis d'imposer ce taux, qui a été maintenu en conséquence à 1 p. 100.

Toutefois, l'analyse globale des chiffres montre que la participation réelle des employeurs a crû régulièrement de 1,35 p. 100 en 1972, pour une masse de 2,8 millions de francs, à 1,63 p. 100 en 1974, pour une masse de 4,9 millions de francs.

Les deux sources confondues — Etat et entreprises — ont permis à une personne active sur huit de suivre en 1974 un stage de formation, et elles ont touché 2 500 000 travailleurs.

Il faut noter toutefois, comme ne répondant pas exactement aux objectifs initiaux de la formation professionnelle continue, l'utilisation des crédits d'Etat pour une action de prolongation des formations scolaire et universitaire, puisque plus de la moitié des stagiaires ayant suivi des stages financés sur crédits publics était des jeunes ayant moins de vingt-cinq ans.

La double origine des crédits impliquait une redéfinition précise et une répartition des tâches et des responsabilités financières de l'Etat, d'une part, et des entreprises, d'autre part. Définies en 1974, maintenues en 1975, les orientations prioritaires que vous assignez à la politique de l'aide publique seront infléchies pragmatiquement pour tenir compte de la conjoncture économique, de la situation de l'emploi et de l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.

La première priorité sera donc donnée aux actions visant à donner aux jeunes sortant du système scolaire un complément de formation permettant mieux leur insertion dans la vie active.

Deux remarques à ce propos. Tout d'abord, la nécessité de ce complément de formation fait ressortir une insuffisance de l'outil scolaire de formation, dont il faudrait chercher les causes pour y apporter remède. Ensuite, il s'agit en fait d'une mesure visant à diminuer artificiellement, notamment parmi les jeunes, le nombre des chômeurs.

La seconde priorité visera, au coup par coup, à l'initiative des préfets de région et en liaison avec les agences pour l'emploi, à des actions permettant d'adapter localement l'offre et la demande d'emploi.

La troisième priorité vise, là encore par des actions ponctuelles et laissées aux initiatives locales, à développer la promotion professionnelle et culturelle, qu'il s'agisse des travailleurs manuels, des femmes sans emploi, des handicapés, des travailleurs immigrés, des travailleurs indépendants ou des populations migrantes arrivant dans des zones en mutation ou désireuses de s'expatrier.

Tel sera l'emploi des crédits d'Etat. Sont laissées à la responsabilité directe des entreprises et des professions et ne recevront plus l'aide de l'Etat toutes les actions visant à maintenir et à développer la qualité et la compétitivité de l'outil de production, ainsi qu'à assurer l'amélioration des conditions du monde salarié. Entrent dans cette catégorie les actions d'entretien et de perfectionnement des connaissances comme celles de promotion interne et d'adaptation à un nouvel emploi.

Tels sont les fins et les programmes pour l'année qui vient.

Il convient donc d'examiner les moyens législatifs, réglementaires et financiers.

Du point de vue législatif trois dispositifs ont complété l'arsenal antérieur : d'abord la loi n° 74-1171 du 31 décembre 1974, ensuite les articles 22 et 26 de la loi de finances rectificative de 1974.

Du point de vue réglementaire, ensuite, c'est toute une série de décrets et d'arrêtés — que je n'énumérerai pas — dont les points essentiels portent sur l'extension de la couverture sociale à tous les stagiaires, la prise en charge de la totalité des cotisations par l'Etat, le mode de calcul de la participation des employeurs et les modalités d'ouverture du droit à congé formation.

Un projet de loi voté en première lecture par le Sénat et qui va, à la suite du vote de l'Assemblée nationale, revenir dans quelques jours devant la Haute Assemblée permettra, du moins nous l'espérons, d'étendre le contrôle de la participation des employeurs aux organismes de formation. Un certain nombre d'abus que M. Chazelle a soulignés tout à l'heure, dont quelques-uns frisent l'escroquerie, ont pu être en effet décelés et si l'arbre ne doit pas cacher la forêt, il était temps de moraliser un domaine qui a permis la floraison d'un nombre élevé d'organismes privés de formation dispensant des actions dont le moins qu'on en puisse dire est qu'elles n'avaient que de lointains rapports avec l'objectif défini par le législateur.

Nous attendons enfin un projet de loi qui définira et renforcera le rôle et le contrôle des comités d'entreprise dans la définition, la programmation et la mise en œuvre des plans de formation.

En ce qui concerne les moyens financiers, il apparaît, en premier lieu, qu'en 1974 les dépenses de l'Etat, regroupées dans l'enveloppe formation, ont été de 2,4 milliards de francs, et

qu'elles atteindront 3 milliards de francs en 1975, et, en deuxième lieu, qu'en 1974 le montant réel de la participation des entreprises a été de 4,9 milliards de francs, soit, tous crédits confondus, 7,3 milliards de francs.

L'action de l'Etat a servi, d'une part, à la formation des stagiaires et, d'autre part, à leur participation et à leur rémunération.

L'action des entreprises que j'ai analysée plus longuement dans le rapport écrit, montre un léger infléchissement de la répartition des stagiaires et des heures de stage en faveur des catégories les plus basses de la hiérarchie.

Il semble cependant, c'est une observation générale, que la part des ingénieurs, cadres et techniciens reste encore beaucoup trop élevée et réponde mal ainsi à l'objectif de promotion de la loi.

Pour 1976, le total des crédits demandés au titre de la formation professionnelle continue est de 3 488 millions de francs, en progression de 16 p. 100. Mais, ils incluent pour 417 millions de francs les crédits d'apprentissage. Il faut donc les fixer à 3 071 millions de francs, ce qui ramène le taux de progression à 13,4 p. 100 et le diminuer encore pour le fixer à 1 p. 100 si l'on tient compte de la loi des finances rectificative.

Dans cette enveloppe globale des crédits de l'Etat, ceux qui sont inscrits dans les services généraux du Premier ministre dont nous n'avons pas à discuter aujourd'hui sont de 1 804 millions de francs, soit un taux de progression de 11,4 p. 100 à comparer au taux de 16,8 p. 100 qui marquait la progression en 1974-1975.

Là encore, les effets de la loi de finances rectificative diminuent cette progression et la rendent négative, soit une diminution de 7 p. 100.

Il y a là un aspect politique de la question que je voudrais résumer d'une phrase : « elle vise à rendre statique l'effort de l'Etat et dynamique celui des entreprises ».

Les crédits de l'Etat seront employés à renforcer le contrôle de celles-ci, à développer les actions en faveur des jeunes, des demandeurs d'emploi, des travailleurs manuels, à accroître la rémunération des stagiaires, à généraliser leur couverture sociale, à augmenter leur nombre.

L'analyse objective des crédits et de cette volonté du Gouvernement ne permet pas de penser que, sans une inscription nouvelle à la loi de finances rectificative pour 1976, il soit possible d'atteindre tous ces buts.

Il faut enfin remarquer, et regretter, la faiblesse des crédits d'équipement dont la progression n'atteint pas 2 p. 100 en autorisations de programme et diminue même de 5 p. 100 en crédits de paiement.

Vous avez justifié cette mesure, à notre sens critiquable, en disant qu'elle résidait dans la recherche de l'utilisation des potentialités existantes.

A ce propos, le rapporteur ne peut que regretter la part encore trop faible que prendront les services de l'éducation et ceux des universités aux actions de formation permanente qui leur permettraient, à l'une comme à l'autre, de mieux accomplir encore ce que la nation attend d'elles et leur a fixé comme mission.

Que dire pour conclure ? Dans une conjoncture économique difficile, tous les ministres l'ont reconnu, marquée par une croissance du nombre des demandeurs d'emploi, spécialement des jeunes, par une inadéquation, soulignée par toutes les agences de l'emploi, de l'offre à la demande, les besoins de qualification, de promotion et de culture décelables — lorsqu'on prend son pouls — dans le monde du travail, la formation professionnelle continue et l'éducation permanente doivent être de plus en plus l'un des soucis majeurs de tous ceux, Parlement et Gouvernement, qui ont la charge de ce pays.

Il faut d'abord adapter, renforcer les structures de formation initiale de tous ceux qui, demain, seront les actifs et les créateurs de richesses. C'est le rôle de l'éducation et des universités.

Il faut ensuite, à partir des structures législatives du 15 juillet 1971, conduire, en fonction de la conjoncture, presque comme on conduit un navire, et en fonction des tendances économiques à court et à moyen terme, des actions permanentes de formation visant à lier formation et emploi, en donnant de plus en plus à celles-ci une tonalité sociale et culturelle.

Les crédits de la loi de finances pour 1976 demandés par le Gouvernement répondent difficilement à cette tâche qui est pourtant l'une des plus urgentes et des plus indispensables de notre temps.

Compte tenu de la conjoncture, il était peut-être difficile de faire mieux, la progression des masses budgétaires affectées à la formation permanente dans le cadre du crédit de l'éducation permanente devant être reprise dans l'avenir le plus proche.

Sous ces réserves, et avec regret, votre commission des affaires culturelles émet, à la majorité de ses membres, un avis favorable à l'adoption des crédits inscrits au budget des services généraux du Premier ministre au titre de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente. *(Applaudissements sur les travées socialistes, communistes, à gauche et au centre.)*

M. le président. Je remercie nos deux rapporteurs pour leur remarquable exposé et, ce qui est sensible à la présidence, pour avoir respecté fidèlement leur temps de parole.

La parole est à M. Jung.

M. Louis Jung. Monsieur le président, messieurs les secrétaires d'Etat, mes chers collègues, à mon tour je voudrais m'associer aux félicitations que vient de prononcer notre président et dire à notre collègue et ami, M. Chazelle, combien j'ai apprécié son analyse très pertinente qui constitue sans doute, pour nous, une leçon.

Tout d'abord, je ferai part de quelques considérations générales.

L'Etat est, à n'en pas douter, le plus gros employeur de salariés puisqu'il recourt, en vue d'assurer une bonne administration et une saine gestion de la France, à environ 2 325 000 personnes travaillant dans les établissements publics à caractère administratif, scientifique ou culturel, soit près de 10 p. 100 de la population active.

Et pourtant, si l'on retranche de ce chiffre impressionnant les membres de l'enseignement, les fonctionnaires des postes et télécommunications et de la police nationale chargés essentiellement de tâches qui n'entrent pas dans le cadre de l'administration de gestion proprement dite, on se rend compte que l'administration française ne fonctionne qu'avec un peu plus de 350 000 agents, ce qui semble un pourcentage relativement faible comparé à celui des autres Etats industrialisés modernes de l'Europe occidentale.

Cependant, la fonction publique française, eu égard aux grandes tendances qui se manifestent dans tous les pays industrialisés, et en particulier l'adaptation de l'administration à des tâches de plus en plus complexes, dues aux progrès accomplis dans tous les domaines, sera sans doute appelée, dans les années à venir, à jouer un rôle de plus en plus grand.

Les pays européens ont sans doute compris l'importance de la fonction publique dans l'évolution administrative, économique et sociale et leurs fonctionnaires sont traités sur un pied d'égalité avec les autres secteurs d'activité, en particulier les secteurs nationalisés, s'ils existent, et surtout le secteur privé.

Il faut bien se rendre à l'évidence et reconnaître que, malgré les efforts actuels, les fonctionnaires français ne semblent pas bénéficier d'une considération aussi grande sur le plan des rémunérations, des conditions de travail, des avantages sociaux et des retraites que leurs homologues européens.

Aux yeux de la population, les fonctionnaires sont, à n'en pas douter, surtout enviés pour la sécurité dont ils jouissent dans leur emploi, mais rares sont ceux qui s'inquiètent ou se préoccupent de leur situation sociale et surtout de leurs rémunérations.

A cet égard, il convient de souligner que la voie, dans laquelle vous vous êtes engagé, en concertation, monsieur le secrétaire d'Etat avec les centrales syndicales n'obéissant pas à des impératifs politiques, a permis de réaliser des progrès non négligeables, en particulier dans le relèvement des traitements situés au bas de l'échelle indiciaire.

Pourtant, monsieur le secrétaire d'Etat, quelques points d'ombre subsistent.

La priorité donnée aux plus bas salaires ne s'est pas manifestée par le relèvement de la valeur du point 100, mais par différents mécanismes, tels que la majoration de points indiciaires uniforme et l'octroi d'indemnités spéciales.

Le relèvement des salaires les plus bas ne s'est pas accompagné d'une répercussion de caractère dégressif sur l'ensemble de la grille. Il en résulte assurément une confusion entre le traitement de base et le minimum de rémunération.

M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique). C'est très juste !

M. Louis Jung. Une constatation s'impose : de tous les salariés, les fonctionnaires ont la hiérarchie la plus réduite sans que, pour autant, le traitement de base soit relativement confortable.

Une mesure s'imposerait certainement, ce serait l'abandon des échelles lettres et leur intégration dans la grille chiffrée, comme ce fut le cas à la libération où le souci de remise en ordre avait abouti à la création de deux échelles correspondantes en indices nets et en indices bruts, échelles dans lesquelles était comprise la quasi-totalité des fonctionnaires.

Je pense, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'une telle remise en ordre s'avère, à l'heure actuelle, de nouveau indispensable.

Si l'on compare les rémunérations dans la fonction publique à celles des agents du secteur nationalisé, l'on découvre un décalage sérieux au détriment des fonctionnaires.

Tout d'abord, dans le secteur nationalisé, le traitement de base est plus élevé que celui de la fonction publique et les emplois dans la grille indiciaire y sont placés à un niveau plus élevé.

Tout récemment encore, le Gouvernement s'est préoccupé plus spécialement de la situation des militaires — et nous nous en félicitons — eu égard au malaise qui règne parmi les cadres de l'armée française, en particulier chez les officiers et les sous-officiers, et le reclassement ainsi obtenu rapproche ce secteur de la fonction publique du secteur nationalisé.

J'ose espérer, monsieur le secrétaire d'Etat, que le Gouvernement n'attendra pas qu'un mécontentement profond s'installe dans la fonction publique pour opérer un reclassement plus que jamais nécessaire.

La hiérarchie des rémunérations de nos fonctionnaires est incontestablement bouleversée par la pratique contestable des primes et des indemnités ; nous l'avons entendu dire tout à l'heure. Ces dernières, en particulier, varient d'une administration à l'autre et même à l'intérieur de chaque service, aucun système de répartition n'étant obligatoire. Ce système fausse donc la hiérarchie des traitements budgétaires et lèse notamment les retraités qui n'en bénéficient pas.

A cet égard, l'étude d'une harmonisation des régimes indemnitaires s'avère de plus en plus urgente, même si ces régimes reposent sur le caractère spécifique des conditions d'emploi de chaque corps et tiennent compte des sujétions spéciales qui peuvent s'imposer à chaque catégorie d'agents.

Pour en terminer avec le problème des rémunérations, il faut souligner que le supplément familial du traitement n'a pas suivi la progression de celui-ci, plus particulièrement pour les catégories les plus basses, et s'est même fortement dégradé depuis 1968, essentiellement pour les ménages qui ne comptent qu'un enfant. Un relèvement substantiel de ce supplément irait incontestablement dans le sens d'une politique familiale que nous appelons de tous nos vœux.

Le second volet de mon propos concernera les services sociaux de la fonction publique.

Là encore, si l'on compare les crédits dégagés par le Gouvernement avec ceux du secteur nationalisé, l'on se rend compte que les fonctionnaires sont les salariés dont les services sociaux sont les plus faibles.

En effet, 0,58 p. 100 de la masse salariale a été dégagée en faveur des services sociaux en 1975. Dans le même temps, la R. A. T. P., la S. N. C. F. et E. D. F. consacraient respectivement 2,70 p. 100, 3 p. 100 et 7,79 p. 100 de leur masse salariale aux services sociaux.

Or, les services sociaux conditionnent, à n'en pas douter, la qualité de la vie dans la fonction publique. Ils comprennent en effet les cantines, les crèches, les colonies de vacances, les divers services en faveur des retraités et des handicapés. Comme vous le constatez, monsieur le secrétaire d'Etat, l'augmentation de la dotation de la masse salariale des traitements pour assurer le bon fonctionnement et l'équipement des services sociaux se révèle indispensable. Par ailleurs, la gestion actuelle de ces services est très lourde et freine les interventions

sociales. Il y aurait sans doute lieu de décentraliser, au niveau du département, ces services sociaux pour l'ensemble de la fonction publique.

Permettez-moi maintenant d'attirer votre attention sur une question qui m'intéresse particulièrement puisqu'elle concerne le département du Bas-Rhin, plus exactement la cité administrative de la ville de Strasbourg.

Nous avons déjà eu, à plusieurs reprises, l'occasion de nous entretenir des conditions néfastes dans lesquelles sont obligés de travailler les différents services et, pour des raisons que je ne comprends pas, nous ne parvenons pas à remédier à une telle situation.

Votre intervention sera donc utile et urgente.

Les services administratifs sont dispersés en sept endroits différents. Certains d'entre eux sont installés dans un hôpital militaire napoléonien dans lequel aucun aménagement n'a été fait depuis un certain nombre d'années, puisqu'on attend toujours sa démolition.

Cet exemple n'est pas la meilleure preuve du rendement de vos services. Mais je sais que vous continuez à vous préoccuper de ce problème.

La fin de mon propos concernera une catégorie qu'il ne faut perdre de vue, il s'agit, bien évidemment, des retraités.

La législation actuelle sur les pensions mériterait quelques aménagements. L'une des principales revendications de toutes les organisations syndicales défendant plus particulièrement les intérêts des retraités concerne l'abattement de 10 p. 100 au titre de l'impôt sur le revenu pour frais professionnels.

M. René Chazelle, rapporteur spécial. Très bien !

M. Louis Jung. S'il est exact en effet que les retraités n'ont plus de frais professionnels, ils ont, en revanche, des dépenses supplémentaires, en particulier dans le domaine de la santé. Par ailleurs, et comme je le précisais déjà tout à l'heure, l'instauration de primes et d'indemnités diverses non soumises à retenue pour pension en faveur des fonctionnaires actifs lèse, à n'en pas douter, les retraités.

En ce qui concerne le taux de réversion des pensions, il convient de noter que, dans différents pays d'Europe, il atteint 75 p. 100. Or, actuellement, il est fixé à 50 p. 100 en France ; cela ne correspond plus aux besoins du conjoint survivant, certaines dépenses et, parmi elles, les plus importantes, restant constantes après le décès du retraité. L'augmentation de dix points du taux de pension de réversion serait sans doute accueillie de la manière la plus favorable par tous les retraités de la fonction publique.

D'autres revendications, en particulier la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur la tête du mari survivant ; l'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le traitement, le paiement mensuel des pensions sont en cours de réalisation, grâce à votre action.

Les divers points que je viens d'évoquer, monsieur le secrétaire d'Etat, entrent bien évidemment dans le cadre beaucoup plus vaste d'une réforme globale de l'administration et des structures de rémunération. La mise en place de celle-ci n'est guère facile, je vous l'accorde. Pourtant, les conditions essentielles, à savoir, le temps, l'unité de vue et l'appui d'une majorité stable, semblent réunies pour vous permettre de mener à bien une telle entreprise. Cette initiative serait sans doute très bien accueillie aussi bien par les parlementaires que par les organisations syndicales les plus représentatives, celles qui défendent plus particulièrement les intérêts des agents de la fonction publique.

Monsieur le secrétaire d'Etat, en votant les crédits destinés à la fonction publique, le groupe de l'union centriste des démocrates de progrès vous apportera la preuve tangible qu'il reconnaît, apprécie et soutient les efforts constants que vous faites en faveur de la fonction publique. *(Applaudissements.)*

M. le président. La parole est à M. Jargot, en remplacement de M. Lefort.

M. Paul Jargot. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je voudrais, à l'occasion de l'examen des crédits consacrés à la fonction publique, me faire l'interprète des revendications émanant de trois corps de fonctionnaires : les ingénieurs des travaux agricoles, les ingénieurs des travaux

des eaux et forêts et les ingénieurs des travaux ruraux. Ces corps de fonctionnaires réclament leur alignement sur celui des ingénieurs des travaux publics, considéré comme « pilote », en ce qui concerne les conditions d'avancement et l'échelle hiérarchique. Plus précisément, ils souhaitent — et je trouve justifiées leurs prétentions — que les ingénieurs divisionnaires terminent leur carrière à l'indice net 575, que la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur soit remplacée par un échelon, afin de permettre à chacun d'atteindre au minimum l'indice net 500, sans barrage. Enfin, ils demandent que le pourcentage de l'effectif budgétaire du grade d'ingénieur divisionnaire soit, dans un premier temps, porté de 10 à 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps.

Ces revendications légitimes s'inscrivent d'ailleurs dans les conclusions du dernier conseil supérieur de la fonction publique, où un vœu dans ce sens a été adopté.

En ce qui concerne la formation continue, je veux relever une contradiction grave et flagrante entre, d'une part, le refus du Gouvernement d'appliquer la loi qui prévoyait de porter à 2 p. 100 en 1976 le taux de la participation des employeurs à la formation professionnelle continue, et, d'autre part, l'affirmation que les mêmes entreprises qui, paraît-il, ne pourraient pas assumer une telle charge, y ont pratiquement consacré 1,6 p. 100 en 1975.

Ce refus d'appliquer une loi ne dénote-t-il pas une tolérance devant la tendance, dénoncée tout à l'heure par le rapporteur, qui consiste pour les entreprises à vouloir assurer elles-mêmes, de façon non contrôlée et « dans des conditions pas toujours satisfaisantes », comme l'a souligné le rapporteur, la propre formation de leur personnel ? Ce serait, en fait, revenir en arrière, avant le code de la loi de juillet 1971.

Vous me permettrez également de constater, dans un autre domaine, que la hausse de 11 p. 100 des crédits de rémunération des stagiaires est loin de constituer un progrès. J'ai été le témoin de l'insuffisance des crédits affectés aux rémunérations par rapport aux besoins réels, à un moment pourtant où il faudrait permettre à certains chômeurs d'effectuer des stages de promotion pendant leur inactivité forcée.

Ces crédits sont nettement inférieurs à la somme nécessaire pour maintenir le même taux réel qu'en 1975. Vous savez pourtant combien le montant des rémunérations de stage était faible déjà pour certaines personnes ayant charge de famille. On est loin d'une politique audacieuse.

Cette situation ne recouvre-t-elle pas finalement une volonté plus ou moins avouée de reprendre aux travailleurs de la main droite ce que la main gauche leur avait donné ?

C'est pourquoi le parti communiste continuera de réclamer avec insistance, avec toutes les organisations de salariés, les organisations sociales et culturelles et les universités, les moyens suffisants pour mettre en œuvre une action des plus urgentes pour notre pays.

Le parti communiste continuera à dénoncer la faiblesse de la politique suivie en la matière, faiblesse qui est trop bien illustrée, hélas, par les crédits si injustement mesurés. *(Applaudissements sur les travées communistes.)*

M. le président. La parole est à M. Tournan.

M. Henri Tournan. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, bien que l'intervention que je me propose de faire ait le même objet que celle de M. Jargot, je tiens à formuler quelques observations supplémentaires.

La question que j'évoquerai a, à mes yeux, du point de vue de l'équité, une réelle importance ; son heureuse solution n'aurait d'ailleurs qu'une incidence budgétaire tout à fait négligeable. Il s'agit des problèmes statutaires et indiciaires concernant les trois corps d'ingénieurs des travaux relevant du ministère de l'agriculture : ingénieurs des travaux agricoles, ingénieurs des travaux des eaux et forêts et ingénieurs des travaux ruraux.

Les demandes présentées par ces fonctionnaires et soutenues par leurs instances syndicales, ainsi que par M. le ministre de l'agriculture, tendent à l'harmonisation des conditions d'avancement et d'échelle hiérarchique de ces trois corps d'ingénieurs avec celles du corps, considéré comme pilote, des ingénieurs des travaux publics de l'Etat.

Plus concrètement, il s'agirait d'admettre que les ingénieurs divisionnaires terminent leur carrière à l'indice net 575, que la classe exceptionnelle du grade d'ingénieur soit remplacée par un échelon, afin de permettre à chacun d'atteindre au

minimum l'indice net 500 sans barrage, et que le pourcentage de l'effectif budgétaire du grade d'ingénieur divisionnaire soit, dans un premier temps, porté de 10 à 15 p. 100 de l'effectif global de chacun des trois corps.

Ces revendications me paraissent parfaitement fondées en raison des responsabilités exercées et des modalités de recrutement, à savoir cinq années d'études supérieures sanctionnées par un titre d'ingénieur. Elles s'inscrivent d'ailleurs dans les conclusions du dernier conseil supérieur de la fonction publique où un vœu en ce sens a été adopté.

Il s'agit, je le répète, de remédier à une injustice en supprimant une disparité que rien ne justifie entre deux corps de la fonction publique dont le recrutement est identique.

Ai-je besoin de rappeler les nombreuses tâches confiées aux ingénieurs des travaux dans les directions départementales de l'agriculture, les services régionaux et tous les services du centre technique du génie rural des eaux et forêts, en matière d'électrification rurale, d'alimentation en eau potable, de travaux connexes au remembrement, etc. et les différentes fonctions auxquelles ils sont appelés telles celles de chef de centre de gestion de l'office national des forêts, directeur adjoint de lycées agricoles, etc.? Ma liste ne saurait être complète, tellement sont nombreuses les fonctions que remplissent ces ingénieurs des travaux à la satisfaction générale.

Il me paraît particulièrement urgent de régler ce problème afin de dissiper le malaise qui s'est développé chez ces fonctionnaires de haute qualité.

Je vous prierai donc, monsieur le secrétaire d'Etat, de bien vouloir prendre l'engagement ferme de revoir dans les plus brefs délais possible le statut des ingénieurs des travaux afin de faire disparaître l'anomalie que je vous ai signalée, laquelle, à mon sens, ne saurait, sans grave inconvénient, se perpétuer. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique). Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, comme l'a fait très pertinemment remarquer M. Chazelle, dans son excellent rapport, ce n'est pas tellement un budget que je viens défendre devant vous à l'occasion de cette rencontre annuelle, mais, à travers les crédits, d'ailleurs relativement modestes, affectés à la direction générale placée sous mon autorité, l'action gouvernementale menée dans la fonction publique.

Mesdames, messieurs les sénateurs, dans le bilan que je présente à vos suffrages figurent, en bonne place, les résultats enregistrés grâce à la politique de concertation poursuivie avec les organisations syndicales de fonctionnaires.

Il s'agit tout d'abord de l'accord salarial conclu le 1^{er} février 1975.

Comme en 1974, mais à un moindre degré en raison du relatif ralentissement de l'inflation, le maintien de leur pouvoir d'achat a été l'une des principales préoccupations des fonctionnaires. Ce maintien a été assuré dans des conditions incontestablement satisfaisantes.

L'accord prévoit en effet, qu'une majoration des traitements est accordée à titre provisionnel au 1^{er} janvier, puis que les traitements sont ensuite majorés au début de chaque trimestre pour tenir compte à la fois de la hausse des prix du trimestre écoulé et de la hausse prévisible au trimestre suivant, un apurement étant prévu en fin d'année. Ce système a fonctionné dans des conditions très correctes. Il garantit efficacement les fonctionnaires contre une dégradation de leur pouvoir d'achat.

Nous avons tenu, avec les organisations signataires, des réunions à la fin du premier semestre et à la fin du troisième trimestre de l'année 1975 qui nous ont permis de constater les résultats obtenus et de majorer l'avance initialement consentie au titre du trimestre suivant.

L'amélioration du pouvoir d'achat est une autre préoccupation, non moins constante, des fonctionnaires. Mais la répartition de la masse qui lui est consacrée ne pouvait être uniforme et proportionnelle au salaire de chacun. L'effort a donc porté essentiellement sur les bas salaires pour lesquels l'inflation constitue un mal encore plus insupportable que pour les autres.

En vue de cette amélioration du pouvoir d'achat, l'accord salarial comporte deux séries de mesures.

Tout d'abord, il prévoit une attribution de 5 points uniformes à tous les niveaux de la hiérarchie, attribution qui a pour effet, en accordant à chaque fonctionnaire un accroissement de rémunération identique en valeur absolue, d'accroître proportionnellement beaucoup plus les bas traitements que les rémunérations élevées.

Puis viennent trois mesures en faveur des bas traitements : d'abord l'institution d'un plancher de l'indemnité de résidence grâce auquel tous les agents dont l'indice est inférieur à 252 bénéficient de l'indemnité de résidence afférente à cet indice ; ensuite l'attribution d'une prime mensuelle de 50 francs aux fonctionnaires des échelons de début de la hiérarchie ; enfin l'attribution de cinq points d'indice supplémentaires aux fonctionnaires classés dans les deux groupes inférieurs de rémunération.

En valeur absolue, aucun agent de l'Etat ne perçoit une rémunération brute inférieure à 1 762 francs en première zone et 1 690 francs en dernière zone.

Concernant l'augmentation des rémunérations publiques et les rapprochements faits par M. Chazelle avec le secteur privé et l'indice des prix, il est exact que, de janvier 1973 à juillet 1975, les croissances ont été de 32 p. 100 pour les prix, de 43 p. 100 pour l'indice d'ensemble des traitements de la fonction publique et de 52 p. 100 pour l'indice du taux de salaire horaire ouvrier dans le secteur privé.

Mais, monsieur le rapporteur, les deux indices choisis pour comparer fonction publique et secteur privé sont, à mon avis, difficiles à rapprocher. En effet, le taux de salaire horaire représente mal le gain réel, puisqu'il ne prend pas en compte la durée du travail.

Ainsi, par exemple, en deux ans, la croissance des gains dans le secteur privé a été de 38 p. 100 pour les ouvriers, de 32,4 p. 100 pour les employés et de 27 p. 100 pour les cadres. Or, pendant ce temps, le taux horaire augmentait de 38,5 p. 100.

Aucune conclusion certaine, dans un sens ou dans l'autre, d'ailleurs, ne peut donc être tirée des comparaisons faites sur ces bases entre fonction publique et secteur privé.

Pour répondre également aux remarques que vous avez faites, monsieur le rapporteur, au nom de la commission de législation de la Haute assemblée, à propos des rémunérations annexes qui sont perçues par certains fonctionnaires et dont je sais qu'elles soulèvent des critiques — vous l'avez dit vous-même — j'indique que M. le Premier ministre a chargé un conseiller d'Etat d'un examen d'ensemble du dispositif actuellement en vigueur, afin d'apprécier dans quelles conditions des aménagements pourraient le cas échéant, lui être apportés.

M. René Chazelle, rapporteur spécial. Très bien !

M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat. L'accord salarial du 1^{er} février 1975 ne se limite pas aux clauses relatives au pouvoir d'achat, mais prévoit en outre trois mesures importantes et nous venons ainsi au sujet qui vous préoccupe, monsieur le rapporteur :

D'abord, à compter du 1^{er} octobre 1975, l'incorporation de deux points d'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension, ce qui a pour effet de majorer les pensions de 2 p. 100 supplémentaires ;

Puis une majoration de dix points de l'indice à prendre en considération pour le calcul du minimum des pensions de retraite, mesure qui a pour effet d'augmenter de plus de 6 p. 100 les pensions les plus basses ;

Enfin, une diminution hebdomadaire d'une heure de l'horaire de travail, applicable aux agents assurant quarante-deux heures trente par semaine ou quarante-cinq heures pour les personnels de service.

Je vous ai indiqué l'an passé, mesdames, messieurs les sénateurs, que nous entreprenions des négociations sur deux points très importants : l'étude des problèmes posés par la situation des corps de fonctionnaires de catégorie A, d'une part, l'étude de la situation des agents non titulaires de l'Etat, d'autre part.

La catégorie A groupe — vous le savez — l'ensemble des cadres administratifs, techniques et les enseignants de l'Etat à partir du secondaire. Mes prédécesseurs vous ont exposé, les années passées, les profondes réformes qui ont affecté d'abord, à partir de 1970, les catégories C et D qui groupent les fonctionnaires les moins élevés dans la hiérarchie, puis, à partir

de 1973, la catégorie B à laquelle appartiennent notamment les instituteurs et les fonctionnaires administratifs et techniques chargés des tâches d'application.

Or, comme je vous l'ai fait remarquer l'année dernière, il n'est pas possible d'améliorer la situation d'une catégorie de fonctionnaires sans entraîner des répercussions sur la catégorie supérieure : les carrières des fonctionnaires sont, en effet, conçues de telle manière que la fin de carrière d'un fonctionnaire se déroule dans la même zone de la grille indiciaire que la première partie de la carrière d'un fonctionnaire appartenant à la catégorie immédiatement supérieure. La réforme de la catégorie B, échelonnée sur les années 1973 à 1976, entraînait donc un réajustement des indices de début des corps de la catégorie A.

Les négociations sur ce thème ont permis d'atteindre deux résultats.

D'abord, un plan de revalorisation des indices de début de la catégorie A, échelonné de 1974 à 1976, a été présenté au conseil supérieur de la fonction publique et sera soumis au conseil des ministres de mardi prochain. Il apporte des satisfactions non négligeables aux fonctionnaires débutants.

Ensuite, la solution d'un problème irritant qui se posait depuis de très nombreuses années est en vue : il s'agit de permettre aux fonctionnaires de catégorie B qui accèdent par concours à un corps de catégorie A de ne plus recommencer leur carrière, comme c'est aujourd'hui le cas, à l'échelon de début. Il sera tenu compte, désormais, des services effectués dans l'administration par les intéressés antérieurement à leur promotion pour procéder à leur classement dans la hiérarchie du corps auquel ils accèdent.

Les discussions doivent se poursuivre dès le 22 décembre selon les termes mêmes du relevé de conclusions de l'accord salarial de 1974, sur l'ensemble de la carrière — je dis bien : sur l'ensemble de la carrière — des corps de catégorie A.

Je vous ai entretenus également l'an passé des graves problèmes que posait à notre administration l'existence d'un nombre trop élevé d'agents non titulaires, aux appellations et aux statuts les plus divers : auxiliaires de renfort ou de remplacement, vacataires, contractuels sous statut ou sans statut, etc. Je ne vous avais pas caché que le problème posé, pratiquement depuis la loi de 1950, par la situation de ces agents était, à mes yeux, le plus complexe et le plus difficile de tous ceux auxquels nous étions confrontés.

M. le sénateur Boileau, en me posant une question orale, m'a permis d'exposer récemment en détail les solutions auxquelles le Gouvernement s'est arrêté après des discussions approfondies avec les syndicats. Je me bornerai à les rappeler brièvement, vous renvoyant, mesdames, messieurs, à la réponse que j'ai faite alors devant le Sénat.

Le plan adopté prévoit que les agents auxiliaires de l'Etat seront titularisés dans des emplois de catégorie D classés respectivement dans les groupes de rémunérations I et II. Ces titularisations interviendront en quatre tranches annuelles, du 1^{er} octobre 1975 — ce qui est déjà fait — au 1^{er} octobre 1978. Des emplois de promotion en catégorie C seront offerts après sélection aux agents nouvellement titularisés en même temps qu'aux fonctionnaires de catégorie D aujourd'hui en fonctions. Ces promotions seront réalisées également en quatre tranches annuelles de 1976 à 1979.

Dès maintenant va être mis en place un système de contrôle budgétaire et comptable des recrutements d'agents non titulaires, que j'ai aussi exposé l'autre jour. Ce dispositif permettra ainsi de prévenir le retour à la situation actuelle caractérisée par un développement excessif, comme vous l'avez dit, de l'auxiliaariat.

Parallèlement, un texte est en préparation pour mieux définir les garanties dont bénéficieront à l'avenir les agents non titulaires en matière d'emploi, de congés de maladie, de licenciement. Déjà un décret a étendu à ces agents les dispositions de la loi de 1971 relative à la formation professionnelle. Vous voyez, mesdames, messieurs les sénateurs, que nous avons entrepris là une œuvre importante qui n'en est qu'à ses débuts.

Je mentionnerai également, pour compléter le tableau un peu technique que je tiens à dresser devant vous, le décret qui a reculé à quarante-cinq ans la limite d'âge pour le recrutement des catégories B, C et D et la modification du statut général approuvée par le Parlement, pour supprimer toutes discriminations entre les hommes et les femmes fonctionnaires.

MM. Jargot et Tournan nous ont fait part de leurs souhaits de voir les ingénieurs des travaux du ministère de l'Agriculture bénéficier d'une réforme analogue à celle qui est actuellement mise en place au ministère de l'Équipement en faveur des ingénieurs des travaux publics.

Je rappelle que la réforme en cours au sein du corps des ingénieurs des travaux publics a un caractère fonctionnel lié aux missions particulières de ce corps. Une extension d'une telle réforme à d'autres corps est, bien entendu, subordonnée à une étude faisant apparaître des sujétions et des responsabilités équivalentes.

M. Jung a évoqué le problème de la construction d'une cité administrative à Strasbourg. J'indique que cette réalisation demeure dans les perspectives des années à venir, bien que la décision n'ait pu encore être arrêtée, notamment pour des raisons budgétaires.

Si je me suis un peu étendu sur les sujets que j'estime être les plus cruciaux dans le domaine de la fonction publique, je ne voudrais pas pour autant passer sous silence les réalisations de caractère social qui paraissent de nature à faciliter la vie de nos fonctionnaires et de nos retraités.

Je vous avais indiqué, l'année passée, qu'une expérience de paiement mensuel des pensions allait être pratiquée. Le principe en a été accepté, vous le savez, dans la loi de finances pour 1975. C'est le centre régional de Grenoble qui a été choisi pour expérimenter cette procédure et les pensions des fonctionnaires retraités qui dépendent de ce centre sont maintenant payées mensuellement. L'extension de la réforme sera poursuivie aussi rapidement que le permettent les contraintes techniques.

Au cours de l'année 1975, toujours en faveur des retraités, a été élaboré un système d'aide à l'amélioration de l'habitat. Les retraités civils et militaires relevant des centres de pensions de Châlons-sur-Marne et de Montpellier peuvent déjà en bénéficier. J'insiste sur cette mesure, monsieur le rapporteur.

En faveur des jeunes fonctionnaires, cette fois, nous avons également institué, dans le courant de cette année, un mécanisme de prêts aux jeunes ménages permettant à ces derniers l'achat de mobilier, d'équipement ménager ou la couverture de frais annexes entraînés par la location d'un logement.

Dans un autre ordre d'idées, le Premier ministre a décidé que le régime des horaires variables pouvait être mis en œuvre, selon des conditions de contrôle appropriées, aussi bien dans les administrations centrales que départementales. Diverses expériences sont en cours à travers la France. Tout en facilitant le mode de vie des fonctionnaires, ce régime de travail — et c'est là l'essentiel — permet au public d'avoir accès aux services pendant un plus grand nombre d'heures dans la journée.

Mais il faut encore répondre aux critiques que l'on fait si souvent à l'administration, et dont elle a l'habitude, concernant son anonymat et la difficulté d'entrer en relations avec le fonctionnaire chargé de l'instruction d'un dossier déterminé. Je sais que cette question préoccupe nombre d'entre vous, messieurs les sénateurs, qui êtes si naturellement choisis comme intermédiaires. Je puis vous assurer que je m'intéresse personnellement à cette situation et que j'en ai saisi tous les ministres et représentants des organisations syndicales dans le dessein d'aboutir à une solution qui permette à l'utilisateur de connaître le responsable du service.

Au demeurant, la qualité d'une institution n'est rien d'autre que le fruit des efforts et de la valeur propre des hommes qui en assurent la bonne marche. Personne ne conteste l'intégrité, le sens de l'intérêt général et, j'y insiste, le dévouement au service de la collectivité de nos fonctionnaires.

Mais l'administration doit aussi conserver intacts les principes qui ont fait sa force ; c'est au Gouvernement, soutenu par le Parlement, d'y veiller pour avoir toujours, dans l'intérêt du pays, une administration impartiale, compétente et humaine. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Paul Granet, secrétaire d'Etat.

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle). Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, il m'appartient, en vous présentant les crédits des services généraux du Premier ministre, d'évoquer plus particulièrement les problèmes de la formation professionnelle.

Je sais tout l'intérêt que vous portez à la formation professionnelle et avec quelle vigilance la Haute assemblée suit le déroulement de la politique mise en place par la loi du 16 juillet 1971. Aussi voudrais-je vous présenter un exposé le plus complet possible de la question.

Examinons tout d'abord comment se présente, à la veille de son cinquième anniversaire, le dispositif de formation professionnelle institué dans notre pays par la loi de 1971.

Cette question fondamentale comporte une double réponse. Il s'agit, d'une part, d'un système dynamique qui a fait la preuve de son efficacité et, d'autre part, d'un système qui a permis la mise en œuvre d'une politique active de progrès économique et de promotion sociale.

Si la formation professionnelle continue est une institution dynamique ayant fait la preuve de son efficacité, c'est sans doute parce qu'elle repose sur un dispositif à la fois libéral, cohérent, décentralisé et concerté.

La première qualité de notre système de formation professionnelle est d'être libéral. La loi de 1971 tient compte de la grande diversité des formateurs et de réseaux de formation. Elle assure même d'une façon très positive le foisonnement des initiatives et la multiplicité des actions. Elle respecte également la diversité des méthodes et des instruments pédagogiques, tout en encourageant des expériences nouvelles.

Dans ce domaine, un quelconque monolithisme, pour ne pas dire un monopole, serait à mon sens un facteur de sclérose à plus ou moins long terme et, par conséquent, de régression. Nul ne peut le souhaiter, surtout lorsque l'on considère l'importance des finalités et la diversité des objectifs de la formation permanente, qu'il s'agisse de l'insertion professionnelle de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, de l'adaptation à l'évolution économique et au progrès technique, de la promotion, de l'épanouissement culturel, de la lutte contre les inégalités et, enfin, de la revalorisation du travail manuel et de l'avènement d'une société d'éducation permanente.

Seul, un système libéral peut répondre à des finalités aussi diverses et aussi ambitieuses. Mais s'il doit être libéral, ce système doit aussi être cohérent, et cohérent parce que coordonné. La formation professionnelle fait en effet l'objet, depuis l'origine, d'une politique de coordination interministérielle placée sous l'autorité du Premier ministre. Cette structure est la meilleure possible, elle a fait ses preuves et je dirai même qu'elle est la seule qui me semble praticable et efficace.

La diversité des administrations, des réseaux, des organismes et des méthodes, dont je viens de parler à propos du caractère libéral du système, montre à l'évidence et prouve, s'il en était besoin, que seul le Premier ministre ou son délégué, appuyé sur une administration de mission, peut coordonner, orienter et diriger cet ensemble.

En outre, compte tenu de l'importance de l'action des partenaires sociaux dans le domaine de la formation professionnelle, il est essentiel que ceux-ci aient en face d'eux, aux différents niveaux, un interlocuteur unique.

Pour être dynamique, notre système de formation professionnelle doit correspondre aux réalités concrètes telles qu'elles se manifestent dans la vie quotidienne. C'est pourquoi il est décentralisé, pour rapprocher le pouvoir de décision des besoins exprimés par tous ceux qui veulent bénéficier d'une formation. Dans ce sens, mon budget est déconcentré à l'échelon régional, un délégué à la formation professionnelle a été mis en place dans toutes les régions et, enfin, le rôle des comités départementaux a été et sera encore accru.

Décentralisée, la politique suivie en matière de formation professionnelle est, enfin, concertée à tous les niveaux. C'est là une de ses principales caractéristiques et la garantie, sans nul doute, de son dynamisme, donc de son efficacité. A l'échelon national comme à l'échelon régional, la formation professionnelle fait l'objet d'un dialogue permanent entre les partenaires sociaux sous l'arbitrage des pouvoirs publics. Le caractère paritaire de cette politique ne doit pas seulement être préservé, il doit être renforcé.

Fondé sur ces principes d'action, notre système de formation continue a fait la preuve de son efficacité. Cette affirmation peut se démontrer par l'examen du bilan d'ensemble enregistré depuis quatre ans en matière de formation professionnelle.

Je ne citerai que quelques chiffres, les rapports excellents qui vous ont été présentés par vos commissions ainsi que le document annexe à la loi de finances contenant un maximum

d'informations. Celles-ci ont, par ailleurs, été rassemblées sous une forme un peu plus attrayante dans une plaquette qui vient de vous être adressée.

Je me permets tout de même de vous rappeler que, grâce aux aides de l'Etat et à l'effort des entreprises, 2 500 000 travailleurs ont bénéficié d'un stage en 1974, soit une personne active sur huit, alors qu'en 1972 l'effectif total n'était que de 1 700 000 ; la progression est donc de l'ordre de 50 p. 100 en deux ans.

L'effort réel des entreprises aura atteint presque 5 milliards de francs en 1974, soit 1,63 p. 100 des salaires, alors que le taux obligatoire n'est que de 1 p. 100.

Cette progression rapide a été marquée par un redéploiement des actions en faveur des ouvriers et des employés puisque le nombre des stagiaires de ces catégories est passé de 500 000 en 1972 à plus de 1 million en 1974.

Il convient, à ce propos, de bien souligner l'importance de notre effort en faveur des diverses catégories de travailleurs et de rectifier un certain nombre de chiffres un peu trop spectaculaires par des chiffres plus réels.

Il a été dit fréquemment que 26 p. 100 des ingénieurs et cadres suivaient un stage alors que 9 p. 100 seulement des ouvriers et employés en avaient suivi un en 1974. Ces chiffres sont exacts, mais il convient, d'une part, de rapporter ces 26 p. 100 d'ingénieurs et cadres à leur importance dans la population active, qui est de 6 p. 100 et, d'autre part, de rapporter également les 9 p. 100 d'ouvriers et employés à leur importance dans la population active, qui est de 80 p. 100.

On s'aperçoit alors, par rapport à la population active, que le pourcentage réel des ingénieurs et cadres ayant suivi un stage est de 1,56 p. 100, alors que celui des ouvriers et employés est de 7,2 p. 100, ce qui signifie que le nombre des ouvriers et employés qui suivent des stages est à peu près cinq fois plus élevé que celui des ingénieurs et cadres.

Par ailleurs, le nombre d'heures de stage enregistrées étant plus important pour les ouvriers et employés que pour les ingénieurs et cadres, on peut estimer que la durée totale des stages suivis par les ouvriers et employés est sept fois supérieure à celle correspondant aux ingénieurs et cadres.

Il convient d'avoir présents à l'esprit ces chiffres qui, bien que moins spectaculaires que d'autres, reflètent plus exactement la réalité. Deux phrases peuvent les résumer : d'une part, cinq fois plus d'ouvriers et d'employés que d'ingénieurs et cadres ont suivi des stages et, d'autre part, la durée totale des stages effectués par les ouvriers et employés a été sept fois plus importante que pour les ingénieurs et cadres.

Il n'en est pas moins vrai que des progrès doivent encore être réalisés en ce domaine. Toutes les instructions que j'ai été amené à donner vont d'ailleurs dans ce sens. C'est ainsi que l'aide de l'Etat est accordée en priorité aux catégories « ouvriers » et « employés ». Elle a concerné, pour une très large part, les jeunes travailleurs puisque plus de la moitié des stagiaires ont moins de vingt-cinq ans. Voilà pour les résultats quantitatifs.

Pour ce qui est maintenant des résultats qualitatifs, je me contenterai de rappeler un chiffre extrait de l'enquête effectuée à l'initiative de la commission des finances de l'Assemblée nationale : 80 p. 100 des entreprises et des stagiaires estiment que les résultats des stages sont positifs.

Le système actuel me paraît donc très satisfaisant dans l'ensemble, bien qu'un certain nombre de retouches et d'améliorations soient encore possibles.

Il ne s'agit pas d'une simple impression personnelle ; les nombreux déplacements que j'ai effectués dans les régions et les départements — j'ai pratiquement fait le tour des vingt-deux régions — le rapport du comité des usagers, celui de la commission sur l'avenir de la formation, que j'avais créée et dont j'avais confié la présidence à M. Blamont, l'étude qui a été faite à l'initiative de la commission des finances de l'Assemblée nationale se rejoignent pour confirmer que la politique actuelle de formation professionnelle est dans l'ensemble satisfaisante, même si, comme toute œuvre humaine, elle est perfectible.

J'envisage ainsi un certain nombre d'améliorations et de réformes, dont je voudrais maintenant vous parler.

La Haute assemblée s'est déjà prononcée sur le projet de loi que le Gouvernement a déposé dans le dessein de renforcer le contrôle qu'il convient d'exercer sur les organismes privés

de formation. Je ne développerai donc pas cette question puisque j'aurai l'occasion de revenir devant vous jeudi prochain pour présenter ce texte, qui vient d'être adopté à son tour par l'Assemblée nationale.

Je tiens à faire observer, en outre, que, dans le projet de budget, le chapitre consacré au contrôle est, de loin, celui dont les dotations augmentent le plus puisque, si le Parlement suit le Gouvernement, elles atteindront 15 millions de francs, soit un doublement par rapport à 1974.

Je fais également étudier un projet tendant à l'amélioration des conditions du droit au congé individuel de formation. Ce droit est encore peu appliqué, alors qu'il est pourtant le moyen de donner une « deuxième chance » réelle à un grand nombre de salariés. Il constitue, de ce fait, l'une des clés du déblocage de notre société.

C'est pour cette raison que j'ai demandé aux partenaires sociaux de reconsidérer le problème et d'ouvrir des négociations afin de me proposer, avant la fin du mois de février 1976, une nouvelle formule du congé individuel de formation conduisant à sa plus large utilisation par les salariés.

Je souhaiterais, dès la fin du mois de mars, saisir le Parlement d'un projet de loi sur ce sujet. Je voudrais donc, par votre intermédiaire, lancer un appel très pressant aux partenaires sociaux pour qu'ils avancent très vite sur la voie de cette négociation. Pour que le *planning* puisse être maintenu, il faut qu'à la fin du mois de février je puisse connaître leur avis, qu'au mois de mars le Gouvernement puisse délibérer et qu'au printemps je puisse vous présenter ce projet de loi qui constituera sans doute un nouveau départ très important pour la formation professionnelle.

Enfin, il est également vrai que je songe, dans le cadre de la réforme de l'entreprise, à accroître les moyens d'information du personnel et à renforcer les attributions des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle. Cela va dans le sens de la concertation dont je parlais tout à l'heure et qu'il convient de développer à tous les niveaux.

En outre, nous étudions une réforme de l'apprentissage qui, sans remettre en cause les principes des lois votées en 1971, permettrait des assouplissements et même une certaine simplification qui semblent aujourd'hui nécessaires.

En résumé, en dehors du projet de loi relatif au contrôle, nous envisageons donc de compléter en 1976 le dispositif des lois de 1971.

J'insisterai enfin sur l'effort entrepris en matière d'information. Il ne suffit pas, en effet, de prévoir des mesures en faveur de la formation des travailleurs ; il faut que ceux-ci soient bien informés de l'ensemble de leurs droits et des possibilités individuelles qui leur sont offertes.

C'est à ce souci que répond notamment la mise en place des magazines consacrés à l'information et diffusés sur les antennes de télévision ainsi que la réorganisation du C.N.I.P.E., l'ancien centre national d'information pour la productivité des entreprises, qui va devenir une agence d'information sur la formation professionnelle.

Si certaines retouches ou améliorations du système sont donc possibles, si certaines réformes sont souhaitables, certaines modifications ou remises en cause qui ont pu être proposées me paraissent, en revanche, à exclure sans équivoque. Je voudrais, en ce domaine, faire preuve de beaucoup de fermeté.

Tel qu'il est, le système est excellent et il faut se méfier en ce domaine des « fausses bonnes idées ». Je réaffirme donc très clairement que le mécanisme actuel doit être conservé.

J'écarte d'abord toute formule tendant à une parafiscalisation au profit de l'Etat ; elle risquerait, en effet, de stériliser ou de fonctionnariser une large part des initiatives prises actuellement.

De la même façon, il serait dangereux, à mon sens, d'aboutir à un véritable tronçonnage de la participation en imaginant des « quotas » ou des pourcentages minimums suivant la catégorie ou encore suivant le type d'action : on aboutirait immanquablement à un système d'une complication telle qu'il paralyserait bientôt tout esprit d'initiative et freinerait même l'évolution que nous encourageons vivement en faveur du développement des actions au profit des salariés des plus bas niveaux, notamment des travailleurs manuels.

Je m'oppose ainsi très vigoureusement à tout détournement des moyens prévus par la loi vers d'autres objets que la formation ; en effet, la participation est destinée à prendre en charge la formation des salariés et ce serait leur retirer une partie du droit à la formation que d'affecter la participation au finance-

ment d'activités sportives, artistiques ou autres. Je ne mets pas en cause l'intérêt de ce type d'activités, mais je dis que leur financement doit être assuré par d'autres moyens.

Le système dont je viens de vous rappeler les grandes lignes met tout son dynamisme et toute son efficacité au service d'une politique active de progrès économique et de promotion sociale. Les crédits budgétaires prévus permettront de développer cette politique de façon positive.

Toutes les actions relevant de la responsabilité directe des entreprises et des professions vont dans ce sens et je tiens à souligner leur importance dans le développement de la compétitivité et dans l'amélioration de la condition des salariés en activité.

La formation permanente garantit ainsi l'entretien et le perfectionnement des connaissances, tout comme l'adaptation du salarié à l'évolution technologique ou à un nouvel emploi.

Ces actions ne font plus l'objet, en général, d'une aide de l'Etat afin de permettre l'orientation des actions des pouvoirs publics vers certains objectifs prioritaires, tels que la situation de l'emploi ou la revalorisation du travail manuel. Cela répond d'ailleurs aux souhaits formulés à plusieurs reprises par votre commission.

Parmi les actions organisées pour faciliter la solution des problèmes de l'emploi, je voudrais insister sur ce qui est fait en faveur des jeunes.

Dès le début de l'année, j'ai mis en place des actions spécifiques pour les jeunes sans qualification et sans emploi. Le premier bilan de ces actions est, je crois, positif, puisque plus de 16 000 jeunes sont entrés en stage avant les vacances et, à la suite de la décision prise par le Gouvernement de renouveler ces opérations à l'automne, de nouveaux stages pourront accueillir plus de 20 000 jeunes supplémentaires dans le courant de l'hiver.

Ce sont donc plus de 30 000 jeunes qui sont actuellement dans ces stages d'initiation à la vie professionnelle.

Contrairement à certaines affirmations, les informations que je reçois des préfets de région révèlent un taux de fréquentation très satisfaisant, ce qui prouve la solidité des actions qui ont été organisées, notamment avec le concours de plus en plus positif, voire enthousiaste, de l'éducation.

J'ai déjà annoncé que j'avais l'intention de dresser le bilan quantitatif et qualitatif de toutes ces actions en faveur des jeunes sans emploi et sans qualification dans un livre blanc que je publierai au mois de mars prochain. Je crois pouvoir dire, d'ores et déjà, que cette opération est un succès, succès sur le plan de la réinsertion, puisque je suis maintenant persuadé que la majorité des jeunes qui ont suivi ces stages trouveront un emploi, succès, enfin, du point de vue des résultats puisque, dans l'ensemble, les intéressés sont très satisfaits de ces stages de préformation ou d'insertion. En raison de ce succès, j'envisage d'ailleurs de proposer au Gouvernement, sous une forme à définir, de pérenniser ce type d'action.

Outre les actions tendant à l'insertion professionnelle des jeunes, il s'agit de favoriser les actions organisées en vue de parer aux conséquences des licenciements de caractère économique et à celles de la restructuration économique, tout en faisant face à des pénuries graves et urgentes de personnel qualifié.

Les actions qui s'adressent aux travailleurs en conversion ou menacés de perdre leur emploi seront donc développées comme le souhaite votre commission.

Je voudrais enfin insister sur le fait que, si la formation professionnelle peut, dans la conjoncture actuelle, jouer un rôle positif et non négligeable pour arriver à une détente sur le marché de l'emploi, elle constitue également une stratégie de progrès social.

Encore une fois, même si l'acuité présente du problème du chômage tend à braquer les projecteurs sur le rôle décisif que la formation professionnelle peut jouer dans la lutte contre le sous-emploi, l'efficacité sociale de la politique de formation professionnelle ne doit pas pour autant être perdue de vue.

C'est d'abord vers la promotion sociale que doit tendre la formation continue. Si beaucoup a déjà été entrepris dans ce sens, il convient néanmoins d'accélérer les efforts mis en œuvre dans ce domaine. Tout ce qui sera fait pour donner sa pleine dimension au congé individuel de formation et pour revaloriser la condition des travailleurs manuels va dans ce sens : ce sont les deux axes prioritaires de la politique gouvernementale.

Pour bien marquer l'importance que nous attachons à la politique de promotion sociale, importance qui a d'ailleurs été rappelée par M. le Président de la République, parlant voilà

quarante-huit heures au Conservatoire national des arts et métiers, je recherche à l'heure actuelle les moyens de mieux l'identifier dans l'ensemble des actions de formation professionnelle.

La formation permanente est également un efficace moyen de lutter contre les inégalités sociales, par la mise en place d'actions prioritaires en faveur des catégories les moins favorisées et en donnant à tous les Français une « seconde chance » au cours de leur existence, en permettant à ceux qui le souhaitent de compléter une formation initiale insuffisante.

J'en viens maintenant, en conclusion, à la traduction chiffrée de la politique dont je viens de vous rappeler les grandes lignes, c'est-à-dire au budget.

Comme vous pouvez le constater, la progression des crédits de fonctionnement est de l'ordre de 17,5 p. 100, ce qui dépasse très largement le taux moyen de progression qui vous est proposé pour l'ensemble du budget.

Votre commission a fait sur le montant des crédits deux observations que je voudrais relever au passage.

En ce qui concerne la rémunération des stagiaires, je veux préciser que, si le taux apparent de 11 p. 100 peut effectivement sembler insuffisant, c'est qu'en fait des ressources extérieures relativement importantes sont attendues en 1976 de l'U. N. E. D. I. C., d'une part, et du fonds social européen, d'autre part, si bien que le taux de progression réel sera d'au moins 20 p. 100.

Je voudrais dire à ce sujet, répondant aux orateurs qui sont intervenus au cours du débat, que, lorsque nous prenons en charge une action de conversion des chômeurs, nous avons normalement droit à un reversement de l'U. N. E. D. I. C., mais qu'en l'état actuel des choses l'U. N. E. D. I. C. reverse rarement et reverse peu par rapport à l'effort que nous faisons. Il ne faut pas nous dissimuler qu'à travers la rémunération des stagiaires, lorsque ceux-ci sont chômeurs, nous venons de plus en plus largement en aide à l'U. N. E. D. I. C. C'est là une situation qui me paraît, à tous points de vue, anormale. Si nous pouvions, dans les semaines ou dans les mois à venir, la régulariser, nous retrouverions sans nul doute, des moyens importants pour la rémunération des stagiaires. En l'état actuel des choses l'U. N. E. D. I. C. nous a versé 75 millions de francs au titre de 1974 et des acomptes pour 1975.

De toute manière, ces versements de l'U. N. E. D. I. C. ne représentent guère que 10 à 20 p. 100 de la rémunération des stagiaires en conversion. Or il est évident que si nous ne prenions pas ces chômeurs en conversion, les dépenses de l'U. N. E. D. I. C. seraient de quatre à cinq fois supérieures. Nous pouvons donc penser, en ce domaine, que nous lui économisons des sommes importantes. Qui plus est, sur les versements qu'elle devrait nous faire, elle a maintenant trois ans de retard. C'est sans nul doute un problème important, car l'alimentation du chapitre « rémunération des stagiaires » passe largement par un nouvel accord avec l'U. N. E. D. I. C.

En ce qui concerne les crédits d'équipement, c'est un point sur lequel je ne suis pas totalement d'accord avec votre commission; en effet, de nombreuses visites dans les régions et les départements, m'ont démontré que de nombreux moyens existent déjà et que, dans bien des cas, quelques aménagements relativement peu coûteux suffisent.

Le plus souvent, le problème majeur réside dans la définition de meilleures règles d'utilisation. Pour cela, il faut modifier quelque peu les habitudes ou certains règlements, et notamment utiliser plus souvent les locaux de l'éducation et les locaux universitaires pendant les heures où ils ne sont pas occupés.

Il convient de réagir contre une certaine tendance qui consiste, lorsque nous entreprenons une action, à y penser d'abord en termes de béton et, ensuite, en termes de structures administratives.

L'efficacité doit être recherchée de plus en plus sans poser de prime abord les problèmes de béton et des structures administratives.

La relative stagnation des crédits d'équipement pour la formation professionnelle tient donc au fait que notre pays est maintenant convenablement équipé en ce domaine, sauf peut-être pour la formation des apprentis.

L'essentiel de nos apports dans ce domaine portera donc encore sur les centres de formation d'apprentis.

Il faut aussi rappeler que le programme de développement de l'économie a permis d'anticiper très largement sur la réalisation du programme de 1976 et qu'en fait, les 30 millions de francs

obtenus à ce titre doivent plutôt être comptabilisés avec les crédits de 1976 qu'avec ceux de 1975, ce qui là encore permet une progression réelle bien supérieure à la progression apparente.

Les crédits qui vous sont demandés permettront de poursuivre l'effort entrepris depuis plusieurs années et d'infléchir l'action de l'Etat dans le sens des nouvelles orientations prioritaires arrêtées après consultation des partenaires sociaux.

Il s'agit notamment des actions liées directement à la politique de l'emploi ou de l'aide à certaines catégories ou à certains secteurs prioritaires.

Ce budget permettra également d'accroître la participation des moyens publics : centres de formation professionnelle des adultes, établissements de l'éducation, universités ainsi que la poursuite de la modernisation de l'apprentissage et surtout le renforcement du dispositif de contrôle, ce qui répond au souhait exprimé par votre commission.

A propos du contrôle, je voudrais répondre à M. Jargot que lorsque la contribution réelle des entreprises se monte à 1,63 p. 100 le contrôle est exercé sur la totalité de ce pourcentage, cela pour une raison très simple, c'est qu'il n'est pas possible dans cette masse d'isoler la tranche qui correspond au 1 p. 100 obligatoire.

J'ai cru comprendre que M. Jargot s'inquiétait que nous ne contrôlions que le 1 p. 100 obligatoire et que nous n'attachions pas d'importance au pourcentage supplémentaire et que c'était pour cette raison que nous n'augmentions pas le 1 p. 100 obligatoire. Non, monsieur Jargot, ce n'est pas cela. Sur les budgets de formation professionnelle, nous contrôlons la totalité du versement, c'est-à-dire 1,63 p. 100.

En bref, le budget qui vous est proposé est d'une manière plus générale l'ensemble de la politique que je vous ai tracée permettront d'assurer en 1976 la continuité nécessaire et les infléchissements souhaitables.

Ceux-ci tiennent compte, bien entendu, de la conjoncture économique et notamment de la nécessité de contribuer le mieux possible à la solution des problèmes de l'emploi. Mais cela ne signifie pas que nous entendions réduire la variété des stages offerts. Bien au contraire, nous voulons l'accroître et nous veillerons à la décentralisation.

Nous trouvons la meilleure garantie de cette diversification et de ce pluralisme qui caractérisent notre société dans la concertation avec les partenaires sociaux et la mise en commun des efforts de tous, aussi bien à l'échelon national qu'au plan régional et départemental.

La politique de formation professionnelle apparaît comme l'un des domaines d'élection du « contractualisme » fondé sur un véritable contrat social et économique passé entre l'Etat et ses partenaires.

Sur les points que je viens d'évoquer, l'ensemble de ma politique va donc dans le sens des recommandations des commissions et des parlementaires, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits figurant aux états B et C et concernant les services du Premier ministre, section I : services généraux, à l'exception des crédits concernant l'aménagement du territoire qui ont déjà été examinés et des crédits concernant l'information qui seront examinés ultérieurement.

Les votes sur l'ensemble des titres des services généraux du Premier ministre seront donc réservés jusqu'à la fin de l'examen des crédits concernant l'information.

ETAT B

M. le président. « Titre III, 26 911 682 francs. »

« Titre IV, 199 513 349 francs. »

ETAT C

M. le président. « Titre V. — Autorisations de programme, 8 749 000 francs. »

« Crédits de paiement, 3 461 000 francs. »

« Titre VI. — Autorisations de programme, 453 650 000 francs. »

« Crédits de paiement, 127 370 000 francs. »

II. — JOURNAUX OFFICIELS

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant les services du Premier ministre, section II : journaux officiels.

La parole est à M. Jargot, rapporteur spécial.

M. Paul Jargot, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, je rapporterai brièvement le budget de la direction des Journaux officiels.

L'augmentation des crédits est cette année de 46 p. 100. Elle est la plus forte de tous les budgets, me semble-t-il. Cependant, elle ne concerne que l'extension en année pleine des augmentations de salaires qui sont intervenues en 1975. Elle traduit également l'augmentation supérieure à 26 p. 100 des crédits de matériel d'exploitation. Enfin, elle intéresse les dépenses en capital qui permettent de continuer l'effort important entrepris pour le renouvellement du matériel dont une partie d'ailleurs demeure encore très vétuste. Un cinquième du parc des machines a pu seulement être renouvelé ; d'autres sont en service depuis plus de seize ans.

Je m'arrêterai plus particulièrement sur le résultat d'exploitation de la direction des Journaux officiels. Mon rapport faisait état de certaines remarques au sujet desquelles nous avons interrogé la direction des Journaux officiels. Nous n'arrivions pas à nous faire une opinion sur les anomalies que j'ai mentionnées dans mon rapport.

Cependant, tout dernièrement j'ai reçu une réponse de la direction des Journaux officiels, qui nous permet de rétablir les faits.

L'analyse que j'avais faite de ce chapitre appelle quelques observations.

J'ai tout d'abord constaté, en examinant l'évaluation des voies et moyens du projet de finances qui nous est soumis, une anomalie dans les chiffres que j'expose dans mon rapport écrit et que j'avais signalée à la commission des finances.

J'ai fait procéder à des recherches et les premières réponses n'ont fait que confirmer mon étonnement. Ce n'est que tardivement que j'ai pu obtenir une explication, par une lettre de la direction qui lève cette fois toute ambiguïté.

Une erreur s'était glissée dans l'analyse des chiffres de 1975 effectuée en utilisant la comptabilité informatique.

Il convient donc de lire dans les voies et moyens le chiffre de 38 700 000 francs au lieu de 45 061 000 francs. L'année dernière, il semblait que le relèvement des tarifs auquel il avait été procédé avait entraîné une diminution des recettes réelles. Ce n'est donc pas le cas.

Il reste donc à souhaiter que l'exploitation de ce service soit encore améliorée, ce qui peut être réalisé, me semble-t-il, de trois façons : en poursuivant l'amélioration des conditions techniques de travail par le remplacement du matériel qui reste encore à renouveler, en revoyant en hausse les tarifs des annonces légales et en les indexant ensuite sur des critères plus objectifs qui tiendraient compte davantage de l'évolution des prix dans le domaine privé.

En effet, nous relevons dans ces tarifs des minoration qui oscillent entre 22 et 66 p. 100 par rapport au secteur privé. Je pense que, même en restant un service public, nous pourrions avoir des recettes importantes supplémentaires.

J'en viens à ma conclusion. Nous associant à la demande du président de la commission des finances, nous souhaiterions que la direction des Journaux officiels s'oriente de façon déterminée vers la recherche d'une présentation plus agréable, plus accessible aux citoyens moyens. Nous considérons que le *Journal officiel* doit être un moyen d'information plus pratique permettant aux collectivités locales, aux organisations et aux citoyens de suivre les travaux de leurs élus et de participer ainsi aux débats parlementaires.

L'information est la base de la démocratie. Les Journaux officiels sont la seule information vraiment objective. Ils doivent pouvoir être lus et on doit pouvoir réaliser des abonnements et des publications en plus grand nombre si nous voulons atteindre notre objectif. (Applaudissements.)

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Très bien !

Je demande la parole, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances. Mes chers collègues, je voudrais remercier M. Jargot de son rapport extrêmement fidèle et, à mon avis, excellent. Mes observations seront brèves. Je remercierai d'abord le service chargé du compte rendu sténographique pour le travail remarquable qu'il fait et dont tous les sénateurs doivent lui être reconnaissants. J'associe, bien entendu, à mes remerciements le service du compte rendu analytique qui est à juste titre l'objet de notre admiration pour la rapidité de son excellent travail.

M. le président. La présidence s'associe à vos paroles.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances. En ce qui concerne le compte rendu sténographique, M. Jargot a renouvelé ici une observation que j'avais faite à la commission et directement, mais d'une façon officieuse, aux services du *Journal officiel*.

Il me paraît indispensable de repenser la présentation typographique des débats parlementaires. Une modernisation s'impose.

Le travail de recherche à l'intérieur du *Journal officiel* est pénible, même pour les parlementaires. J'ai ici un *Journal officiel*, celui de la séance du mercredi 3 décembre 1975 où nous débattions du budget de la culture. Nous trouvons au sommaire tous les noms des intervenants : « MM. Schumann, Miroudot, Lamousse, etc. ». Mais, si l'un d'entre nous veut relire le texte de son intervention, il doit accomplir un travail de recherche extrêmement long et compliqué.

En effet, en face du titre « Culture » ne figure même pas le numéro de la page. Les noms des orateurs se suivent également sans aucune précision concernant la pagination.

Le travail de recherche, déjà difficile pour ceux qui sont intervenus, l'est plus encore pour ceux qui n'ont pas pris la parole.

Une modernisation s'impose donc. Alors que j'écrivais *L'Histoire de la III^e République*, j'ai été amené à faire des recherches et je me suis aperçu — ô stupeur ! — que la présentation du *Journal officiel*, au début de la République, était la même que celle d'aujourd'hui. Les caractères étaient identiques. Pourtant, nous avons changé déjà trois fois de République. Le moment est donc venu d'une modernisation de la présentation.

Ma deuxième observation intéressera encore plus mes collègues. Souvent, nous les entendons dire : « Si la presse n'a pas eu le temps de rendre compte de nos interventions, au moins sommes-nous lus par les collectivités locales. » Hélas ! non, mes chers collègues, il faut le savoir.

Pour les débats de l'Assemblée nationale, on compte actuellement 4 815 abonnés de l'administration et 5 135 abonnés particuliers, soit au total 9 950 abonnés. Pour les débats du Sénat, on enregistre 4 489 abonnés de l'administration et 3 715 abonnés particuliers, soit au total 8 204.

Or, mes chers collègues, parmi les abonnés des collectivités locales, dont on va bientôt me fournir la liste, nous ne trouvons plus les maires des chefs-lieux de canton qui étaient autrefois abonnés par l'Etat à l'édition des Lois et décrets et des Débats parlementaires, c'est-à-dire de l'Assemblée nationale et du Sénat. Pour des raisons d'économie on leur a, aux environs de 1948 — à l'époque je n'étais pas encore membre du Gouvernement, j'étais président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, mais si j'avais été dans le Gouvernement j'aurais protesté, croyez-le bien — supprimé le service gratuit des débats parlementaires. Ils ne reçoivent plus que l'édition des lois et décrets. Les mairies concernées doivent donc payer pour recevoir le *Journal officiel* des débats parlementaires, notamment de ceux qui ont leurs élus privilégiés, les sénateurs.

Il faut, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous preniez cette affaire en main. J'en entretiendrai d'ailleurs, le cas échéant, le Premier ministre. Il est absolument inacceptable que les débats de l'Assemblée nationale et du Sénat ne puissent pas être connus par les notables qui représentent un corps électoral capital pour nous, sénateurs, et fort important pour les députés eux-mêmes. Il n'est pas possible de laisser se perpétuer une telle situation.

C'est la seule observation — en dehors de celles qui ont été présentées par M. Jargot — que je tenais à formuler. Le problème est urgent, il faut absolument que vous le résolviez. (Très bien !)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle). Je voudrais remercier à la fois M. le président et M. le rapporteur spécial de la commission des finances pour les remarques qu'ils ont faites sur les crédits de la direction des Journaux officiels. Nous en tiendrons sans nul doute le plus grand compte.

En ce qui concerne, monsieur le président, les remarques que vous avez formulées *in fine*, je voudrais vous donner quelques précisions.

La reproduction des débats et les sommaires sont établis sous l'entière responsabilité des services administratifs du Sénat. La direction des Journaux officiels se borne à suivre leurs directives en ce qui concerne les demandes de pagination et la présentation des débats.

Il convient de noter, au surplus, que ces débats sont reproduits sous la signature du directeur du compte rendu sténographique, à l'exclusion de celle du directeur des Journaux officiels. C'est l'inverse de ce qui se produit pour l'édition des lois et décrets.

Si vous souhaitez une modification de cette présentation, il vous est loisible de l'exiger. Il suffit que les services administratifs du Sénat en fassent la demande.

Quant à la diffusion de l'édition des débats parlementaires, des instructions ont été données aux préfets et aux directeurs départementaux des archives pour que des collections complètes soient constituées et mises à la disposition du public.

Enfin, la direction des Journaux officiels est tout disposée à reprendre la fourniture de l'édition des débats parlementaires du Sénat aux mairies chefs-lieux de canton; encore faudrait-il que des crédits supplémentaires soient inscrits au budget du ministère de l'intérieur.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bonnefous.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances. En ce qui concerne la première question, je souhaite que des contacts soient établis entre les services des Assemblées et la direction des Journaux officiels pour permettre une modernisation. Je n'ai pas demandé plus. Je n'ai pas imputé l'erreur aux Journaux officiels, ni à qui que ce soit d'autre.

Pour ce qui est de la deuxième question, il y a quand même quelque ironie à prétendre que, sous prétexte que les Journaux officiels se trouvent dans une préfecture, ils sont à la disposition du public. Il faut en revenir à la tradition qui voulait que l'Etat assure, comme par le passé, le service gratuit des Journaux officiels aux mairies chefs-lieux de canton, afin que l'on puisse consulter sur place les débats de l'Assemblée nationale et du Sénat. J'y insiste vivement et je suis décidé à en parler au Premier ministre si vous ne pouvez pas obtenir satisfaction.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Nous allons examiner les crédits concernant les services du Premier ministre — Section II: Journaux officiels, et figurant aux états B et C.

ETAT B

M. le président. « Titre III, 6 170 314 F. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix le crédit figurant au titre III.

(Ce crédit est adopté.)

ETAT C

M. le président. « Titre V. — Autorisations de programme, 2 884 000 F. » — (Adopté.)

« Crédits de paiement, 1 634 000 F. » — (Adopté.)

III. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant les services du Premier ministre — Section III: Secrétariat général de la défense nationale.

La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, en remplacement de M. de Montalembert, rapporteur spécial. Monsieur le président, mes chers collègues, je vous prie tout d'abord d'excuser M. de Montalembert qui a dû s'absenter. Etant donné l'heure, je vous invite à vous reporter à son rapport écrit qui vous a été distribué.

Le volume des crédits demandés pour le secrétariat général de la défense nationale est peu important. Au cours de l'année écoulée, ce secrétariat a été associé, sur le plan international, à la préparation et au développement de négociations et réunions internationales intéressant la défense, à la conférence de sécurité Centre-Europe, aux réunions d'Eurocontrol de l'Alliance atlantique, à la conférence sur le droit de la mer et sur le droit humanitaire.

Les travaux du secrétariat dans ces différents secteurs sont suivis par les ministres compétents.

Une fraction des crédits est affectée à l'institut des hautes études de défense nationale.

La commission des finances n'a pas d'autre observation à formuler sur les crédits et elle vous en propose l'adoption.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle). Je remercie M. le président de la commission des finances du rapport qu'il vient de présenter.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Nous allons examiner les crédits concernant les services du Premier ministre — Section III: Secrétariat général de la défense nationale et figurant aux états B et C.

ETAT B

M. le président. « Titre III, 290 302 F. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix le crédit figurant au titre III.

(Ce crédit est adopté.)

ETAT C

M. le président. « Titre V. — Autorisations de programme, 2 054 000 F. » — (Adopté.)

« Crédits de paiement, 1 316 000 F. » — (Adopté.)

IV. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant les services du Premier ministre — Section IV: Conseil économique et social.

La parole est M. Jargot, rapporteur spécial.

M. Paul Jargot, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le montant de la dotation affectée au Conseil économique et social passe de 37,6 millions de francs en 1975 à 43,2 millions en 1976. La plupart des augmentations proviennent d'une extension en année pleine des mesures de revalorisation des rémunérations publiques intervenues en 1975 et d'un ajustement aux besoins des crédits de personnel et de matériel.

Les crédits inscrits en mesures nouvelles au projet de budget du Conseil économique et social correspondent à diverses augmentations. L'une, de 4 p. 100 par rapport aux crédits de 1975, est relative à l'évolution prévisible des rémunérations; il s'y ajoute une dotation spéciale de deux millions de francs destinée à assurer l'équilibre financier de la caisse des retraites.

Pour le chapitre 31-11, une majoration spéciale est destinée à permettre des recrutements.

Sous le bénéfice de ces brèves observations, votre commission soumet à l'appréciation du Sénat, avec un avis favorable, les crédits demandés pour 1976 par le Conseil économique et social. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est M. le secrétaire d'Etat.

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle). Je remercie M. le rapporteur de son exposé et la commission de l'avis favorable qu'elle a émis.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits concernant les services du Premier ministre — Section IV : Conseil économique et social et figurant à l'état B.

ETAT B

M. le président. « Titre III, 4 036 520 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le crédit figurant au titre III.

(Ce crédit est adopté.)

— 4 —

NOMINATION D'UN SENATEUR EN MISSION

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

« Paris, le 4 décembre 1975,

« Monsieur le président,

« J'ai décidé de placer M. Louis Gros, sénateur représentant les Français établis hors de France, en mission auprès du ministre des affaires étrangères.

« Je tenais à vous faire part de cette désignation qui est prise dans le cadre des dispositions de l'article 13 de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 et qui fera l'objet d'un décret publié incessamment au *Journal officiel*.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération. »

« Signé : Jacques Chirac. »

Acte est donné de cette communication.

— 5 —

REPRESENTATION A UN ORGANISME
EXTRAPARLEMENTAIRE

M. le président. J'ai reçu une lettre par laquelle M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, demande au Sénat de bien vouloir procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de la commission nationale d'urbanisme commercial, en remplacement de M. Robert Schwint, démissionnaire (application de l'article 33 de la loi n° 73-1193 d'orientation du commerce et de l'artisanat).

Conformément à l'article 9 du règlement, j'invite la commission des affaires économiques et du Plan à présenter une candidature.

La nomination du représentant du Sénat à cet organisme extraparlamentaire aura lieu ultérieurement.

Le Sénat voudra sans doute renvoyer la suite de ses travaux à quinze heures. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à douze heures vingt-cinq minutes, est reprise à quinze heures cinq minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

— 6 —

LOI DE FINANCES POUR 1976

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1976, adopté par l'Assemblée nationale (n° 61 et 62 [1975-1976]).

Services du Premier ministre (suite).

V. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT
ET DE LA PRODUCTIVITÉ

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant les services du Premier ministre : section V. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.

La parole est à M. Fernand Lefort, rapporteur spécial.

M. Fernand Lefort, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, l'objet de ce rapport est non pas d'examiner au fond l'orientation, la mise en œuvre ou la réalisation du plan, sur lequel je me bornerai à présenter quelques réflexions en fin de rapport, mais, très modestement, de présenter des moyens mis à la disposition du commissariat général du Plan et de certains organismes qui lui sont rattachés pour mener leur mission, en particulier, dans le cadre de la préparation du VII^e Plan.

Les crédits inscrits à la section V des services du Premier ministre, « Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité », passent en crédits de paiement de 39 500 000 francs, pour la dotation initiale de 1975, à 38 200 000, pour celle de 1976. Cette régression, toutefois, n'est pas significative dans la mesure où elle correspond, en partie, à des transferts d'attributions.

Les crédits peuvent être classés en trois catégories.

En premier lieu, ceux qui assurent le financement de l'activité du commissariat général du plan et de deux organismes qui lui sont directement rattachés : le centre d'études des revenus et des coûts — C. E. R. C. — et le comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social — C. O. R. D. E. S. Ces crédits figurent au titre III.

La deuxième catégorie de crédits est destinée au versement de subventions. En 1976, seule subsistera la subvention au C. R. E. D. O. C. Ces crédits figurent au titre IV.

Enfin, la troisième partie des crédits, celle qui concerne le titre VI, est consacrée au financement des recherches en socio-économie conduites sous l'égide du commissariat du Plan et du C. O. R. D. E. S.

Examinons les crédits de fonctionnement. De 21,8 millions de francs en 1975, ils passent à 24 millions de francs en 1976. Cet accroissement correspond aux mesures acquises, pour 2 millions de francs, et à diverses mesures nouvelles d'ajustement aux besoins en personnel et en matériel, plus 400 000 francs.

Deux postes de chargés de mission sont créés au profit du C. O. R. D. E. S., qui portent ainsi les effectifs du commissariat général du Plan à 226 personnes.

La répartition des crédits de fonctionnement par service est la suivante : pour le Plan, 19,6 millions de francs ; pour le C. E. R. C., 3,6 millions et, pour le C. O. R. D. E. S., un million.

Je rappelle que le commissariat du Plan n'exerce pratiquement aucun tâche de gestion. Son rôle est d'animer et de coordonner les travaux et les études nécessaires à la préparation des plans, dont il est également chargé de suivre la réalisation. Pour cette dernière et la diffusion des travaux courants, le commissariat dispose d'un crédit d'environ 5 millions de francs.

Le C. E. R. C. est chargé de recueillir des informations sur les revenus, sur les coûts économiques comparés en France et à l'étranger et de suivre l'application des accords de participation dérogeant au droit commun.

Le C. O. R. D. E. S. est un comité scientifique chargé de coordonner les travaux de recherche sur le développement économique et d'en diffuser les résultats. A cet effet, il gère des crédits de recherche qui, inscrits au titre IV jusqu'à cette année, figureront en 1976 au titre VI ouvert pour la circonstance.

Quant aux crédits inscrits au titre IV et consacrés à diverses subventions qui s'élèvent à 17,6 millions de francs en 1975, ils n'atteindront que 3,6 millions de francs en 1976.

Cette évolution résulte d'un double transfert de crédits.

D'abord, la subvention versée au centre national d'information pour la productivité des entreprises, le C. N. I. P. E., qui s'est élevé à 6 millions en 1975, sera désormais financée par le Fonds de la formation professionnelle inscrit au budget des services généraux du Premier ministre. Ce transfert est consécutif à la décision prise de concentrer l'action du C. N. I. P. E. sur la formation professionnelle et de le soumettre à la tutelle du secrétaire d'Etat compétent.

Je rappelle que lors de la discussion des budgets, des questions furent posées sur l'activité et le rôle du C. N. I. P. E. Il fut notamment demandé s'il n'y avait pas chevauchement de divers organismes dans les études qui leur étaient demandées.

Il serait bien, d'ailleurs, que nous soyons rassurés sur le sort des missions qui avaient été confiées au C. N. I. P. E., et sans nul doute, celle de cet organisme à forme d'association, mais qui reçoit de l'Etat la presque totalité de ses moyens financiers, devra-t-elle être précisée à l'avenir. Ce matin, M. le secrétaire d'Etat nous a donné quelques indications qu'il conviendrait encore d'affirmer.

Seule demeure, au titre IV, la subvention au centre de recherche et de documentation sur la consommation — le C. R. E. D. O. C. — qui s'élèvera, en 1976, à 3,6 millions de francs, en accroissement de 600 000 francs sur la dotation initiale de 1975, mais qui est cependant inférieure à l'ensemble de la subvention de 1975, ce qui laisse supposer que l'octroi d'une aide sera, comme les années précédentes, nécessaire pour équilibrer les comptes du C. R. E. D. O. C.

Dans ce titre IV ne figure plus — comme par le passé — la subvention pour la recherche en socio-économie. Son financement sera assuré par les crédits inscrits au titre VI, concernant les dépenses en capital.

Cette mesure constitue peut-être l'amorce d'une réorganisation du financement dans le domaine social et économique, qui a fait l'objet d'abondantes critiques dans le dernier rapport de la Cour des comptes. Elle devrait avoir pour effet de séparer le financement de l'administration de la recherche et le financement de la recherche elle-même, et de réduire ainsi une confusion, source de nombreux abus.

La dotation pour 1976 comprend donc, pour la première fois, des autorisations de programme d'un montant de 10,8 millions de francs. Les crédits de paiement s'élèvent à 10,3 millions de francs. Ils serviront à financer les actions de recherche propres au commissariat général du Plan et celles qui relèvent du C. O. R. D. E. S. dans la proportion suivante : les actions du Plan, qui étaient en 1975 de 2 100 000 francs, passent en 1976 à 2 100 000 francs ; les actions relevant du C. O. R. D. E. S., qui atteignaient 6 600 000 francs en 1975, passent à 8 100 000 francs en 1976.

Le crédit supplémentaire accordé au C. O. R. D. E. S. vient, d'une part, corriger la forte baisse des crédits de 1975 par rapport à ceux de 1974 qui, jointe aux restrictions budgétaires générales et aux hausses de coût de la recherche, a contribué à mettre plusieurs centres de recherche en difficulté ; d'autre part, amorcer pour la période du VII^e Plan une nouvelle politique de programmes sur contrats longs, dont les orientations définitives devraient être arrêtées à la lumière des travaux de la seconde phase du Plan.

A l'examen des crédits, et cela en période d'élaboration du VII^e Plan, en précisant que la rédaction d'un document rassemblant les travaux de commissions et de comités doit être achevée avant le 31 mars 1976, il n'est pas indifférent de se demander si les moyens mis à sa disposition correspondent aux besoins d'un organisme moderne chargé d'une mission aussi vaste que celle du commissariat général du Plan et lui permettent de remplir correctement son rôle.

Les conditions de travail du personnel, comme les conditions d'accueil des participants aux travaux de réflexion, apparaissent-elles bien fonctionnelles ? C'est une question que s'est déjà posée la commission de l'Assemblée nationale.

Avec la mise en place du conseil central de planification, quel sera, dans l'avenir, le rôle dévolu au commissariat général du Plan ?

N'y a-t-il pas une conception nouvelle de la planification ? N'assistera-t-on pas à une modification permanente du Plan par ce que nous pouvons appeler un aréopage ?

On peut également se demander si la consultation des « instances régionales » aura donné l'occasion d'engager, sur des bases claires, la contribution respective de l'Etat et des collectivités locales à l'effort d'équipement public.

C'est une question d'importance, d'autant plus qu'actuellement les hypothèses d'origine du VI^e Plan — qui étaient pourtant loin de donner satisfaction à de nombreux parlementaires — sont quelque peu bousculées.

Il est constaté, en effet, que la part prise par les collectivités locales dans l'exécution du Plan, qui était de 53 p. 100 en 1970, est passée, en 1974, à 57 p. 100 de la formation brute du capital fixe.

En plus du transfert de charges, les collectivités locales connaissent l'insuffisance des prêts à faible taux d'intérêt ; elles supportent le poids de la T. V. A., même si certaines mesures très partielles ont été prises à cet égard.

Le Sénat ne peut rester indifférent en constatant que le montant des subventions d'équipement versées par l'Etat est inférieur aux sommes payées par les collectivités locales au titre de la T. V. A. sur les travaux d'équipement : en 1974, la T. V. A. payée par celles-ci sur les équipements réalisés a été de 4 100 millions de francs environ, alors que les subventions d'équipement de l'Etat atteignent à peine 3 700 millions de francs.

Dans ce bref rapport qui a trait aux crédits pour le fonctionnement du commissariat général du Plan, il serait peut-être intéressant de passer en revue toutes les mesures touchant à l'exécution du Plan. Mais il est bien évident que cela a fait ou fera l'objet d'observations lors de la discussion des différents budgets.

Le rapport d'exécution du VI^e Plan, publié en annexe du projet de loi de finances, outre certaines précisions qui démontrent les charges pesant sur les collectivités locales, donne certaines indications qui méritent notre attention.

On ne peut qu'être inquiet de voir des secteurs comme l'action sociale, les activités sportives et socio-éducatives, les opérations dans les départements d'outre-mer, se situer au-dessous des 80 p. 100 pour les réalisations, et cela par rapport à l'hypothèse la plus basse.

Que penser aussi quand on constate que, dans le domaine de l'habitat, alors que la crise du logement frappe surtout les familles de condition modeste, alors que les prévisions du VI^e Plan étaient insuffisantes, le nombre de logements construits a diminué au cours de ces dernières années, particulièrement celui des logements sociaux ?

De plus, nous sommes loin de compte pour l'amélioration de l'habitat existant. On a enregistré là un déchet de l'ordre de 20 p. 100 par rapport aux prévisions initiales.

Ne se heurte-t-on pas à une bureaucratie excessive, à trop de lenteur pour l'examen des demandes présentées par les particuliers ou les organismes publics en vue d'opérations d'amélioration d'habitations ?

Ces lenteurs ne sont-elles pas là pour justifier l'insuffisance de crédits ?

Telles étaient les observations que j'avais à présenter sur le budget du commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, budget qui nous est soumis en une période où les aléas de tous ordres se multiplient, où l'accroissement du chômage rend pour beaucoup l'avenir incertain, où les tensions entre les aspirations et les contraintes ne cessent de se développer.

C'est dans ces conditions que votre commission des finances soumet ce budget à l'appréciation du Sénat. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Marcel Lucotte, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. Monsieur le président, monsieur le ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, respectant et la répartition des tâches entre nos commissions et surtout la compétence de la commission des finances, votre commission des affaires économiques et du Plan ne présentera pas d'observation sur le budget lui-même du commissariat général.

Ce budget est modeste d'ailleurs, et, en ce qui concerne les crédits propres au commissariat général, il se situe sensiblement au même niveau qu'en 1975. Cela pourrait conduire à féliciter cet organisme si, en même temps, on ne se rappelait pas que nous sommes dans l'année d'élaboration du Plan national, ce qui demanderait apparemment des moyens plus importants.

L'examen de ce budget, par contre, a lieu en un moment marquant. Le VI^e Plan s'achève dans quelques jours et le VII^e est en préparation. En juin dernier, le Parlement a approuvé le rapport d'orientation préliminaire du VII^e Plan. Sa deuxième phase de préparation est engagée et, à la session de printemps, le Parlement aura à se prononcer.

De toute manière, à ce point intermédiaire, une réflexion eût été souhaitable. Elle l'est d'autant plus qu'un bouleversement durable de l'économie est intervenu.

Je vous propose donc, au nom de votre commission des affaires économiques, d'examiner les deux points suivants : l'exécution du VI^e Plan et la préparation du VII^e.

En ce qui concerne l'exécution du VI^e Plan, 1973, on ne le sait que trop, aura marqué pour la France la fin d'un processus de croissance continue et rapide.

Plus vulnérable que d'autres, en raison de notre pauvreté en ressources énergétiques, notre économie a été touchée de plein fouet par le quadruplement des prix du pétrole et l'augmentation de celui des matières premières.

A cette crise conjoncturelle, mais grave, s'est ajoutée une série de causes structurelles internes et externes, et l'on a vu se développer les tensions inflationnistes existantes, se ralentir l'économie et apparaître une crise grave de l'emploi.

La décélération de la croissance de la production intérieure brute est, en effet, très nette : 5,6 p. 100 en 1971, 5,9 p. 100 en 1972, 5,7 p. 100 en 1973, 3,5 p. 100 en 1974, et probablement une diminution de 2,5 p. 100 en 1975.

On est loin des débats d'école autour de la croissance zéro, puisque, pour cette année, nous nous situerons en dessous de zéro.

Dans l'ensemble, le taux moyen de réalisation du VII^e Plan se situe à un pourcentage de la production intérieure brute de 3,5 p. 100 par an. Il est bon de rappeler que l'objectif était de 5,9 p. 100.

Faisons un rapide examen de ce qu'on appelle les grands équilibres et étudions d'abord l'emploi, puisque nous sommes confrontés en permanence à ce problème.

La contraction de l'activité s'est, en effet, accompagnée d'une montée rapide du chômage, total ou partiel, malgré la réduction des horaires de travail. En 1975, en effet, l'horaire moyen de travail a été diminué d'une heure par semaine, alors que, précédemment, il ne l'était que d'une demi-heure.

Dans le même temps, la diminution de la productivité a été sensible : la croissance a été ramenée de 5,8 p. 100 en 1973 à seulement 0,8 p. 100 en 1975.

Enfin, si l'on avait pu créer près d'un million d'emplois, de 1971 à 1973, on peut considérer qu'on en aura perdu autant de 1974 à 1975. C'est dire que l'objectif du VI^e Plan, qui était un solde net de 300 000 créations d'emploi, n'aura pu être atteint.

A la fin de cette année, le nombre des demandeurs d'emploi atteindra certainement le million, tandis que la structure de la population concernée s'est modifiée : augmentation du nombre des ouvriers qualifiés, des cadres et des techniciens ; fort volant de jeunes, y compris de jeunes diplômés, à la recherche du premier emploi.

On peut affirmer que le niveau de l'emploi, en France, est directement lié à celui de la croissance.

En ce qui concerne l'équilibre extérieur, la croissance du commerce extérieur est assurément inférieure aux prévisions, mais on peut noter ce phénomène positif que constitue l'amélioration de la structure de nos exportations, et je pense notamment à la part des produits finis et des biens d'équipement qui s'est accrue de manière sensible.

En 1975, le solde industriel sera d'un peu plus de 37 milliards de francs, au lieu des 16 milliards de francs prévus. C'est un bon signe car il prouve à la fois la vitalité, malgré la conjoncture actuelle, et la capacité de notre industrie à s'orienter vers les marchés extérieurs.

Un autre signe favorable, dans cette situation consolidée de la balance du commerce extérieur, est la solidité de notre monnaie qui est un élément à noter.

Enfin, nous pouvons voir un troisième signe dans la position particulièrement brillante des exportations de produits agricoles.

Mais, malgré cela, le solde global reste inférieur aux prévisions et, surtout, il apparaît actuellement des risques de nouveaux déséquilibres.

Il ne faut pas nier, en effet, que l'état de notre balance du commerce extérieur avait été singulièrement amélioré par la réduction des importations.

Alors qu'une nouvelle et faible croissance est enregistrée actuellement, il est bien certain que ce phénomène ne jouera plus, et, en conséquence, nous aurons davantage recours aux importations.

Que s'est-il passé en ce qui concerne les prix et les revenus ? A propos des prix, l'évolution a été très fortement perturbée. Nous avions prévu que les prix de la production intérieure brute augmenteraient de 3,2 p. 100. En réalité, ils ont augmenté de 8,4 p. 100.

Mais, chez nos partenaires, cette augmentation moyenne a été de plus de 9 p. 100. Autrement dit, l'objectif de nous en tenir aux hausses de nos partenaires qui ont maîtrisé l'inflation a été atteint. S'il s'agissait de se comparer à certains autres pays, nous serions dans une position particulièrement brillante.

En ce qui concerne les revenus, nous pouvons noter que le taux annuel de croissance des salaires va se situer à 5,1 p. 100, contre 6,2 p. 100 prévus, et que, dans le même temps, le taux annuel de croissance des revenus des entrepreneurs individuels sera de 2,1 p. 100, contre 3,9 p. 100 prévus. Nous sommes donc apparemment en dessous du taux de croissance fixé par le Plan.

En revanche, d'autres éléments corrigent, il est honnête de le dire, cet effet. D'une part, les prestations sociales ont été en forte hausse, de 9,5 p. 100 en 1975, et, d'autre part, du fait du jeu des barèmes d'imposition, les prélèvements de l'Etat sur les salaires ont diminué de 4,2 p. 100.

D'autres phénomènes nous paraissent de nature à s'insérer dans les objectifs que le VII^e Plan entend retenir. C'est, d'une part, un resserrement très net de la hiérarchie par rapport à ce qu'elle était antérieurement et, d'autre part, une progression assez remarquable de la mensualisation des salaires. Alors qu'en 1969 un peu plus de 10 p. 100 des salaires seulement étaient mensuels, en 1974 ce pourcentage est passé à plus de 80 p. 100.

Quant à l'épargne, elle présente toujours les mêmes caractéristiques. Je ne traiterai que de l'épargne des ménages et de celle des entreprises.

L'épargne des ménages, contrairement à certaines prévisions, a conservé un niveau élevé mais sa caractéristique reste inchangée : elle est dirigée de préférence vers les placements liquides au détriment des valeurs mobilières. Il s'agit donc essentiellement d'une épargne de sauvegarde.

Quant à l'épargne des entreprises, elle s'est surtout orientée, en 1974, vers la constitution de stocks au détriment des investissements productifs. Nous noterons — et ceci est un signe alarmant — qu'en 1975 les investissements productifs des entreprises ont diminué de 8 p. 100 par rapport à 1974. Or, une structure industrielle qui ne se modernise pas en permanence risque de ne plus se trouver en état d'être compétitive à la fin de la crise.

Un bref examen du niveau des investissements publics, qui d'ailleurs sont analysés d'une manière très précise dans le rapport d'exécution du VI^e Plan, montre que le taux moyen de progression des investissements publics est de 6,9 p. 100, au lieu des 8 p. 100 prévus dans l'hypothèse basse du VI^e Plan.

Cependant les situations sont très diverses. Pour l'éducation, par exemple, le taux est inférieur à 8,1 p. 100 ; mais s'agissant des équipements du ministère de la justice, il atteint 37 p. 100. La réalisation des objectifs du VI^e Plan est la suivante : si nous considérons l'hypothèse haute, 87,4 p. 100, si nous considérons l'hypothèse basse, 93 p. 100. Disons, plus sommairement, que deux secteurs ont atteint et même dépassé les objectifs fixés : ce sont les télécommunications — 100,10 p. 100 — et les postes — 108 p. 100. Deux secteurs ont dépassé le taux de 90 p. 100 : la santé, 92 p. 100, et le développement rural avec plus de 90,9 p. 100. Les secteurs en retard sont ceux des activités sportives et des actions socio-éducatives, la formation professionnelle et la justice.

Que dire du VI^e Plan ? Malmené qu'il a été par l'événement et la conjoncture, ce n'est ni un échec ni une réussite. C'est une demi-réussite ou un demi-échec, comme on le voudra. Ce résultat a amené votre commission à s'interroger, comme beaucoup : faut-il encore faire un plan ? En terminant, j'essaierai de répondre sur ce point.

La crise que nous avons traversée est une crise durable même si elle évolue, pensons-nous, dans un sens positif. Le retour à une expansion rapide n'est pas prévisible dans un proche

avenir et l'économie française est entrée dans une période durable de croissance modérée et toujours menacée par l'inflation. Nous l'avons bien vu avec la mise en œuvre du plan de soutien à l'économie dont on commence à sentir les effets, mais qui a entraîné, presque immédiatement, un regain sensible d'inflation au cours des mois de septembre et d'octobre.

Dès lors, il est indispensable, pensons-nous, devant une situation aussi fragile et aussi mouvante, d'avoir à notre disposition un schéma de développement qui soit à la fois un instrument d'analyse et de prévision et la base d'une politique volontariste. Tel doit être le rôle du Plan.

A l'échelle française, la qualité du progrès de notre pays est naturellement l'objectif du VII^e Plan. Celui-ci paraît essentiel pour réaliser une politique de répartition de la richesse entre les citoyens et aménager harmonieusement le territoire.

Lorsque nous nous tournons vers le passé, nous constatons que l'on a surtout cherché à distribuer, avec plus ou moins de bonheur selon les secteurs, des surplus : surplus de croissance ou surplus de démographie. A partir du moment où nous aurons à répartir des richesses plus limitées, celles-ci devront être partagées d'une manière beaucoup plus équitable entre les citoyens qui, sur le plan des conditions de travail et de la qualité de la vie, sont devenus légitimement plus exigeants. Tel est le pari que nous devons tenir : avoir moins à répartir, mais le mieux répartir.

Parmi les principes que nous avons déjà énoncés au cours des débats sur les orientations préliminaires, il en est un que nous devons réaffirmer : sans une certaine croissance, il est vain de croire que nous pourrions réaliser des miracles, ni au point de vue de la lutte contre les inégalités sociales, ni au point de vue d'un meilleur équilibre du territoire.

Il importe donc de poursuivre une politique d'industrialisation — car l'industrialisation de ce pays n'est pas achevée — même si les événements nous conduisent à redonner de la valeur à ce que l'on n'aurait jamais dû oublier d'ailleurs, je veux dire la richesse et l'importance du secteur des métiers, de l'artisanat et des services.

Sans doute, lorsque nous aurons défini une nouvelle croissance, reprendrons-nous goût pour des produits qui durent davantage, que l'on répare, pour des logements moins uniformisés et réalisés en moins grande quantité et aurons-nous recours à des métiers du bâtiment que l'on avait un peu négligés.

Il est un deuxième objectif : l'aménagement du territoire. Il en a été ici abondamment et justement parlé.

Les études les plus récentes, notamment les données du dernier recensement, mettent en évidence les résultats de cette politique de développement régional. Si l'on regarde, par exemple, vers les pays de l'Ouest, que l'on considérait comme en perte de vue, le recensement de 1975 — c'est un fait positif — les fait apparaître comme un secteur fort au point de vue démographique. Ce n'est pas là un miracle, mais le résultat de tout ce qui a été fait pour soutenir l'économie de cette région de l'Ouest.

Il est indispensable qu'une action volontariste soit menée pour maintenir le rythme des créations d'emploi dans des régions prioritaires et pour conforter le mouvement de rééquilibrage démographique.

Si une telle action volontariste n'était pas engagée, l'évolution naturelle des choses aggraverait les déséquilibres régionaux. Je veux dire que si des décisions très strictes, concernant les grands équipements notamment, n'étaient pas prises, les investissements se porteraient spontanément vers les secteurs forts, là où ils sont le plus naturellement rentables. Dans le même temps le mouvement des individus se ferait dans un sens identique, vers la recherche de plus de sécurité, de plus de stabilité dans l'emploi, donc vers la grande ville et les secteurs forts, au détriment des secteurs ruraux et des villes moyennes ou petites que nous voulons cependant développer. Telle est la deuxième action fondamentale qu'il nous faut poursuivre.

Notre troisième objectif est sous-jacent ; il concerne le maintien de l'emploi, la poursuite de la lutte pour éviter que ne se désagrège davantage encore la situation dans ce domaine et l'orientation vers des possibilités nouvelles d'emploi.

Une controverse récente à propos du nombre de créations d'emploi attendues au cours du VII^e Plan met en évidence l'acuité de ce problème. Certes, les prévisions en la matière sont très difficiles et on ne cite pas toujours les mêmes chiffres. Mais n'est-ce pas une raison supplémentaire pour entreprendre, au cours du VII^e Plan, un effort exceptionnel

afin de résoudre ce problème ? Sans cet effort, il serait vain de croire qu'une meilleure qualité de la vie pourrait être garantie aux Français.

La réalisation des objectifs esquissés précédemment ne sera pas une chose aisée, car l'environnement international restera vraisemblablement menaçant pour l'équilibre de l'économie française.

La seconde phase de préparation du Plan, qui vient de commencer, doit être l'occasion d'une réflexion approfondie, tant sur les tendances d'évolution de notre économie que sur les moyens d'infléchir celles-ci.

Votre commission, à ce propos, tient à souligner combien est nécessaire, pour la crédibilité du Plan, l'adhésion du pays. Cette adhésion suppose bien des conditions ; elle débouche au cœur du débat politique touchant à un choix de société. Mais elle ne peut être le résultat des seuls travaux d'experts, même s'ils sont de qualité. Elle dépend directement de la volonté du Gouvernement, mais aussi de la participation du Parlement, mais encore de sa projection régionale. Sur ces trois points, il y aurait beaucoup à dire.

Pour ce qui nous concerne aujourd'hui, qu'il nous soit permis d'affirmer que le rôle du Parlement est fondamental. J'ose rappeler à cet égard l'insistance du Sénat à souligner la nécessité de prévoir un double scénario, selon le type de croissance retenue et réalisée. Le Gouvernement a suivi finalement notre position en demandant au commissaire général au Plan qu'il soit recouru à cette formule.

Aujourd'hui, où divers signes laissent espérer une relative reprise, cette exigence reste fondamentale. Des choix qui seront faits dépendront l'avenir de notre pays, sa liberté et son indépendance, le degré de bien-être de nos compatriotes à travers toutes les régions françaises, la réduction des inégalités sociales et la qualité de la vie, exigences chaque jour plus clairement affirmées.

A cette œuvre, le Sénat entend collaborer étroitement et souhaite en avoir les moyens. C'est pourquoi, pour l'heure, sa commission des affaires économiques et du Plan vous propose, mes chers collègues, sous réserve des observations qu'elle a présentées, d'émettre un vote favorable sur le budget du commissariat général du Plan. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle). Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, le budget du commissariat général du Plan pour 1976 s'élève à 38 200 000 francs au lieu de 39,5 millions de francs en 1975. Mais comme l'a souligné votre rapporteur, cette diminution provient d'un transfert d'attribution : le centre national d'information pour la productivité des entreprises, le C.N.I.P.E., jusqu'ici rattaché au commissariat général du Plan, voit ses attributions modifiées et passe sous la tutelle du secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

Je préciserai à ce propos que le C. N. I. P. E., réorganisé et transformé en une agence d'information sur la formation professionnelle, continuera, et même développera, ses missions pour l'information sur la formation permanente. Par ailleurs, dans un autre cadre, le commissariat général du Plan représentera et reprendra les missions d'information économique.

Compte tenu de ce transfert, les crédits du commissariat du Plan sont, en réalité, augmentés de 14 p. 100 : 10 p. 100 pour le fonctionnement du commissariat lui-même, 19 p. 100 pour les crédits consacrés à la recherche socio-économique.

M. Lefort, dans son rapport, a clairement présenté la répartition de ces crédits et leur raison d'être.

Votre rapporteur a exprimé par ailleurs une inquiétude devant la modestie des moyens du commissariat, la tenant pour « révélatrice d'une conception plus souple, moins exigeante de la planification française ». En fait, les moyens du commissariat, s'ils ne sont pas considérables, ne l'ont jamais été. Ils ont même légèrement crû au cours des dernières années.

Il est vrai que nous sommes dans une société de type libéral et que notre ambition n'est pas de faire décréter par le Plan tous les détails de l'activité économique : de ce point de vue, la planification française est « souple ».

Mais la modestie des moyens dont dispose le commissariat est surtout la marque de son insertion dans l'appareil administratif. Le commissariat général du Plan n'est pas seul à préparer le Plan. L'I.N.S.E.E., la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances, de nombreux autres services d'étude participent aux travaux techniques. Tous les départements ministériels sont très étroitement associés.

Le commissariat anime, coordonne, assure les cohérences, dirige l'ensemble du dispositif de concertation ; il réalise les travaux les plus centraux et c'est lui qui, au printemps prochain, présentera au Premier ministre le projet du VII^e Plan ; mais, pour ce faire, il s'appuie, plus encore que pour les plans précédents, sur l'ensemble de l'administration.

Permettez-moi, à l'instar de M. Lucotte, de sortir des problèmes purement budgétaires pour aborder quelques questions de fond sur la planification.

Ce débat se situe en effet à quelques jours de la fin du VI^e Plan. Le rapport sur l'exécution du VI^e Plan vous a été remis en annexe au projet de loi de finances et il a fait l'objet de la part de votre commission des affaires économiques et du Plan d'un examen attentif.

L'analyse des chiffres de réalisation du Plan et leur comparaison avec les prévisions et les objectifs fixés il y a cinq ans montrent que jusqu'à 1973, voire jusqu'au premier semestre 1974, dans de nombreux domaines, le Plan s'est réalisé à peu près comme prévu.

L'industrie, par exemple, a créé, au cours de cette période, un peu plus d'emplois qu'il n'était attendu, les exportations se sont accrues en volume plus rapidement qu'il n'était annoncé — les importations, il est vrai, croissant elles aussi plus vite que prévu — les programmes d'équipements collectifs se sont engagés de façon satisfaisante.

Mais ces bons résultats en volume se sont accompagnés de hausses de prix excessives, aussi bien en France que chez ses partenaires.

Le monde a assisté en 1973 à un violent retournement conjoncturel. La montée des tensions inflationnistes et le dérèglement des mécanismes monétaires internationaux ne pouvaient que déchaîner une crise que le quadruplement du prix du pétrole a hâtée. Très étroitement solidaire des autres puissances industrielles et dépendante de l'extérieur pour ses matières premières, l'économie française ne pouvait être épargnée par la crise internationale.

Ainsi, comme l'a souligné votre rapporteur, on ne peut juger les années 1971 à 1975 sans y distinguer deux périodes : 1971-1973 : un bilan positif ; 1974-1975 : l'effet de la crise.

L'industrie a perdu en moins de deux ans — 1974-1975 — un nombre d'emplois égal au nombre de ceux qu'elle avait créés au cours des trois premières années. Le commerce extérieur a retrouvé en 1975 son équilibre, mais c'est en partie du fait de la baisse des importations permise par le ralentissement de l'activité.

Quand aux programmes d'équipements collectifs, ils ont subi, vous le savez, quelques ralentissements.

Le tableau n'est pourtant pas aussi noir que certains voudraient le dire ou que certains veulent le présenter. Dans le domaine des prix, si le taux d'inflation a été excessif, il est resté inférieur à celui de la moyenne de nos partenaires, nous permettant ainsi de conserver une bonne marge de compétitivité. Quant aux équipements collectifs, le taux de réalisation des objectifs du VI^e Plan est, en définitive, assez satisfaisant.

J'ouvrirai ici une courte parenthèse concernant la formation professionnelle. Vous avez indiqué, monsieur le rapporteur, que son taux de réalisation était l'un des plus faibles du VI^e Plan. Compte tenu des moyens mis à notre disposition pour l'éducation et les universités, je considère aujourd'hui que nous disposons dans le domaine des équipements pour la formation professionnelle d'un ensemble tout à fait satisfaisant. Si les objectifs du VI^e Plan n'ont pas été pleinement atteints, peut-être est-ce la sagesse, peut-être est-ce un certain renoncement à une religion du béton à laquelle nous étions peut-être trop attachés au cours des années précédentes. Encore une fois, bien sûr, il ne s'agit là que d'un exemple.

D'une manière générale, les investissements, dans le domaine des équipements publics, ont, en effet, crû de près de 7 p. 100 par an — 6,9 p. 100 d'après les dernières estimations — alors que l'objectif du VI^e Plan était de 8 à 9 p. 100. Or, la croissance moyenne de la production intérieure brute a été de 3,6 p. 100, alors que le taux prévu était de 5,9 p. 100. Autrement dit, les équipements publics sont loin d'avoir pris leur part dans le ralentissement économique et les objectifs du VI^e Plan en la matière n'ont pas été sacrifiés, même si la répartition des efforts par secteur n'a pas toujours été exactement celle qu'avait prévue le Plan.

Bien sûr, à cause de la crise, le VI^e Plan se termine dans des conditions difficiles et nous ne saurions ignorer que le VII^e Plan va partir également dans des conditions difficiles. Les

signes de reprise sont maintenant assez nets pour justifier la confiance, mais la dégradation des comptes des entreprises, très fortement endettées, le déséquilibre des comptes des administrations, la fragilité de l'équilibre du commerce extérieur, les tensions inflationnistes persistantes sont des handicaps pendant les premières années du Plan. Il ne faut pas nous dissimuler l'ampleur des efforts à réaliser pour surmonter ces handicaps.

Si la reprise entraîne un regain d'inflation, en France et à l'étranger, elle sera de courte durée. Retrouver une croissance régulière et saine nécessitera un grand effort de rigueur et des choix difficiles. Plus que jamais, la planification est nécessaire, car elle est un moyen de rechercher la cohérence des choix ; elle permet que ceux-ci soient largement débattus et concertés.

Mais il nous faut en ce moment tirer les enseignements des difficultés d'exécution des V^e et VI^e Plans. A ma parcour du V^e Plan, les événements de mai 1968 et les mesures de politique économique et sociale qui les ont suivis ont changé le paysage interne et donc modifié les conditions de réalisation du Plan. Cinq ans plus tard, la crise internationale remettait à nouveau en cause les objectifs du Plan en cours.

Ce double constat ne doit pas nous conduire à renoncer à la planification. Paradoxalement, c'est peut-être quand l'avenir est le plus incertain que le Plan est le plus utile. Mais il doit être stratégique, il doit être révisable, il doit être sélectif en ce qu'il marque clairement les priorités.

Le caractère stratégique que doit avoir le Plan, vous l'avez vous-même souligné lors du débat sur l'orientation préliminaire du VII^e Plan, et c'est pour répondre au vœu que votre assemblée a exprimé que le commissariat du Plan a remis aux commissions et comités deux jeux de projections correspondant à deux hypothèses de développement de l'économie mondiale.

Il faut aussi et surtout que le Plan soit révisable ; si des circonstances imprévues intervenaient à nouveau en cours d'exécution, une procédure de révision serait engagée, qui comprendrait, bien entendu, une large consultation et une délibération particulière du Parlement.

Il faut enfin que le Plan soit sélectif. Il faut qu'il comprenne un noyau dur, un ensemble de programmes prioritaires, faisant l'objet d'engagements fermes. C'est par là que nous serons assurés que, quelle que soit l'évolution de notre économie, les priorités seront sauvegardées.

En approuvant le rapport sur l'orientation préliminaire, vous avez accepté les grands choix que le Gouvernement vous proposait pour le VII^e Plan. En juin prochain, c'est un tout autre document qui vous sera soumis : vous aurez à vous prononcer sur des objectifs chiffrés, sur des programmes très concrets.

C'est ce à quoi travaillent aujourd'hui les dix-neuf commissions et comités qui ont été constitués au commissariat du Plan il y a un peu plus d'un mois. Ces instances, qui réunissent, comme à l'accoutumée, à côté de personnalités qualifiées choisies pour leur compétence, des représentants des principales organisations concernées — organisations patronales, syndicales, familiales, de consommateurs, etc., sans oublier l'administration — font actuellement un travail considérable auquel je rends hommage.

Mais, bien entendu, la concertation ne s'arrête pas seulement à ces dix-neuf instances.

C'est ainsi, par exemple, que le ministre de l'industrie et de la recherche réunit des groupes sectoriels d'analyse et de prévision qui soumettront des rapports à la commission de l'industrie. C'est ainsi que, dans certains domaines comme le tourisme, auquel a fait référence M. Lucotte, le ministère concerné ou le commissariat général du Plan procède aux consultations nécessaires sous la forme qu'il juge la mieux appropriée, avant que soient présentées des propositions aux commissions ou comités compétents.

Les commissions vont bientôt disposer d'un ensemble d'informations auxquelles le Gouvernement attache la plus grande importance : la synthèse des réponses des régions à la consultation à laquelle a procédé le commissariat général du Plan, sur les préférences à accorder aux divers secteurs d'équipement collectif.

En qualité de membres des conseils régionaux, vous connaissez le principe de cette consultation : pratiquement, chaque région a proposé, à partir d'une masse financière globale indicative, la répartition qui lui paraissait souhaitable entre une dizaine de grands secteurs d'équipement en matière d'équipements collectifs.

Chaque région a également établi un rapport d'orientations générales qui servira à nourrir les réflexions tant des commissions chargées des grands secteurs productifs que des commissions de fonctions collectives.

Les orientations que retiendra le VII^e Plan en matière d'équipements collectifs s'appuieront dans toute la mesure du possible sur les résultats de cette consultation qui seront largement diffusés dès que la synthèse en sera achevée.

Ainsi, mesdames, messieurs les sénateurs, en vous demandant d'adopter les crédits du commissariat général du Plan, je tenais à vous informer sur l'état actuel des travaux de préparation du VII^e Plan. Je le répète, ce sont des propositions concrètes et précises qui vous seront soumises en juin prochain. Elles viseront à permettre à notre pays de réaliser une croissance soutenue et mieux orientée que par le passé ; à la limite, une autre croissance.

En choisissant la voie d'une croissance soutenue, tout en prenant les précautions nécessaires pour nous prémunir contre d'éventuels aléas, nous marquerons notre volonté de ne pas céder à une quelconque résignation devant l'incertitude et les difficultés de l'avenir. Mais, comme l'a souligné votre assemblée lors du débat sur l'orientation préliminaire, il nous faut surtout vérifier la cohérence des objectifs et leur compatibilité avec les équilibres économiques et financiers. Nous viserons donc une croissance soutenue, mais aussi mieux orientée.

Le rapport que vous avez approuvé au mois de juin a tracé les voies dans lesquelles nous devons nous engager pour réorienter la croissance. Qu'il s'agisse de réduire les inégalités, d'améliorer la qualité de la vie, de mieux répartir les responsabilités, il nous faut maintenant passer au concret, proposer des programmes et fixer des calendriers.

C'est l'objet des travaux actuels du commissariat du Plan. Ce sera l'objet de votre débat au printemps prochain. (*Applaudissements à droite, au centre et sur certaines travées à gauche.*)

M. René Monory, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. René Monory, rapporteur général. Monsieur le secrétaire d'Etat, vous venez d'indiquer que le rapport concernant le VII^e Plan serait déposé devant le Parlement au mois de juin 1976. Je désirerais savoir si ce dépôt aura lieu tout à fait au début du mois de juin, ce qui nous permettrait d'examiner le rapport dans le courant du mois.

On a déjà souligné à plusieurs reprises à cette tribune que le budget de 1976 ne procédait pas du VII^e Plan. Si ce dernier est examiné à la fin du mois de juin, étant donné le temps que prendra l'Assemblée nationale pour en discuter avant nous, le Sénat, comme d'habitude, sera amené à se prononcer à un rythme accéléré. D'autre part la préparation du budget de 1977 sera déjà largement entamée et je crains que le Plan n'ait pas alors l'influence que nous souhaitons.

Pour toutes ces raisons, je souhaite que ce rapport soit déposé le plus tôt possible.

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat. Le rapport sera rendu public dans le courant du mois d'avril. Il sera alors déposé devant le conseil économique et social. Je pense que vous disposerez ainsi de tous les délais nécessaires et que vos observations arriveront en temps utile pour que le Gouvernement puisse en tenir compte dans ses projets. J'espère que ces précisions vous donnent satisfaction.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits concernant les services du Premier ministre. — Section V : Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité et figurant aux états B et C.

ETAT B

M. le président. « Titre III, 433 372 F. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le crédit figurant au titre III.

(Ce crédit est adopté.)

M. le président. « Titre IV, moins 14 064 919 F. » — (Adopté.)

ETAT C

M. le président. « Titre VI. — Autorisations de programme, 10 820 000 F. » — (Adopté.)

« Crédits de paiement, 10 320 000 F. » — (Adopté.)

Economie et finances (suite).

I. — CHARGES COMMUNES

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant le ministère de l'économie et des finances, section I : charges communes.

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Henri Tournan, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le budget des charges communes que j'ai l'honneur, une fois encore, de rapporter devant le Sénat est toujours aussi considérable quant au volume des crédits qu'il contient. En effet, avec un montant de 103 875 millions de francs, il représente 34,4 p. 100 du budget général de 1976.

Ce budget n'augmente, d'une année sur l'autre, que de 9,9 p. 100 alors que le budget général s'accroît de 13 p. 100. Cette comparaison ne saurait d'ailleurs avoir aucune signification précise en raison de la nature très particulière du document que nous examinons et qui a essentiellement pour objet de rassembler les crédits qui ne trouvent pas de place dans les fascicules budgétaires fonctionnels.

Sans doute est-il inévitable que ce budget manque d'unité ; toutefois, il n'est pas douteux que, depuis de nombreuses années, se manifeste une tendance fâcheuse du ministère des finances à inscrire à ce budget nombre de dotations qui pourraient être inscrites ailleurs, ce qui ne manquerait pas de faciliter la lecture des documents budgétaires d'accueil, rendus ainsi plus cohérents.

Ces observations d'ordre général, votre rapporteur spécial les avait déjà présentées à l'occasion des discussions budgétaires des années précédentes. En particulier, l'année dernière, conformément au désir exprimé par votre commission des finances et par son président, il avait insisté auprès du secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances qui vous représentait, monsieur le ministre, lors de la discussion des charges communes, afin que ledit budget soit revu et allégé de tous les éléments qui peuvent figurer sans inconvénient dans d'autres fascicules budgétaires. M. le secrétaire d'Etat, en admettant le bien-fondé de ces remarques, avait donné au Sénat l'assurance que ce travail de clarification serait amorcé dès l'exercice suivant.

Or, rien n'a été fait dans ce domaine. Aussi n'ai-je pas été surpris du débat animé qui a eu lieu à l'Assemblée nationale sur cette question. Je le rappelle brièvement pour l'information de nos collègues, car les préoccupations qui y ont été exprimées correspondent très exactement à celles de votre commission des finances.

Pour le rapporteur général de l'Assemblée nationale, M. Papon, le budget des charges communes pose un « problème de clarté budgétaire et de clarté comptable ». En raison des difficultés de la tâche de simplification qui s'impose, il suggérerait même que soit fait appel au concours technique de la Cour des comptes.

Quant à vous-même, monsieur le ministre, vous avez reconnu « qu'il fallait introduire dans notre système budgétaire davantage de clarté en séparant nettement tout ce qui peut être rattaché à un ministère des actions qui ont manifestement un caractère interministériel ou global ».

En conclusion, vous avez déclaré que vous étiez tout à fait décidé à entreprendre, dès l'étude du budget de 1977, cet effort de reclassement indispensable et vous avez pris — je reprends là encore vos propos — « l'engagement de présenter un prochain budget des charges communes beaucoup plus clair, où auront été opérés un certain nombre de transferts ».

Je ne doute pas, monsieur le ministre, que vous voudrez bien renouveler, devant le Sénat, les engagements pris devant l'Assemblée nationale. J'espère seulement qu'ils seront enfin tenus.

M. Robert Laucournet. Très bien !

M. Henri Tournan, rapporteur spécial. Nous nous bornerons à évoquer les postes principaux de ce budget, laissant à nos collègues le soin de se reporter, pour plus de précisions, à notre rapport écrit.

La dette publique, qui forme le titre I, est tout entière incluse dans les charges communes, ce qui est évidemment tout à fait logique. Les crédits y afférents — 33,3 milliards de francs — sont considérables mais artificiellement gonflés, car ils comprennent, outre la dette publique proprement dite, les dépenses en atténuation de recettes qui, avec 24,4 milliards de francs, représentent les trois quarts de ce titre I.

Ces dépenses sont uniquement constituées par des remboursements d'impôts : dégrèvements sur contributions directes, remboursements sur produits indirects et divers, essentiellement la T. V. A. restituée aux exportateurs et, enfin, remboursement forfaitaire aux exploitants agricoles non assujettis à la T. V. A.

Mais revenons à la dette publique qui mérite quelques précisions. La dette intérieure comprend, en premier lieu, la dette perpétuelle et la dette amortissable dont la charge diminue normalement, aucun emprunt n'ayant été émis en 1975, et, en second lieu, la dette flottante qui, au contraire, exige une dotation en forte augmentation — 29,7 p. 100 en plus — en raison du profond déséquilibre budgétaire qui est apparu au cours de la présente année.

La dette extérieure voit ses charges diminuer du fait de l'amortissement normal des anciens emprunts et de la non-utilisation de l'emprunt 1974, contracté par le Trésor auprès d'un groupe de banques internationales, et pour le service duquel avait été inscrit un crédit au budget de 1975. Seul le paiement trimestriel des commissions d'engagement de 0,25 p. 100 est prévu, afin de conserver les droits de tirage consentis au Trésor au titre de cet emprunt.

Enfin, il convient de signaler au titre I^{er} relatif à la dette publique, les garanties accordées par l'Etat pour couvrir certains risques et pour lesquelles la dotation prévue est en forte augmentation, à savoir 48 p. 100 sur 1975.

Ces garanties concernent surtout le secteur industriel dans ses activités exportatrices.

La garantie pour risques économiques est accordée aux entreprises moyennant le paiement d'une prime de 1 p. 100 perçue par la compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur — la Coface.

Par risques économiques, il faut entendre l'évolution anormale des coûts de revient des marchés d'exportation conclus à prix fermes et relatifs à la fourniture de biens d'équipement élaborés.

La mise en jeu de cette garantie se fera à l'avenir selon des règles plus strictes ; c'est ainsi que les hausses de prix ne seront garanties qu'au-delà d'une franchise dont le taux a été élevé à 6,50 p. 100 et même, parfois à 8 p. 100. Cependant, compte tenu de l'accroissement important du volume des exportations bénéficiant de cette garantie, la charge annuelle correspondante durant les prochaines années ne sera sans doute pas inférieure à 1 milliard de francs, si l'on se réfère à la progression rapide des années passées.

Quant à l'assurance-crédit, accordée également par la Coface, elle a pour objet de couvrir les entreprises, banques et établissements financiers contre les risques politiques, monétaires et commerciaux catastrophiques et extraordinaires qu'elles encourent à l'occasion d'opérations d'exportation. A ce titre, les dépenses sont très variables ; aussi n'est-il pas possible de prévoir une dotation chiffrée.

Enfin, il y a lieu de mentionner l'assurance prospection-foires destinée à couvrir les entreprises contre les risques inhérents à la prospection commerciale des marchés étrangers. Il semble que ces risques devraient se stabiliser ; aussi la dotation de 40 millions de francs reconduit celle de 1975.

Parmi les moyens des services inscrits au titre III du budget des charges communes figurent essentiellement les mesures générales intéressant les agents du secteur public en activité, les pensions de retraite et les charges sociales des personnels en activité et en retraite.

Comme chaque année, il est prévu une provision sur laquelle seront imputées les améliorations de rémunération apportées en cours d'exercice budgétaire aux rémunérations des fonctionnaires et des retraités. Cette provision est, pour 1976, de 6 318 millions de francs. Il est logique qu'une telle provision soit inscrite aux charges communes puisque le détail de son affectation n'est pas encore fixé. D'ailleurs, il n'est pas sûr qu'elle soit suffisante pour permettre la très légère augmentation de leur pouvoir d'achat à laquelle sont habitués ces personnels.

Dans mon rapport, je mentionne les différentes augmentations qui sont intervenues en application d'accords passés entre le Gouvernement et certaines organisations syndicales ; les unes concernent les traitements de base, les autres les bas salaires.

Quant à l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base, elle constitue une vieille revendication des retraités dont les pensions sont effectivement calculées en fonction des traitements budgétaires. Au 1^{er} octobre dernier, 9 points ont été intégrés, dont deux dans le courant de la présente année.

Il reste encore 11 points à intégrer dans le traitement de base, mais aucune indication précise n'a été donnée par le Gouvernement sur ses intentions pour 1976. Il est à souhaiter que l'effort consenti au cours des dernières années soit poursuivi. Je ne pense pas, monsieur le ministre, que vous nous apporterez des précisions sur ce point. Mais si vous vouliez bien le faire, nous en serions très heureux.

Nous mentionnerons une augmentation du crédit destiné aux dépenses de fonctionnement de l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer qui doit permettre le recrutement de cinquante nouveaux agents, afin de hâter le rythme d'instruction des dossiers des rapatriés.

Enfin, figurent, au titre III, des dépenses diverses comprenant un certain nombre d'opérations telles que les enquêtes statistiques prioritaires, le système informatique pour le répertoire des entreprises et des métiers, l'automatisation du fichier électoral, qui, certes, sont d'un faible montant, mais dont la présence dans les charges communes ne paraît absolument pas justifiée. Il semble en être de même pour les dépenses de personnels des missions interministérielles d'aménagement touristique.

Les interventions publiques qui sont inscrites au titre IV sont en augmentation de 6,8 p. 100 par rapport à celles du budget primitif de 1975. Elles sont même très inférieures à celles de 1975 après l'adoption du troisième collectif qui avait ouvert un crédit de 5 milliards de francs pour financer la prime exceptionnelle de 250 francs par enfant.

Nous citerons seulement, pour mémoire, les interventions publiques et administratives. A la rubrique « action internationale », la contribution due aux Républiques africaines et malgache au titre du régime fiscal applicable aux membres des forces armées stationnées dans ces pays diminue au fur et à mesure du retrait de la présence militaire française.

Au titre de l'action économique, il nous suffira de noter les mesures acquises en matière de logement et d'urbanisme qui ne font que constater le coût des actions entreprises en 1975 en matière soit de primes et bonifications d'intérêt pour la construction, soit de bonifications d'intérêt accordées au fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme, actions qui se cumulent avec celles des années antérieures.

Les charges communes apportent leur concours à l'agriculture sous la forme de bonifications d'intérêt et de subventions.

Les bonifications d'intérêt pour le service des bons et emprunts de la Caisse nationale de crédit agricole augmenteront modérément en 1976, avec 9,7 p. 100 de plus.

Afin de contrôler la progression de la charge budgétaire que représente la bonification d'intérêt pour les prêts à taux réduits consentis par le crédit agricole, le Gouvernement détermine un taux annuel de progression du volume de ces prêts ; toutefois les prêts aux victimes de calamités publiques et les prêts aux titulaires de plans de développement ne sont pas soumis à de telles limitations.

En second lieu, la régularisation et le soutien des marchés des principaux produits agricoles ont donné lieu à une aide importante de l'Etat dans le cadre de la politique élaborée par la Communauté économique européenne.

Les dotations prévues à ce titre n'ont plus qu'un caractère résiduel depuis le 1^{er} janvier 1971, date à laquelle des ressources propres à la Communauté ont été substituées aux contributions des Etats membres pour le financement de la politique agricole commune qui relève désormais directement du fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

Or, malgré cette débudgétisation, ces dépenses ne cessent d'augmenter en raison des difficultés particulières éprouvées par les agriculteurs français.

Certaines activités économiques du secteur secondaire et tertiaire profitent également de bonifications d'intérêt accordées par l'Etat pour réduire la charge de certains emprunts. La dotation prévue à ce titre aux charges communes est en très forte augmentation : 42,7 p. 100.

Si les entreprises nationales ne profitent plus, depuis 1963, de nouvelles bonifications, en revanche, d'autres secteurs sont particulièrement favorisés.

Il en est ainsi, tout d'abord, de l'armement maritime et, par l'intermédiaire d'établissements bancaires, de diverses activités économiques privées.

A ce sujet, il convient de mentionner le Crédit national et la Caisse centrale de crédit hôtelier, industriel et commercial qui reçoivent une bonification forfaitaire sur l'encours de leurs emprunts obligataires et ont désormais une plus grande liberté dans la fixation du taux d'intérêt de leurs prêts.

Signalons également les emprunts des sociétés de développement régional qui profitent de bonifications au taux de 1,25 p. 100 ou de 1,75 p. 100, suivant que les opérations sont postérieures ou antérieures au 1^{er} août 1969.

A la rubrique de l'action sociale, il faut d'abord signaler les conséquences de l'application d'une compensation démographique entre les régimes de sécurité sociale.

Outre les versements, en légère augmentation, au fonds de compensation de la part du régime des retraites des fonctionnaires qui figure au titre III « Moyens des services », apparaissent au titre IV actuellement examiné deux inscriptions en sens contraire : une économie sur la subvention d'équilibre accordée au régime de l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales et un supplément de subvention à divers autres régimes.

L'aide aux personnes âgées évolue en fonction du minimum annuel ; les bénéficiaires verraient leurs allocations augmenter de 15 p. 100 en 1976, mais les dates auxquelles les augmentations interviendront ne sont pas encore connues.

Une augmentation du crédit destiné au service des rentes viagères est prévue pour tenir compte de leur revalorisation moyenne de 14 p. 100 décidée par l'article 23 de la loi de finances.

Enfin, les concours accordés aux rapatriés, sur lesquels il ne paraît pas nécessaire d'insister, car le sujet a été longuement débattu lors de l'examen du budget du ministère de l'intérieur, comprennent le règlement des prêts moratoriés et les indemnités à verser aux rapatriés.

Après avoir évoqué les dépenses de fonctionnement, nous passons maintenant au titre V et au titre VI qui concernent les dépenses en capital : investissements exécutés par l'Etat et subventions d'investissements accordées par l'Etat.

Les investissements exécutés par l'Etat concernent essentiellement les apports au fonds de dotation ou au capital des entreprises publiques ou d'économie mixte ; les crédits prévus pour 1976 sont en faible augmentation.

Pour 1976, la dotation en capital et subventions d'équipement représenterait 9,9 p. 100 de leurs programmes de financement, contre 13,5 p. 100 l'année précédente.

Compte tenu des autres ressources à caractère définitif, les besoins à couvrir par des emprunts à long terme et autres financements représenteront 60,7 p. 100 du total à financer contre 46 p. 100 en 1975.

Je souhaiterais, monsieur le ministre, que vous vouliez bien donner au Sénat des précisions complémentaires sur les raisons qui justifient l'évolution de ces crédits, notamment sur la politique d'ensemble du Gouvernement à l'égard de cet important secteur de l'activité économique que constituent les entreprises nationales.

Mon rapport donne ensuite des indications sur six chapitres concernant les activités des missions interministérielles d'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon, de la Côte aquitaine, de la Corse, de l'espace naturel méditerranéen, du littoral et du rivage lacustre.

Il convient de mentionner également au titre V des crédits destinés à permettre des décentralisations administratives ; une dotation pour le programme civil de défense de 18 100 000 francs en autorisations de programme paraît bien modeste — cette remarque peut être faite chaque année — pour un pays comme la France qui possède des armements nucléaires dont le caractère dissuasif ne saurait pourtant être crédible sans une véritable protection de la population civile.

Les subventions d'investissements accordées par l'Etat sont inscrites au titre VI.

Elles concernent en premier lieu des aides à la conversion et à la décentralisation, afin de faciliter l'implantation ou le

développement, dans les régions reconnues comme prioritaires, d'entreprises créatrices d'emplois et de rechercher un meilleur équilibre des activités sur l'ensemble du territoire national.

Elles comportent deux types de primes.

D'abord, la prime de développement régional, qui ne peut être accordée, en cas d'activités nouvelles, qu'à condition que les investissements s'élèvent au moins à 500 000 francs et permettent la création de trente emplois et, en cas d'extension, si les effectifs s'accroissent d'au moins 30 p. 100 ou de cent personnes. Cette prime ne peut excéder 12 000 francs par emploi nouveau en cas d'extension et 15 000 francs en cas de création.

Les conditions mises à l'octroi de cette prime sont telles que, dans certaines régions comme la mienne, il est assez difficile de l'obtenir. Je dirai même que, dans mon département, aucune entreprise n'y est parvenue.

La prime de localisation de certaines activités tertiaires ne peut être accordée que pour des programmes d'investissements entraînant la création de cent emplois permanents ou cinquante s'il s'agit de services d'études. Elle est plafonnée à 15 000 francs par emploi.

Les primes de développement régional représentaient, en 1974, 88 p. 100 du montant global des primes accordées, les primes de localisation d'activités tertiaires seulement 12 p. 100.

Plus des trois quarts du montant des primes sont accordés après avis favorable du comité I *ter* du F. D. E. S., le reste étant attribué après avis des conférences administratives régionales. Voilà qui montre bien que la décentralisation n'est guère entrée dans les mœurs, alors que c'est précisément dans ce domaine de la répartition des crédits que l'on peut agir en vue de la décentralisation des activités sur l'ensemble du territoire.

L'aide à l'équipement hôtelier comporte, outre des prêts spéciaux bonifiés accordés par la Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel, le Crédit national et le F. D. E. S., une prime spéciale dont les conditions d'octroi ont varié depuis sa création en 1968.

Après avoir profité aux hôtels des catégories trois et quatre étoiles, l'aide de l'Etat se concentre actuellement sur les infrastructures du tourisme social — villages de vacances — et la création ou l'extension des hôtels de une et deux étoiles.

Cette évolution est heureuse. Il est vrai que les aides accordées pour les hôtels de luxe semblent avoir été efficaces, bien que ces hôtels passent pour rencontrer de sérieuses difficultés du fait qu'ils ont été parfois implantés dans des endroits qui ne correspondaient pas très bien aux besoins de leur clientèle.

Enfin, il convient de mentionner dans le budget des charges communes une dotation destinée à alimenter un compte de commerce créé en vue de permettre le lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes. La nécessité d'alimenter ce compte chaque année s'explique par la faiblesse des remboursements effectués par les bénéficiaires de ces avances.

A la vérité, c'est là un crédit qui peut prêter à contestation étant donné que ce sont très souvent des entreprises privées qui profitent de ces avantages. En définitive, les crédits d'Etat sont souvent versés pratiquement à fonds perdus, vu la modicité des remboursements opérés.

Je n'ai mentionné dans le présent rapport oral que les opérations qui me paraissaient présenter le plus d'intérêt ; je ne puis que laisser à mes collègues le soin de se reporter à mon rapport écrit ; celui-ci fait apparaître, mieux que je n'ai pu le faire à cette tribune, le caractère très particulier de ce budget, qui, j'espère, monsieur le ministre, sera enfin profondément modifié pour répondre aux légitimes critiques de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission des finances soumet à l'appréciation du Sénat le projet de budget du ministère de l'économie et des finances, section I : Charges communes. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, mesdames, messieurs, le budget des charges communes est un budget considérable et l'exposé de M. Tournan vient de le marquer. Votre rapporteur en a très longuement et très précisément décrit les principaux caractères. Il a indiqué qu'il atteignait près de 104 milliards de francs pour 1976. Bien que sa progression soit nettement plus faible que celle

de l'ensemble du budget, puisque le taux d'augmentation sur 1975 n'est que de 9,9 p. 100, il représente encore un gros tiers des dépenses de l'Etat au cours de cet exercice.

Je conviens qu'un budget aussi massif pose des problèmes de présentation. C'est pourquoi, conformément au vœu de votre commission des finances, formulé par son président dans une lettre qu'il m'a adressée et rappelé par son rapporteur lors de son intervention, j'ai accepté, pour 1977, d'essayer de transférer dans les budgets des ministères compétents les crédits dont la nature n'impose pas une répartition en cours d'exercice ou qui ne relèvent pas à l'évidence de mon département ministériel.

Monsieur Tournan, sur les 104 milliards de francs que comprend ce budget, l'examen précis de chacune des rubriques, à laquelle vous vous êtes d'ailleurs livré — pensions de retraite, crédits en faveur des vieillards et subventions — montre que les sommes que l'on peut sans doute mieux répartir et mieux affecter dans les différents ministères représentent au maximum un milliard de francs. Par conséquent, même si nous faisons un effort très sérieux pour en améliorer la présentation et en extraire certains crédits, le budget que je vous présenterai l'année prochaine restera considérable, compte tenu de l'ensemble des charges qui, étant communes, nécessitent une présentation commune.

J'indique d'ailleurs que, tout au long de la discussion budgétaire, un certain nombre de secteurs dont les crédits se trouvent inscrits au budget des charges communes ont fait l'objet de débats. La situation de la fonction publique a été examinée avec le secrétaire d'Etat compétent, la politique du commerce extérieur l'a été avec M. Ségard, le fonctionnement des entreprises publiques avec le ministre de l'industrie ou moi-même à l'occasion d'un récent débat.

Nous avons eu l'occasion, à l'initiative du président de la commission des finances, M. Bonnefous, d'ouvrir un débat ici même voilà quelques semaines — vous vous en souvenez — sur l'importance du contrôle et du développement du secteur des entreprises nationales. Je me permets de renvoyer M. Tournan à ce débat.

Quant au financement des entreprises nationales, je rappellerai que notre politique consiste à financer leurs programmes importants de développement — je pense notamment au programme nucléaire, au programme charbonnier, au programme des transports — et par le financement normal, qu'il ne faut pas laisser tomber, et par des recettes d'emprunts. Il n'est pas nécessaire, en effet, de faire supporter aux contribuables actuels la totalité du coût d'une accélération des programmes d'investissements dont bénéficieront pendant des dizaines d'années tous les consommateurs. C'est pourquoi, en 1976, comme l'a noté M. Tournan, le taux d'autofinancement de l'ensemble du secteur public baissera, alors que le taux d'endettement augmentera.

C'est aussi la conséquence du fait que nous avons voulu dans notre budget — je m'étais permis de l'indiquer dès le début de la discussion budgétaire à M. le rapporteur général — de manière à accélérer la reprise de notre économie, mettre à la charge des entreprises nationales des programmes d'investissements importants pour qu'ils servent de moteur à la reprise de la croissance. C'est pourquoi vous trouvez, en 1976, un taux d'emprunt assez important.

Etant donné, monsieur le rapporteur, que vous avez déjà présenté au Sénat la plupart des grandes masses de crédits et que l'ordre du jour de votre assemblée est très chargé, je ne donnerai des précisions que sur trois points, d'abord parce qu'ils ne sont examinés par personne, ensuite parce qu'ils constituent trois masses importantes de ce budget. Ce sont les problèmes de l'aide aux personnes âgées, des rapatriés et de la dette publique.

Les crédits concernant l'aide aux personnes âgées sont considérables. En totalisant, en effet, les versements faits en application de la loi sur le fonds national de solidarité, les subventions au régime de retraite des artisans et des commerçants ainsi qu'à d'autres régimes comme celui des collectivités locales, la prise en charge et les garanties de retraite des rapatriés d'outre-mer et la majoration des rentes viagères, on arrive à un total de 6 686 millions de francs, soit exactement le tiers du titre IV des charges communes.

Encore ce chiffre ne représente-t-il qu'une partie des interventions de l'Etat dans le domaine de la vieillesse. Pour prendre la véritable mesure de l'effort qui est fait dans le budget que vous allez voter pour 1976, il faudrait ajouter, en effet, trois éléments : la prise en charge à travers le B.A.P.S.A., le budget annexe des prestations sociales agricoles, des retraites des agriculteurs non salariés à hauteur de près de 92 p. 100 — le total représente presque 8 milliards de francs — les subventions

accordées aux régimes de retraite spéciaux par l'intermédiaire d'autres budgets — le total dépasse 8 milliards de francs — et enfin, sous la forme d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la sécurité sociale, le remboursement des charges de compensation au régime général, pour la seule vieillesse, le total atteignant à peu près deux milliards de francs.

Ainsi, sans tenir compte ni des retraites des fonctionnaires, ni même des quelque 9,5 milliards de francs qui vont aux anciens combattants, dont vous examinerez prochainement les dotations, l'effort budgétaire de l'Etat en faveur des personnes âgées, à travers ces dépenses directes — fonds national de solidarité et ensemble des mécanismes de subvention ou de compensation — atteindra, en 1976, près de 24 milliards de francs. Ce chiffre est à rapprocher du total de la masse budgétaire qui, pour l'année 1976, vous le savez, est de 293 milliards de francs.

Ce chiffre de 24 milliards de francs est significatif car il marque la volonté du Gouvernement de poursuivre et d'accélérer la revalorisation du sort des personnes âgées.

Chacun connaît ici la progression du minimum vieillesse qui est fixé à 20 francs par personne et par jour depuis le 1^{er} avril dernier et qui sera revalorisé en 1976 un peu plus que l'évolution des prix de détail.

En outre, chacun sait que le taux d'accroissement des aides pour l'ensemble des régimes subventionnés — j'ai parlé tout à l'heure du B. A. P. S. A. et de l'ensemble des régimes sociaux — compte tenu de l'évolution de notre pyramide des âges et de l'importance des retraites des personnes âgées, est de 44 p. 100 par rapport à 1975, ce qui montre bien l'importance de l'ensemble de l'aide aux personnes âgées qui figure dans ce budget.

Je me permets de citer une nouvelle fois ce chiffre de 24 milliards de francs. On se demande en effet parfois ce qu'il y a dans les charges communes : voici, à raison du quart, l'explication de ce budget que certains ont essayé de caractériser un peu comme un « fourre-tout ».

Je voudrais en venir à un problème très difficile et sur lequel il faut s'expliquer, car dans cette affaire comme dans beaucoup d'autres, l'information n'est pas suffisante et je souhaite qu'au niveau du Sénat, des informations soient données avec le maximum de précision, celui des rapatriés.

Le budget des charges communes est le principal budget des rapatriés et je voudrais rappeler les grandes lignes de l'action qui a été menée en 1975 et qui sera poursuivie en 1976 au bénéfice de nos compatriotes originaires d'outre-mer.

Comme vous vous en souvenez, le Gouvernement avait tenu à remplir dès la fin de 1974, dans la dernière loi de finances rectificative, les engagements qui avaient été pris envers les rapatriés. Mais cela n'a pas suffi à résoudre tous les problèmes tant s'en faut et c'est pourquoi nous avons continué une procédure de concertation permanente entre l'administration et les grandes associations. Après M. Mario Bénéard, parlementaire en mission, c'est le préfet Faussemagne qui a continué ce travail.

La commission de concertation a permis au Gouvernement, en accord avec les associations, d'améliorer, d'actualiser trois problèmes difficiles, celui des agriculteurs surendettés, celui des Français de confession musulmane et celui des retraités, qui caractérisent à l'heure actuelle nos principales difficultés.

En ce qui concerne l'endettement des réinstallés et la sortie du moratoire, nous savons tous que c'est un problème difficile. Le Gouvernement l'a abordé avec une idée simple, qui est celle de la plus grande générosité, mais dans la limite de l'équité.

En effet, après liquidation de l'indemnité A. N. I. F. O. M., certains rapatriés ont de grandes difficultés pour reprendre le service des emprunts qui avait été suspendu par le moratoire. En revanche, d'autres rapatriés ont eu la chance de rentabiliser parfaitement leur exploitation et sont en mesure de recommencer à payer les annuités. C'est pourquoi, quelle que soit la formule que l'on retienne, l'application de la générosité ne peut passer que par l'examen cas par cas par une commission indépendante au sein de laquelle les rapatriés sont représentés.

Cette commission a été mise en place en juillet dernier, et je tiens à dire que son président, M. Coustaud, est un grand magistrat, dont la compétence, l'indépendance et le courage ont été unanimement reconnus par tous les parlementaires. Les pouvoirs de cette instance, vous le savez, vont jusqu'à l'extinction pure et simple de la dette. Un bon fonctionnement de cette commission permettra de régler les cas douloureux que nous connaissons tous et pour lesquels la liquidation de l'indemnité rend difficile le problème de la sortie du moratoire.

En faveur des Français de confession islamique qui avaient été réinstallés dans des conditions plus ou moins satisfaisantes, le Gouvernement a pris, le 6 août dernier, un certain nombre de mesures.

Notre objectif a d'abord été d'indemniser les épreuves passées par le versement d'une allocation de 500 francs par trimestre de détention et d'une allocation viagère pour l'indemnisation des infirmités.

D'autre part, nous avons fait un effort en matière de logement et vous savez qu'un système d'aide complet a été mis en place avec une prime de départ et une aide temporaire. Enfin nous avons mis en œuvre un certain nombre de programmes immobiliers nouveaux pour la résorption de l'habitat insalubre.

Un effort particulier sera fait en 1976 pour les problèmes d'emploi et de formation professionnelle pour ces Français de catégorie islamique par la création de nouveaux bureaux d'accueil et de deux collèges d'enseignement technique ; et le statut professionnel des anciens supplétifs contractuels de l'office des forêts a été amélioré dans le sens demandé par les intéressés.

L'application de ces mesures, qui relève de la compétence de nombreuses administrations, a été assurée par une bonne coordination interministérielle.

Vous savez que cette coordination est assurée par une commission présidée par mon collègue M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et animée par le préfet Belhaddad.

Le problème des retraités, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, avait également fait l'objet d'une longue réflexion de la commission de concertation. Le Gouvernement l'a examiné avec une très grande ouverture d'esprit, en se fixant pour seule limite la situation comparable des Français métropolitains.

C'est ainsi que l'adaptation et l'amélioration du mécanisme des subventions pour le rachat de cotisations d'assurance vieillesse font l'objet à l'heure actuelle d'études de la part du Gouvernement. Ces études sont presque terminées et les décisions interviendront prochainement. Il en est de même pour la procédure d'aide au rachat des cotisations au profit des adhérents de l'O. R. G. A. N. I. C. A.

Pour 1975 et 1976, nous possédons un certain nombre de chiffres que je souhaite vous communiquer, pour que l'opinion publique soit informée. Le montant des crédits ouverts pour l'indemnisation en 1974 était de 396 millions de francs.

Dans le budget que je vous propose pour 1976 leur montant est porté à 1 060 millions de francs. Mais — et c'est encore plus important — alors que le montant des crédits consommés avait été de 332 millions de francs en 1974, pour les dix premiers mois de 1975, grâce au renforcement des moyens de l'A. N. I. F. O. M. et au texte que vous avez adopté l'année dernière, nous avons engagé 900 millions de francs. Par conséquent, nous avons effectivement triplé la dépense en matière d'indemnisation au cours de l'année 1975.

En matière de liquidation des dossiers, nous sommes passés d'un rythme de 13 000 en 1974 à un rythme de 20 000 en 1975. En ce qui concerne l'indemnisation nette, elle-même — on ne le sait pas assez, il faut le dire — le total des dossiers examinés a augmenté de 30 à 150 p. 100, ce qui explique d'ailleurs que la liquidation de 20 000 dossiers au lieu de 13 000 ait coûté trois fois plus cher en 1975 qu'en 1974.

Nous avons également tenté de remédier à certaines imperfections auxquelles a donné lieu l'application de la loi de 1970. Ainsi, les droits des veuves sont désormais pris en considération dans des conditions satisfaisantes. Ainsi, les membres des professions libérales et autres entrepreneurs individuels qui, en pratique, étaient souvent exclus de l'indemnisation pour des raisons de formalité, peuvent désormais prétendre à une indemnité minimum sur la base de 10 000 francs.

Le Sénat sera sensible au fait que, pour la réalisation de cette indemnisation, tant dans ses modalités que sur les points d'impact de notre action ou l'utilisation des crédits, et la mise en œuvre effective de l'ensemble des moyens dans une année où le produit national brut a diminué d'une manière importante, l'Etat consacre des crédits trois fois supérieurs à ceux de l'année précédente.

Je voudrais, monsieur le président, examiner brièvement la gestion de la dette publique, dont M. Tournan nous a donné les principaux éléments.

L'emprunt en devises que nous avons contracté par précaution en 1974 n'a pas été utilisé et je ne compte pas le faire dans

les prochains mois. Je garde cette ligne de crédit comme un volet de sécurité si la conjoncture devenait moins bonne. Pour l'instant, ce n'est pas nécessaire.

En ce qui concerne la gestion de la dette en 1976, comme vous le savez, le recours aux bons du Trésor en compte courant, c'est-à-dire en création monétaire, va progressivement cesser pour être relayé par un recours à des bons sur formules placés directement dans le public et qui concerneront directement les ménages.

Dans les prochains jours, je présenterai de nouvelles catégories de bons à intérêt progressif. Avec une gamme plus large de bons du Trésor, nous allons orienter l'épargne vers cette force de placements stables et quitter le domaine de la masse monétaire pour atteindre celui de l'épargne des ménages. Chacun pourra ainsi participer effectivement à la reprise de notre économie.

Il faut maintenant conclure sur ce budget. Je remercie M. Tournan de l'avoir exposé dans ses grandes lignes. Ce budget est composite. J'ai indiqué au début de mon intervention que nous étions décidés à le ramener en 1977 dans son domaine strictement limité. Mais il faut savoir, pour donner un ordre de grandeur, que cet effort ne peut porter que sur 10 p. 100 environ de ce budget. Je confirme l'engagement pris sur ce point, répondant par là, je l'espère, au vœu unanime de la commission des finances sur ce problème.

Ce budget des charges communes est important puisqu'il traduit dans de très nombreux domaines — j'en ai développé trois — les orientations prises par le Gouvernement. Je vous demande donc, comme votre commission des finances, de l'adopter pour témoigner de votre confiance en son action. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Lefort.

M. Fernand Lefort. Monsieur le président, monsieur le ministre, le budget des charges communes représente un total impressionnant. Tout à l'heure, le rapporteur de la commission en a défini toute l'importance. Il représente à lui seul près de 104 milliards de francs de crédits, soit en somme le tiers des dépenses brutes du budget général.

Le temps consacré à sa discussion est quelque peu limité. Il est vrai que de partout s'élèvent des protestations sur la façon dont se déroulent les travaux parlementaires et que le Gouvernement nous impose. Ce dernier veut, en somme, nous faire voter le budget au pas de charge.

Ce budget des charges communes, est, ainsi qu'il est dit dans le langage populaire « un fourre-tout ». Figurent à ce budget les crédits et les subventions que vous accordez aux grandes sociétés capitalistes.

C'est un paradoxe de voir mêlés dans ce budget des charges communes les milliards de subventions, les crédits avantageux que vous accordez aux grosses sociétés et les sommes insuffisantes que vous destinez aux retraités, aux pensionnés, aux rentiers viagers et aux titulaires du fonds national de solidarité.

Il est, je crois, inutile d'insister sur la situation difficile des personnes relevant du fonds de solidarité. Vous l'avez vous-même reconnu, monsieur le ministre il y a quelques instants.

Les quelques augmentations décidées ne permettent pas d'accorder un véritable minimum vieillesse. Elles ont d'ailleurs été largement englouties par l'augmentation des prix, résultat de votre politique. Accorder un minimum vieillesse normal, c'est une question d'humanité, en cette dernière partie du xx^e siècle où l'on entend sans cesse parler de changement. Nous pensons que cette question doit être réglée une fois pour toutes en portant, dans un délai rapproché, le minimum vieillesse à 80 p. 100 du Smic et en adoptant définitivement cette référence.

Dans le temps qui m'est imparti, je voudrais vous faire part du mécontentement des pensionnés devant l'indifférence du Gouvernement à l'égard de leurs revendications essentielles et cela, même après les indications données ce matin par M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique.

Les retraités de la fonction publique et assimilés sont, comme les autres retraités, parmi les catégories sociales qui souffrent le plus de l'inflation, de la hausse des prix. C'est le résultat de votre politique.

Que demandent les retraités ? Que leur contentieux soit réglé. Ce contentieux concerne notamment le minimum de pension, ce qui est appelé le « montant garanti », qui figure dans l'article L. 17 de la loi sur les pensions.

Ils demandent la détermination du montant de la pension et la péréquation intégrale des pensions.

Je rappellerai que jusqu'au 30 juin 1974 un certain parallélisme existait entre la progression de l'indice de traitement à prendre en considération pour le calcul du minimum de pension et celui du traitement du fonctionnaire ou agent dès son entrée dans l'administration.

Depuis le 1^{er} juillet 1974, l'écart entre les deux indices s'est accru au détriment des retraités. Ces derniers demandent, avec raison, que l'indice de référence de la pension à minimum garanti soit le même que celui du traitement du fonctionnaire ou de l'agent dès son entrée dans l'administration. Actuellement, l'écart indiciaire est de dix-neuf points, ce qui porte préjudice aux retraités.

En ce qui concerne la détermination du montant de la pension, il est bien connu que le Gouvernement attribue des primes et indemnités diverses qui ne sont pas soumises à retenue pour pension alors qu'elles ont incontestablement le caractère de complément de traitement. Il s'ensuit que, lors de la cessation de fonctions après trente-sept ans et demi de service, ce n'est pas 75 p. 100 de la rémunération, mais seulement 55 à 60 p. 100, que le pensionné reçoit. Il est vrai que, depuis le 1^{er} octobre 1968, une partie de l'indemnité de résidence est intégrée au traitement. Mais cela se fait à un rythme beaucoup trop lent. Il reste encore onze points à incorporer. Il conviendrait que cela fût terminé en 1977.

Dans son article 61, la loi du 20 septembre 1948 avait institué la péréquation intégrale des pensions. Cette loi a été battue en brèche par les gouvernements qui se sont succédé depuis lors. Il faut revenir à cette péréquation intégrale. Lorsqu'il y a création de grade, échelon nouveau ou changement de dénomination d'emploi, il est juste que les retraités qui remplissaient les mêmes fonctions bénéficient de cette péréquation.

Par ailleurs, des modifications devraient être apportées aux pensions de réversion. Le taux de 50 p. 100 du montant de la pension du conjoint décédé est trop faible. Il devrait être porté dans l'immédiat à 60 p. 100 pour atteindre 75 p. 100.

Un autre sujet préoccupe les retraités, c'est la discrimination entre pensionnés. Par une interprétation erronée de l'article 2 du code civil et l'application abusive du principe de la non-rétroactivité des lois, le Gouvernement écarte, en règle générale, les retraités des mesures qui ont été prises après la date où se sont ouverts leurs droits à pension. Il en résulte un préjudice certain pour nombre d'entre eux, préjudice que rien ne justifie au fond.

Les retraités demandent, et nous le réclamons avec eux, tout d'abord, que la loi du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions soit applicable aux retraités proportionnels et aux anciens combattants de la guerre de 1939-1945 dont les droits se sont ouverts avant le 1^{er} décembre 1954.

Ils demandent ensuite que l'article 12 de la loi du 21 décembre 1973 soit applicable au conjoint survivant de la femme fonctionnaire décédée antérieurement au 24 décembre 1973.

En ces temps d'inflation, de difficultés sans nombre, ils exigent la généralisation du paiement mensuel des pensions, comme cela se fait au centre régional de Grenoble pour cinq départements. Ce matin, M. le secrétaire d'Etat n'a pas donné de précisions sur les mesures envisagées dans ce domaine.

Les retraités du secteur public réclament le paiement mensuel, non pas à mois échu, mais pour le mois à venir.

Je n'insisterai pas sur l'injustice fiscale qui frappe les retraités. Depuis des années, nous réclamons en leur faveur une déduction substantielle en matière d'imposition des revenus. Il nous est répondu que le retraité n'a pas de frais professionnels. C'est vrai, mais ce qui l'est aussi, c'est qu'il supporte des dépenses supplémentaires inhérentes à la vieillesse. Justice leur sera rendue si, comme le demande la C. G. T., un abattement spécial de 15 p. 100, dont le montant pourrait être plafonné à 5 000 francs, par exemple, leur était accordé.

Outre les retraités titulaires, il y a les non-titulaires qui relèvent de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités locales, l'Ircantec. Des mesures sont à prendre pour arriver, à trente-sept années et demie de service, à une retraite égale à 75 p. 100 du traitement.

J'ai beaucoup insisté sur les revendications des retraités, monsieur le ministre, car il y a, en ce qui les concerne, un contentieux à régler avec le Gouvernement. Pourquoi celui-ci s'oppose-

til à l'ouverture d'une négociation spéciale entre ses représentants et ceux des organisations syndicales représentatives ? L'objet de cette négociation serait uniquement le règlement du contentieux des retraités du secteur public et assimilés. C'est une demande à laquelle il devrait être répondu favorablement car rien ne s'y oppose.

A l'occasion de l'examen des crédits des charges communes, j'aimerais obtenir des réponses précises sur le minimum vieillisse et sur le contentieux des retraités. Nous n'escomptons pas de votre part, monsieur le ministre, d'explication sur l'aide que votre gouvernement apporte aux grandes sociétés capitalistes, car vous êtes là pour les défendre. Mais nous sommes là pour dire notre hostilité à votre budget et aux mesures qu'il contient et pour regretter celles qu'il ne contient pas. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Giraud.

M. Pierre Giraud. Monsieur le président, monsieur le ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, comme chaque année à l'occasion du budget des charges communes, je voudrais — après mon collègue M. Lefort — attirer votre attention sur l'ensemble des problèmes posés par les retraités de la fonction publique.

J'ai coutume de dire, monsieur le ministre, que c'est une catégorie sociale qui ne vous crée pas beaucoup de difficultés par ses manifestations plus ou moins bruyantes. Par conséquent, c'est une obligation morale pour le Parlement et pour le Gouvernement que d'examiner leur cas en priorité.

Vous connaissez parfaitement le problème pour n'avoir pas pu ou pas voulu le résoudre. Aussi me bornerai-je à vous énumérer les questions qui nous semblent importantes.

Les retraités de la fonction publique faisaient autrefois figure de privilégiés dans la nation. C'était à une époque où le régime des retraites était loin d'être généralisé.

Les retraités de la fonction publique ne sont pas jaloux des résultats heureux qui ont été obtenus par les autres catégories sociales. Mais il est bien évident que ce qui, autrefois, pouvait être considéré comme un privilège, est loin de l'être aujourd'hui. Leur situation, si elle ne s'est pas dégradée, ne s'est en aucun cas améliorée. Sur un certain nombre de points, satisfaction devrait leur être donnée non pas de façon impérative dans ce budget, car nous savons qu'il est trop tard, mais peut-être à la faveur d'une prochaine loi de finances.

Il faudrait tout d'abord liquider les dernières séquelles des transformations indiciaires du cadre B, ce qui est toujours très long. Il faudrait aussi penser à la réforme du cadre A. On a dit qu'il fallait terminer par les plus favorisés de la fonction publique, et personne ne le contestera. Mais les négociations avec les hauts fonctionnaires, ceux du cadre A en général, devraient être ouvertes rapidement, ce qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions pour l'ensemble des retraités de cette catégorie.

Pour ce qui est de la réalisation de l'égalité fiscale totale entre les salaires et les pensions de retraite, je ne reprendrai pas l'argument qui vient d'être énoncé selon lequel certaines dépenses spéciales sont inhérentes à l'âge. Nous ne le savons que trop. Mais je voudrais insister sur un autre point.

La retraite, comme le salaire, est un revenu déclaré par des tiers et, en tant que tel, elle est parfaitement connue de l'administration des contributions directes. Dans ce domaine, il n'y a pas de fraude, ce qui, d'après les déclarations mêmes de vos services, monsieur le ministre, n'est pas toujours le cas pour un certain nombre d'autres catégories sociales.

En outre, et c'est à mon avis l'argument le plus important, la retraite est un salaire différé. Si le retraité l'avait perçu au moment où il exerçait ses fonctions, il aurait bénéficié d'une exonération supplémentaire de 10 p. 100. Le fait qu'il ait économisé cet argent le prive de cette exonération. Je sais que ce problème relève de la première partie de la loi de finances et que nous n'y reviendrons pas pour cette année ; en tout cas, cet argument devrait être retenu.

Pour ce qui est de la généralisation progressive de la mensualisation du paiement des pensions, nous savons que la loi de finances pour 1975 a modifié l'article L. 90 du code des pensions. On pourrait discuter sur la date de paiement, à terme échu ou au début du mois, ou encore essayer de trouver un compromis que j'apprécierais beaucoup, à savoir le paiement des pensions

en milieu de mois, ce qui laisserait la moitié à la charge de chacun. Quand pensez-vous procéder à l'extension du système de mensualisation appliqué en 1975 par le centre de Grenoble pour quelques départements ? Nous aimerions que de nouveaux groupes régionaux l'appliquent en 1976. Dans la période d'inflation que nous connaissons, c'est capital. Vous frôlez l'inflation à deux chiffres, du bon côté ou du mauvais, mais les retraités, eux, lorsqu'ils vont chez les commerçants ou effectuent des dépenses, savent que l'inflation est souvent plus proche de deux chiffres que d'un seul.

Il y a aussi la vieille affaire de l'intégration, dans le traitement de base, de la partie d'indemnité de résidence qui n'est pas soumise à retenue. Le taux actuel de l'indemnité de résidence dans la zone à abattement maximum est encore de 7,5 p. 100. Nous demandons que l'intégration soit poursuivie en 1976 et que, si possible, elle soit même accélérée selon un plan donnant la date de la fin de l'opération.

Pour ce qui est du taux des pensions de réversion, l'on peut évidemment discuter pour savoir si la disparition d'un conjoint entraîne automatiquement la diminution des dépenses du ménage de 50 p. 100. Des études sont en cours pour déterminer les frais qui demeurent à la charge du survivant. Selon certaines études, ils seraient de l'ordre de 60 p. 100. D'après l'étude sur la consommation des ménages qui a été faite par un organisme qui vous est cher, monsieur le ministre, puisqu'il s'agit de l'Institut national de la statistique et des études économiques, ces frais sont estimés à 66 p. 100.

Nous savons que, pour certains régimes de retraite complémentaire, le taux de 60 p. 100 a été atteint. Peut-être pourriez-vous, pour les pensions de réversion, faire un effort en direction de ce pourcentage ou, en tout cas, nous dire à quel moment vous pensez être en mesure de satisfaire cette revendication.

Une autre question intéressant les retraités a été abordée, c'est celle de l'alignement des indices de référence de la pension à minimum garanti et du salaire d'embauche dans la fonction publique.

Dans la mesure où le Gouvernement — et c'est tout à son honneur — pratique une opération « bas salaires » à l'intention des agents de la fonction publique, il serait normal que les avantages accordés aux bas salaires s'appliquent automatiquement aux pensionnés qui ont des revenus du même ordre. Ce ne serait que justice.

Je ne m'étendrai pas sur le problème des pensions à minimum garanti car je sais, monsieur le ministre, qu'il est particulièrement complexe. Mais il n'en est pas moins vrai qu'un certain nombre de fonctionnaires ou d'agents des services publics, qui dépendent d'autorités qui ont disparu, en particulier outre-mer, se trouvent lésés par rapport à leurs homologues métropolitains. Ce serait une mesure de bienveillance à l'égard de ces personnes, qui ont souvent été chassées des territoires dans lesquels elles avaient longtemps travaillé et qui sont rentrées dans des conditions assez précaires en métropole, ce serait, dis-je, une mesure de bienfaisance que de faire quelque chose pour elles.

Abordant brièvement le problème de la non-rétroactivité des lois, je m'abriterai, bien sûr, derrière une autorité que vous sauriez difficilement contester puisque c'est celle de votre Premier ministre, M. Chirac. Au mois de juillet 1975, il écrivait dans le journal *L'Aurore* : « C'est un problème qui nous préoccupe beaucoup et, en premier lieu, le Président de la République... » — vous voyez qu'on est même monté à l'échelon supérieur — « ... on ne peut pas, en matière sociale, faire de discrimination entre des titulaires de pensions sous prétexte qu'à partir d'un jour J est intervenue une modification de la législation ».

Vous devez connaître ce texte par cœur ; je ne vous en imposerai donc pas la suite, mais je me permets simplement de le rappeler à votre bienveillance.

En terminant, monsieur le ministre, je trouve fâcheux qu'à chaque discussion budgétaire les mêmes parlementaires — et, pour mon groupe, mes collègues veulent bien me faire confiance à cet égard — viennent répéter exactement les mêmes choses et que leurs paroles se perdent dans un vide quasi stratosphérique. Votre présence aujourd'hui au banc du Gouvernement ne pourrait-elle pas nous permettre d'engager avec vous un dialogue et d'entamer des négociations spécifiques relatives aux problèmes des retraités, non pas pour résoudre par un coup de baguette magique tous leurs problèmes, mais pour leur donner des précisions sur leur avenir ?

Telles sont les observations que je voulais vous présenter, monsieur le ministre, au nom du groupe socialiste. (*Applaudissements sur les travées socialistes et communistes, ainsi que sur plusieurs travées à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Jung.

M. Louis Jung. J'ai été très sensible, monsieur le ministre, aux renseignements chiffrés que vous avez bien voulu fournir au Sénat, surtout en ce qui concerne l'effort du Gouvernement vis-à-vis des rapatriés et des personnes âgées, mais le budget qui nous est soumis ne règle pas le problème douloureux des rentiers viagers du secteur public.

Au nom de notre groupe, et particulièrement de notre ami Francis Palmero, si attentif à leur cause, permettez-moi de souligner qu'en échange de l'aliénation de leurs avoirs en faveur de l'Etat, qui les a fait fructifier, un demi-million de nos compatriotes lui ont fait totalement confiance. Seulement, ils reçoivent une rente viagère qui, du fait des troubles monétaires continus, n'a plus aucun rapport avec la réalité.

En 1914, le kilo de beurre valait trois francs. Il vaut cinq cents fois plus aujourd'hui. Les trois francs convertis en rente permettent aujourd'hui d'acheter trente grammes de beurre !

Ces rentes ont été constituées à une époque où les retraites n'étaient pas encore systématiques et où l'on travaillait de cinquante à soixante heures par semaine sans congés payés.

La constitution d'une rente est un acte irréversible sur lequel il est impossible de revenir, quelle que soit l'évolution ultérieure des taux d'intérêt et le degré d'inflation.

M. Alfred Sauvy, dans son dernier ouvrage : *La Fin des riches*, n'hésite pas à écrire que « les rentiers viagers sont mangés vivants et que l'on est spécialement mal intentionné depuis longtemps à leur égard ».

Pourtant, la législation a reconnu, en 1963, le caractère alimentaire des rentes viagères et les rentes privées peuvent être indexées depuis cette date.

Les compagnies d'assurances proposent des rentes avec indexation mais, avec l'Etat, il faut mendier tous les ans.

De toute façon, les majorations légales sont appliquées sur la valeur nominale des arrérages d'il y a quinze ou vingt ans et non sur les derniers arrérages perçus.

L'effet cumulatif de cette iniquité est absolument sordide. Lorsqu'on accorde des augmentations sur les salaires ou traitements, on les calcule sur les derniers salaires perçus et non sur ceux d'il y a quinze ou vingt ans.

Une rente souscrite en 1964 est revalorisée actuellement de 42 p. 100 pour une perte de son pouvoir d'achat d'environ 85 p. 100. Il faut donc des mesures de rattrapage, afin que le rentier viager retrouve les mêmes conditions d'existence qu'à l'époque de la souscription.

Les sociétés privées peuvent offrir un barème indexé sur les 295 articles de consommation courante, à soixante ans, au taux de 14,10 p. 100, alors que pour le même âge, la caisse nationale de prévoyance ne propose qu'un taux de 7,68 p. 100 pour une rente non indexée.

Une retraite de la sécurité sociale de 1966 a été majorée, en 1975, de 73,47 p. 100. Dans le même temps, les arrérages servis par la caisse nationale n'ont été majorés que de 35 p. 100.

Cette injustice est contraire aux principes généraux du droit des contrats.

L'érosion monétaire détruit l'équilibre du contrat. Il est indispensable que le montant des majorations applicables ne soit pas inférieur à la variation de l'indice national des prix à la consommation intervenue entre la date de constitution de la rente et le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle la majoration est applicable.

Les revalorisations consenties ne peuvent plus être seulement des mesures de faveur d'un caractère exceptionnel, justifiées par des raisons d'humanité et non par la reconnaissance d'un droit à revalorisation.

Le 24 juin 1971, M. Pompidou déclarait : « Il y a une maxime juridique qui dit que le droit suit le fait. » Autrement dit, je crois que la loi est toujours plus ou moins l'interprète d'une certaine réalité ou d'un certain besoin.

Et M. Valéry Giscard d'Estaing, dans sa lettre du 15 mai 1974, à l'amicale des rentiers viagers, les définissait comme ceux « qui voient la valeur de leur rente non indexée s'amenuiser au fur et à mesure de la hausse des prix ». Il ajoutait qu'ils « devaient être consultés sur des réformes techniques qui assureraient la sécurité de leur pouvoir d'achat ».

Le 6 novembre 1974, la Cour de cassation, statuant toutes chambres réunies, a rendu deux arrêts importants sur l'indemnisation due aux victimes restant infirmes à la suite d'accidents de la circulation. Ces personnes ou leurs enfants touchent habituellement un capital, mais en période d'inflation, celui-ci subit une érosion proportionnelle à l'augmentation du coût de la vie. Aussi la Cour a-t-elle décidé que les tribunaux pourront désormais allouer aux victimes une rente indexée sur un indice de salaire.

Moins de quinze jours après, il est tenu compte de cette jurisprudence dans le projet de loi de finances rectificative pour 1974 — article 12 — et il est décidé que les rentes allouées soit amiablement, soit judiciairement, en réparation du préjudice causé par un accident de la route, seront majorées selon les coefficients de revalorisation prévus en matière d'accident du travail avec effet du 1^{er} janvier 1975.

Vous-même, monsieur le ministre des finances, vous avez déclaré récemment, à l'Assemblée nationale, que « des études sont en cours pour mettre en place une formule de rente revalorisable dont la revalorisation serait assurée par les organismes qui les ont placés et, d'autre part, à réduire, voire à supprimer, les rentes fixes ».

De son côté, dans une lettre du 21 mai 1975, le Premier ministre estimait indispensable d'apporter de nouvelles garanties aux rentiers viagers. Il est nécessaire, disait-il, « que les revalorisations annuelles soient calculées scrupuleusement sur le taux de la hausse du coût de la vie ».

Quant au régime fiscal, les rentes viagères, suivant les règles du droit civil, ont le caractère d'un revenu pour leur intégralité. Elles sont donc passibles de l'impôt sur le revenu entre les mains des créanciers rentiers. Toutefois, pour tenir compte du caractère particulier de ces rentes, l'article 158-6 du code général des impôts dispose que les arrérages ne sont taxables que pour une fraction de leur montant, qui varie de 30 p. 100 à 70 p. 100 selon l'âge du créancier rentier au moment de l'entrée en jouissance de la rente. Cette fraction est portée à 80 p. 100 sans considération d'âge pour la partie du montant brut annuel des rentes perçues par chaque bénéficiaire qui excède un plafond fixé par arrêté du ministre de l'économie et des finances.

En vérité, la rente viagère est un paiement différé d'un prix de vente et non pas un revenu. Le paiement de la rente représente le capital aliéné. Seule une faible part de la rente peut être considérée comme un revenu et alors imposée à ce titre.

Le plafond de 15 000 francs, qui a été relevé à 20 000 francs en vertu de la loi de finances de 1975, au-dessus duquel les rentiers viagers devront s'acquitter dorénavant de l'impôt sur 80 p. 100 du montant total de leur rente, l'est au détriment des titulaires de plusieurs retraites viagères, qui pouvaient bénéficier jusqu'ici d'une exonération partielle de l'impôt sur chaque rente.

M. Palmero et moi-même avons déposé un amendement tendant à relever ce plafond à 22 000 francs. Nous souhaitons vivement qu'il soit adopté.

En fait, le système d'imposition actuel des rentes viagères est un véritable prélèvement sur le capital.

Une taxe proportionnelle est perçue lors de la souscription d'une rente ; elle doit être supprimée. Elle représente également un prélèvement sur le capital alors que le bénéficiaire du versement est l'Etat.

Tel est le triste sort d'hommes et de femmes qui appartiennent à une génération pour laquelle l'économie avait encore un sens, et c'est paradoxalement cet esprit d'économie qui fait aujourd'hui le drame de leurs vieux jours. Les rentiers viagers ont cru aux promesses de la caisse nationale de prévoyance ; ils ont confié leur argent à l'Etat, ou plus exactement ils lui en ont fait don. En échange, celui-ci devait assurer la sécurité de leur vieillesse. Il est temps d'honorer la confiance. Cela devrait être le premier devoir de l'Etat.

Après ce plaidoyer en faveur des rentiers viagers si défavorisés, permettez-moi, monsieur le ministre, de traiter de la situation générale des personnes âgées et de nos retraités.

Des efforts non négligeables ont été faits, au cours de ces dernières années, en leur faveur, mais un certain nombre de questions préoccupent encore les pensionnés.

Je pense, en particulier, au taux de la pension de réversion servie aux veuves, laquelle ne s'élève qu'à 50 p. 100 de la pension de l'époux décédé alors que ce taux peut atteindre 75 p. 100 dans un certain nombre de pays d'Europe — je crois que mon ami et collègue Pierre Giraud vient de plaider la même cause.

Je songe encore à la pension de réversion des femmes fonctionnaires au profit du conjoint survivant, laquelle est singulièrement plafonnée, au problème de l'abattement pour frais professionnels, à la réalisation plus rapide de l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base.

Tous ces points méritent assurément un examen attentif de la part du Gouvernement et nous souhaitons, pour notre part, que les préoccupations exprimées par les retraités puissent, après une table ronde avec leurs organisations représentatives, faire l'objet d'un plan précis permettant de les satisfaire, par exemple sur trois exercices budgétaires.

Les personnes âgées méritent une attention particulière et surtout constante. Un effort important a été accompli en leur faveur sous l'impulsion de M. le Président de la République — vous l'avez rappelé tout à l'heure. Mais si le fait de bénéficier d'au moins 20 francs par jour est un objectif minimal, nous constatons que la dernière réévaluation du minimum vieillesse date du 1^{er} avril dernier, que la prochaine est, semble-t-il, fixée au 31 décembre et qu'entre ces deux dates les prix auront vraisemblablement augmenté d'environ 7 p. 100. Dès lors, il importe que la prochaine augmentation au titre de 1976 soit supérieure à la hausse prévisible des prix.

Par ailleurs, une augmentation des plafonds de ressources ouvrant droit au versement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité serait accueillie d'une manière très favorable, celui-ci n'ayant évolué que très lentement au cours de ces quinze dernières années au lieu d'être augmenté dans les mêmes proportions que le minimum vieillesse ; cette mesure de justice, dont l'urgence est indéniable, réduirait l'écart entre ces plafonds et le minimum vieillesse.

Telles sont les quelques observations et propositions que j'avais à formuler sur la situation des rentiers viagers, des retraités et des personnes âgées. Ces trois catégories de citoyens ont au moins un point commun entre elles, à savoir le fait qu'elles peuvent difficilement faire entendre leurs voix pour faire aboutir leurs justes et légitimes revendications. C'est la raison pour laquelle mes amis et moi-même attacherions un prix particulier à ce que le Gouvernement examine avec compréhension leur situation.

Je formulerai une dernière remarque. Mes chers collègues, parmi les mesures nouvelles inscrites dans le budget des charges communes figure le chapitre 55-06, qui concerne les moyens financiers : 12 millions de francs en autorisation de programme et un crédit de paiement de 6 millions de francs destiné à l'application de la loi du 10 juillet 1975, qui a créé un établissement public chargé de mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique.

Nous pensons que cette dotation est insuffisante...

M. Auguste Amic. Très bien !

M. Louis Jung. ... compte tenu des problèmes extrêmement importants à régler pour aménager correctement nos façades maritimes. Aussi souhaitons-nous très vivement qu'une dotation plus substantielle soit prévue dans le prochain projet de loi de finances. (Très bien ! et applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président je voudrais répondre aux trois orateurs qui viennent de me poser un grand nombre de questions concernant le régime des retraites, les personnes âgées, les rentiers viagers et le conservatoire du littoral.

Monsieur Lefort, vous avez parlé « d'un budget voté au pas de charge ». J'ai tout mon temps. Par conséquent, nous pouvons débattre de toutes ces questions aussi longtemps que vous le voudrez. Il ne s'agit pas d'imposer un rythme donné à la discussion parlementaire.

MM. Lefort et Giraud m'ont parlé des pensionnés. M. Giraud m'a également entretenu des fonctionnaires de la catégorie A, précisant que lorsqu'on avait apporté des modifications à la situation des fonctionnaires des catégories C et D, puis de la catégorie B, il fallait nécessairement faire de même pour ceux de la catégorie A.

Nous rencontrons beaucoup de problèmes. D'ailleurs, chaque année, à l'occasion de ce débat sur les charges communes, un grand nombre de questions sont évoquées.

Je voudrais rappeler trois éléments.

Le premier, c'est que nous serons allés, en 1975, assez loin dans la voie des réformes que vous suggériez l'année dernière puisque nous avons, d'ores et déjà, relevé le minimum des pensions de l'indice 148 à l'indice 158, le 1^{er} octobre dernier, et que, de ce fait, la revalorisation du minimum de pension a été nettement supérieure à tout ce que nous avons fait dans le domaine de la fonction publique. Il s'agit donc là d'un élément de rattrapage.

En second lieu, nous avons, également en 1975, procédé à une intégration de quelques points d'indemnité de résidence. Là aussi, nous sommes allés dans la voie que vous suggériez, puisque cette revalorisation est importante.

Enfin, nous avons appliqué à l'ensemble des pensions des majorations de points de l'aide allouée à tous les fonctionnaires dans le cadre des accords salariaux signés avec quelques organisations syndicales pour l'année 1975.

Par conséquent, nous avons, en 1975, malgré les difficultés des temps, progressé dans la voie du relèvement du minimum des pensions et apporté un certain nombre de modifications en matière d'intégration des points d'indemnité de résidence. Nous avons donc amélioré, dans de faibles conditions, j'en conviens, mais amélioré tout de même, par rapport à d'autres catégories socio-professionnelles, le sort des retraités du secteur public.

Un deuxième problème important a été évoqué par les trois orateurs, celui de l'abattement de 10 p. 100 pour frais professionnels. C'est un vieux débat et nous en avons déjà longuement discuté.

Nous avons choisi, dans ce domaine, une autre voie. Je remercie les membres du Sénat qui ont adopté ces dispositions lors de la discussion de la première partie de la loi de finances.

Plutôt que d'accorder la déduction de 10 p. 100 pour frais professionnels à tous les pensionnés, nous avons préféré remonter de façon plus sensible le minimum d'imposition, de manière que les petits retraités et pensionnés bénéficient d'un avantage fiscal plus important.

Comme je l'avais indiqué lors du vote de l'article 2 de ce projet de loi de finances, avec le relèvement important de 22 p. 100 du minimum d'imposition pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, nous aboutissons à un système plus satisfaisant que la déduction de 10 p. 100 pour frais professionnels accordée à l'ensemble des catégories de retraités et pensionnés.

Nous avons voulu, dans la conjoncture actuelle, réduire encore les inégalités. Cette disposition fiscale en faveur des petits retraités et pensionnés nous paraît plus urgente et plus importante que la généralisation de 10 p. 100 pour frais professionnels.

Je me permets de vous renvoyer sur ce point à ce que j'ai déclaré lors du vote de l'article 2 du présent projet de loi de finances.

M. Giraud a abordé le problème du paiement mensuel des pensions. Nous avons fait, à cet égard, une expérience intéressante à Grenoble, cette année. Nous avons programmé d'en faire deux autres dans deux régions différentes en 1976 : il s'agira de Bordeaux car l'équipement informatique de la région bordelaise est en place et d'une autre région. Au fur et à mesure de l'équipement informatique de nos services, nous pourrions continuer dans cette voie.

J'ai retenu que M. Giraud me proposait, comme conciliation entre ceux qui veulent être payés en fin de mois et ceux qui veulent l'être en début de mois, de procéder à ce paiement de la pension en milieu de mois. C'est évidemment une solution de compromis qui se traduirait néanmoins par un effort de trésorerie sur le plan des finances publiques et vous voyez bien où est le problème.

Le problème de la pension de réversion des veuves a été évoqué par les trois orateurs. Le fait de porter de 50 p. 100 à 60 p. 100 la pension de réversion se traduirait par une dépense

de 600 millions de francs. Il s'agit donc d'une somme importante. Dans le cadre du programme de développement social, le Gouvernement examinera ce problème.

M. Jung m'a parlé des rentiers viagers. En cette matière, dans ce projet de budget des charges communes, vous remarquerez qu'un crédit de 605 millions de francs est destiné à la revalorisation du sort des rentiers viagers.

Depuis quelques années, nous avons fait un effort très important d'adaptation et, notamment au cours des quatre dernières années, nous sommes allés au-delà de l'évolution des prix pour cette revalorisation, ce qui explique la très grosse demande dans les organismes, dans les caisses de prévoyance, en vue d'établir des contrats. Mais la question n'a pas encore été suffisamment examinée.

Nous nous orientons, comme je l'ai dit à l'Assemblée nationale, vers des formules de régularisation : le taux d'intérêt va fortement diminuer mais on ne peut pas avoir des rentes revalorisables avec un taux d'intérêt élevé. Il faut laisser le choix aux intéressés entre une rente normale avec un taux d'intérêt élevé et une rente revalorisable avec un taux d'intérêt faible. Mais, bien évidemment, aucune institution ne peut servir un taux d'intérêt élevé avec un capital revalorisable. Il faut donc trouver et garantir les éléments du choix.

Pour les personnes âgées, j'ai indiqué, dans mon exposé introductif, l'importance de l'effort consenti. J'ajouterai que, *grosso modo*, dans le cadre des crédits budgétaires, l'ensemble des prestations pour les personnes âgées augmentera, en 1976, au rythme de 19 p. 100, ce qui est nettement supérieur à l'évolution des marges budgétaires, et ce rythme est obtenu parce que nous voulons que l'ensemble des prestations, notamment le minimum vieillesse, augmentent dans une proportion plus élevée que l'évolution des prix, ce qui permettra de compléter la politique que nous avons menée depuis un an et demi et qui a consisté à relever très fortement le minimum vieillesse.

M. Giraud a débordé le cadre des pensions pour me convier à la réflexion sur l'ensemble des problèmes de la fonction publique en évoquant la catégorie A.

Le Gouvernement prendra prochainement une décision sur la revalorisation des débuts de carrière de la catégorie A qui constitue le premier volet de l'accord salarial que nous avons conclu, l'année dernière, et qui fait l'objet d'un certain nombre de dispositions.

Nous avons admis de discuter d'un deuxième volet lorsque nous négocierons l'accord salarial pour 1976. Quel sera le contenu de ce deuxième volet ? Il est prématuré de le dire.

Après avoir, par priorité, revalorisé la situation des fonctionnaires des catégories C et D et avoir à peu près achevé la mise en ordre de la situation des fonctionnaires de la catégorie B, nous étudions maintenant le problème de ceux de catégorie A.

Nous procéderons, en 1976, à la revalorisation des débuts de carrière et nous continuerons, en 1977, par d'autres mesures. Nous poursuivons, à l'heure actuelle, la discussion avec l'ensemble des organisations syndicales.

J'ai pris note des autres problèmes soulevés par les trois orateurs, notamment de celui, traditionnel, de la rétroactivité et ceux intéressant les pensions et le minimum vieillesse.

Ce sont des problèmes extrêmement difficiles. Une fois constatée l'importance de la masse des crédits qui figurent dans ce budget des charges communes, chacun peut juger de leur accroissement et se rendre compte que nous dépassons là les normes retenues d'accroissement de nos dépenses et que nous devons faire un certain nombre de choix.

Je tiens à confirmer devant le Sénat que le choix du Gouvernement s'est fait d'une manière systématique et délibérée en faveur des catégories les plus modestes : les rentiers viagers, les petits fonctionnaires, les retraités, les veuves de pensionnés ou autres. Il poursuivra dans cette voie, car, dans la conjoncture économique et financière que nous connaissons, le devoir de l'ensemble du budget doit être d'abord de se préoccuper du sort de l'ensemble des catégories les plus modestes. C'est la traduction de cette volonté que vous trouvez dans le budget qui vous est soumis. (*Applaudissements sur les travées de l'U. D. R., de l'U. C. D. P. et à droite.*)

M. Fernand Lefort. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Lefort.

M. Fernand Lefort. Monsieur le ministre, je vous avais demandé, dans ma précédente intervention, si vous pouviez me dire à quelle date le Gouvernement pensait engager des négociations avec les représentants qualifiés des retraités pour examiner le contentieux existant avec les retraités des services publics et assimilés. Je n'ai pas eu de réponse de votre part et je le regrette, au nom des retraités.

M. Jacques Descours Desacres. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le ministre, je voudrais vous remercier des indications que vous nous avez données au sujet du paiement mensuel des pensions.

Evidemment, il n'est pas d'usage, dans cette assemblée, de parler de sa propre région, mais, n'ayant pas entendu mentionner la mienne, je voudrais vous demander quelles peuvent être les perspectives, pour l'ensemble des régions que vous n'avez pas mentionnées quant au paiement mensuel des pensions.

En second lieu, je désirerais vous poser une autre question au sujet de l'allocation spéciale accordée aux personnes âgées bénéficiaires du fonds national de solidarité.

Il se trouve qu'un certain nombre de ces personnes ayant vocation au bénéfice de ce fonds n'avaient pas encore reçu notification de l'attribution à laquelle elles avaient droit au moment où la loi portant plan de soutien de l'économie a été votée. Cette situation les inquiète car ces personnes ne savent pas si elles toucheront ou non cette somme. Je crois qu'elles la percevront mais, si elles en avaient l'assurance de votre part, ce serait pour elles un réconfort et une garantie.

Je voudrais, enfin, vous demander s'il ne serait pas possible de donner des instructions aux différents organismes qui assurent le paiement de l'allocation du fonds national de solidarité pour que, lorsqu'ils constatent qu'un bénéficiaire de ce fonds a touché nettement moins que vingt francs par jour — ce qui se produit encore fréquemment à l'heure actuelle — ils ne restent pas passifs. Etant donné que c'est l'organisme qui verse l'allocation du fonds national de solidarité qui détient l'ensemble du dossier de l'intéressé et qui connaît les allocations supplémentaires dues à celui-ci, les ressources diverses dont il peut bénéficier, en dehors de celles qui lui proviennent de cet organisme payeur, celui-ci devrait signaler à l'intéressé — ce serait humain — les démarches à effectuer pour percevoir ce minimum quotidien qui, à l'heure actuelle, par exemple pour les anciens agriculteurs, les anciens artisans, les anciens commerçants et les salariés ayant peu travaillé, n'est pas atteint dans des cas encore trop fréquents.

M. Auguste Amic. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Amic.

M. Auguste Amic. Monsieur le président, je voudrais joindre ma voix à celle de M. Jung pour déplorer la faiblesse des crédits affectés au conservatoire de l'espace littoral qui s'élèvent à 1,2 million de francs, compte tenu de l'urgence qu'il y a à acquérir, dans les délais les plus brefs, les terrains encore disponibles le long de la côte.

En effet, l'action de ce conservatoire ne sera efficace, me semble-t-il, que si elle est rapide et massive, car l'objectif serait parfaitement atteint si ce conservatoire pouvait cesser son rôle d'ici à dix ou vingt ans.

Il faudrait donc que toutes les terres susceptibles d'être soustraites à la spéculation puissent être très vite achetées par le conservatoire de l'espace littoral.

J'ose espérer, monsieur le ministre, qu'il ne s'agit ici que d'un crédit de démarrage — qu'il convient de mettre en place l'institution, qu'il faut le temps d'engager les procédures d'acquisition et que cela ne se fait pas du jour au lendemain — et que vous nous annoncerez la majoration substantielle de ce crédit pour 1977.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, je voudrais rapidement répondre aux questions qui viennent de m'être posées.

Je dirai à M. Lefort que nous n'envisageons pas l'action publique comme une suite de négociations « à grand spectacle » sur l'ensemble des contentieux et que nous avons des contacts permanents avec les principales organisations syndicales, tout au moins celles qui acceptent de signer avec le Gouvernement et les directions ou chefs d'entreprise des conventions annuelles.

J'ai moi-même négocié et eu des contacts avec différentes confédérations syndicales.

Chaque fois que, sur des problèmes importants, une concertation permanente est établie avec les organisations, celles-ci nous indiquent les points sur lesquels elles veulent voir améliorer les méthodes utilisées. Nous ne pensons pas modifier cette procédure.

M. Descours Desacres a parlé du paiement mensuel des pensions. A cet égard, notre limite est celle de nos équipements informatiques.

J'aurai tout à l'heure, dans le cadre de la discussion du budget des services financiers, l'occasion de vous donner quelques précisions à leur sujet.

On ne peut mettre en place un équipement informatique en quelques jours et tout faire rapidement. Par conséquent, je n'ai pas cité votre région, mais il faudra compter sans doute environ cinq ans à partir de cette année pour que l'ensemble de la France soit doté de l'équipement nécessaire pour assurer le paiement mensuel des pensions.

Les centres que nous allons choisir ne tiendront pas compte uniquement de données géographiques mais aussi de la qualité et de la disponibilité de l'équipement informatique.

L'accélération du rythme de mise en place de plusieurs centres chaque année nous permettra d'avoir la vingtaine de centres qui doivent faire fonctionner le système envisagé.

Ce n'est qu'au moment de la discussion budgétaire de l'année prochaine que je pourrai vous exposer vraiment la prospective de l'ensemble de nos implantations.

J'en viens à la question relative au versement de l'allocation exceptionnelle de 700 francs. Le fonds national de solidarité l'attribue à partir de la date de la demande, et non pas au moment où le dossier est effectivement liquidé. Les droits courants à partir de cette date et les avantages attachés à la possession de ces droits ne prennent effet qu'à compter de la même date. En conséquence, les demandes déposées avant le 1^{er} septembre donnent normalement lieu à l'attribution de l'indemnité exceptionnelle de 700 francs. Il sera donc procédé comme vous l'avez demandé.

J'ai pris note de votre question sur l'explication que vous souhaiteriez voir donner par l'organisme payeur au sujet du plafond pour le versement minimum.

C'est une étude que nous devons faire et je vous donnerai des précisions lorsque je connaîtrai les réponses qui doivent m'être faites à ce sujet.

C'est un problème difficile dont la solution suppose que l'on modifie l'organisation du fichier actuel pour faire apparaître d'une manière automatique ceux qui se situent au niveau du plafond présumé, ce qui, évidemment, est un système d'alerte informatique tout à fait différent du système actuel. J'étudierai avec les dirigeants des principales caisses, l'Organic — organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce — et la C. A. N. C. A. V. A. — caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale — les moyens de parvenir à ces résultats.

M. Amic m'a posé une question à laquelle il a, en même temps, apporté la réponse. Je voudrais lui dire qu'il a raison.

Nous avons inscrit dans le budget un crédit de démarrage pour les acquisitions du conservatoire de l'espace du littoral et des rivages lacustres. Il faut maintenant développer la procédure. Je pense que le crédit s'amplifiera.

Je suis d'accord avec vous : les besoins sont importants. Il faudra que l'action entreprise se développe.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits concernant le ministère de l'économie et des finances. — Section I : Charges communes — et figurant aux états B et C.

ETAT B

M. le président. « Titre II : 41 857 000 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le crédit figurant au titre II.

(Ce crédit est adopté.)

M. le président. « Titre III : 6 858 360 034 francs. » — (Adopté.)

« Titre IV : 760 432 778 francs. » — (Adopté.)

ETAT C

M. le président. « Titre V. — Autorisations de programme : 2 703 830 000 francs. » — (Adopté.)

« Crédits de paiement : 2 536 480 000 francs. » — (Adopté.)

« Titre VI. — Autorisations de programme : 1 619 140 000 francs. » (Adopté.)

« Crédits de paiement : 1 058 970 000 francs. » — (Adopté.)

II. — SERVICES FINANCIERS (suite).

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant le ministère de l'économie et des finances, section II : services financiers, à l'exception des dispositions concernant le commerce extérieur.

La parole est à M. Amic, rapporteur spécial.

M. Auguste Amic, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, je n'innoverai pas en vous disant que le budget des services financiers est, avant tout, un budget de fonctionnement. Il n'est pas surprenant, dès lors, que les dépenses d'investissement ne tiennent qu'une place infime dans l'ensemble des crédits. Mieux, ces dépenses d'investissement, si l'on prend comme repère le budget de 1975 modifié par les trois premiers collectifs, sont en diminution de 40,41 p. 100 en autorisations de programme et de 50,83 p. 100 en crédits de paiement. Comme quoi les cordonniers sont souvent les plus mal chaussés ! (Sourires.)

La comparaison en matière de crédits de fonctionnement est rendue, elle, plus délicate par le dépôt du projet de loi de finances rectificative pour 1975, quatrième du nom. Certes, ce projet ne concerne pas la discussion actuelle ; mais comment pourrait-on l'ignorer puisqu'il crée, à lui seul, plus de postes budgétaires que la loi de finances pour 1976 ? Curieuse façon de légiférer en vérité !

La loi de finances pour 1976 prévoit la création de 2 202 emplois nouveaux dans le même temps où la quatrième loi de finances rectificative en crée 2 490. On me répondra sans doute que, sur ces 2 490 postes supplémentaires, 1 200 sont consacrés à la titularisation d'auxiliaires et que 800 créations seront financées par fonds de concours. Il n'empêche !

Je voudrais présenter maintenant un certain nombre d'observations concernant successivement les services du Trésor, la D. G. I. — direction générale des impôts — les douanes, la statistique.

Les personnels des services extérieurs du Trésor continuent à être soumis à rude épreuve. Au fur et à mesure que s'écoulent les années, leur tâche s'amplifie et devient plus complexe. En outre, l'activité de ces services se trouve accrue fréquemment par des obligations autant exceptionnelles que variées qui tendent à devenir monnaie courante. Qu'on en juge : pour 1975 seulement, remboursement d'une partie de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu payée par certains contribuables en 1974, paiement aux personnes relevant de la fonction publique des allocations de 250 francs et 700 francs figurant dans la troisième loi de finances rectificative pour 1975, report d'échéance de divers impôts prévu à ladite loi de finances rectificative, étude, cas par cas, de situations particulières des personnes frappées par les événements.

Viennent s'ajouter des tâches nouvelles qui ont un caractère permanent. Tout d'abord, le paiement mensuel des pensions : cette procédure, engagée dans le Dauphiné, ainsi qu'il vient d'être dit à l'instant, intéresse déjà 100 000 pensionnés ; elle sera progressivement étendue à l'ensemble du territoire au fur et à

mesure que les moyens informatiques seront mis en place. Puis il y a le paiement mensuel des impôts : cette possibilité est désormais offerte à tous les contribuables, à l'exception de ceux de sept départements : Alpes-Maritimes, Corse, Var, Vaucluse, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges. Il ne faut voir là aucune mesure discriminatoire ni à l'égard des Provençaux, ni à l'égard des Lorrains. Mais, là encore, ce sont les moyens informatiques qui font défaut. Lorsque les centres d'informatique de Nice et de Nancy seront mis en service, le paiement mensuel pourra être étendu à l'ensemble du territoire.

Cette formule du paiement mensuel des impôts a connu un succès que je considère comme remarquable puisque, dans certains départements, plus de 30 p. 100 des redevables y ont recours. Le paiement mensuel des pensions devrait constituer, à cet égard, un élément incitatif.

Enfin, dernière tâche à caractère permanent, qui ne manque pas d'originalité, le recouvrement des pensions alimentaires en matière de divorce imposé au Trésor par la loi du 11 juillet 1975. Le service, bien évidemment, n'est absolument pas préparé à cette tâche dont il se demande quelle va être l'importance et comment il pourra y faire face. Deux cents créations d'emploi financées au moyen de fonds de concours figurent dans la quatrième loi de finances rectificative.

Je voudrais ajouter, pour être complet, la tâche toujours plus complexe, toujours plus absorbante des services extérieurs du Trésor dans le fonctionnement des recettes municipales. Ces dernières entraînent un surcroît de travail très important.

Pour faire face à toutes ces tâches, 780 créations d'emploi figurent dans la loi de finances pour 1976 et si la quatrième loi de finances rectificative prévoit, en sus, la création de 600 emplois, il ne s'agit que de la titularisation de 600 auxiliaires chargés du recouvrement des amendes. Tout cela est trop peu, monsieur le ministre !

Vos agents sont scrupuleux et consciencieux. Cela est d'autant plus appréciable qu'ils manipulent les fonds publics. Mais ce n'est pas parce qu'ils répugnent à descendre dans la rue qu'il faut ignorer leurs revendications.

Cette qualité du service rendu nous font paraître encore plus odieuses les attaques et les voies de fait dont ils sont trop souvent victime, comme ce fut encore le cas cette année. Pourquoi s'en prendre systématiquement à ceux qui ne font, après tout, que leur devoir, et avec conscience, je l'ai dit, et qui ne sont aucunement responsables des difficultés dans lesquelles se débattent bon nombre de nos concitoyens ?

Le conseil des ministres du 31 octobre dernier a décidé d'engager une lutte sévère contre la fraude fiscale. Noble ambition que nous ne pouvons qu'approuver unanimement, ne serait-ce que pour ne pas succomber à la tentation, comme tout bon Français qui se respecte.

Traquer la fraude, et à condition de ne pas s'en tenir à quelques actions spectaculaires — dont l'effet dissuasif n'est d'ailleurs pas à dédaigner — suppose que la direction générale des impôts dispose d'un personnel suffisant. Certes, 1 010 créations d'emploi sont prévues dans la loi de finances et 1 200 titularisations dans le quatrième collectif ; au risque de me répéter, je dis que cela n'est pas suffisant.

J'ai été particulièrement frappé des fréquences moyennes de vérification que vous trouverez en annexe à mon rapport. Cette fréquence se situe entre 7,3 années pour les entreprises de catégorie A — celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions de francs pour les prestataires de service et à 50 millions pour les autres activités — et dix-huit années pour les entreprises de la catégorie H, celles dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal, respectivement à 150 000 et 500 000 francs. Cette catégorie H est surtout composée de forfaitaires qui débattent très régulièrement de leurs impôts tous les deux ans avec leur inspecteur d'assiette.

Mais, pour les non-forfaitaires et les catégories allant de B à G, la fréquence reste peu importante, d'autant qu'il s'agit d'une moyenne : si celle-ci est plus forte dans les zones où l'activité économique reste modeste, elle est, en revanche, plus faible dans les zones de grande activité où les effectifs du service sont, en proportion, moins importants.

J'ajoute que le personnel de la D. G. I. a dû faire face, lui aussi, à une augmentation de ce que l'on appelle, en jargon administratif, le « trafic fiscal » et qu'il doit s'adapter à une législation sans cesse mouvante et d'une complexité croissante.

Ne doit-il pas suivre l'évolution d'une fiscalité locale en mutation et s'initier, par exemple, au remplacement de la

patente par la taxe professionnelle ? Que le personnel trouve qu'il est en nombre insuffisant pour faire ce qu'on attend de lui n'a rien de surprenant !

Je voudrais dire un mot à cette occasion des services du cadastre. Ces derniers souffrent d'une grave pénurie d'effectifs.

M. Jacques Descours Desacres. Très juste !

M. Auguste Amic, rapporteur spécial. Assez paradoxalement, sur 1 300 postes de géomètres du cadastre, près de 20 p. 100 ne sont pas encore pourvus et cela au moment où la révision des propriétés bâties a nécessité un effort considérable du personnel, souvent au détriment des tâches habituelles du service.

Je crois savoir que dans un département que je connais bien, par exemple, il y aurait 30 000 croquis en retard, ce qui, vous en conviendrez, est énorme et demanderait qu'un effort soit fait pour une mise à jour beaucoup plus rapide. Pourtant, il semble qu'à l'heure actuelle le mouvement de désaffectation pour l'emploi de géomètre ait cessé et que l'on enregistre des demandes d'emploi dans ce domaine.

Les conditions intellectuelles, si je puis dire, du travail des agents de la direction générale des impôts sont aggravées, dans de nombreux cas, par les conditions matérielles. Certes, une nette amélioration est intervenue avec l'installation de centres des impôts dans des locaux neufs, bien agencés et fonctionnels. Toutefois, un effort important reste à faire : sur les 785 centres prévus, 242 sont encore à réaliser ; 80 sont envisagés pour 1976. Mais ce sont les dernières réalisations qui seront les plus longues à mettre sur pied et les plus coûteuses car elles sont, en général, situées au centre des villes.

Tâche toujours plus complexe, travail de plus en plus envahissant, conditions matérielles parfois précaires, l'on comprend les revendications maintes fois exprimées par les agents du service.

Avec les nécessaires variantes, les mêmes observations sont valables pour les agents des douanes et droits indirects. Là, plus qu'ailleurs, une reconversion a été nécessaire. Elle a été rendue possible par une nette amélioration du recrutement.

Boulevard Bourbon, à Neuilly-sur-Seine, on ne manque pas de vous rappeler la triste époque où il y avait trois fois moins de candidats que de postes mis au concours. Aujourd'hui, les choses ont changé : au dernier concours d'inspecteur des douanes, 830 candidats ont brigué les 70 postes à pourvoir et sur les 70 élus, 68 étaient licenciés en droit.

Certes, on est peut-être passé d'un extrême à l'autre, mais la tâche qui attend les nouveaux douaniers est délicate car la fraude a pris de nouvelles formes beaucoup plus élaborées. Elle est devenue ce qu'on appelle la fraude intellectuelle. Tel est le cas, par exemple, des irrégularités commises à l'encontre du F. E. O. G. A. De longues enquêtes ont permis de démontrer que 2 000 tonnes de concentré de beurre qui devaient gagner le Ghana n'ont jamais quitté la Communauté, alors que les escrocs avaient perçu une prime à l'exportation de 4 francs par kilogramme.

Mais ces connaissances techniques ne sauraient remplacer le flair avec lequel les douaniers savent déceler l'introduction frauduleuse de certains produits, notamment les stupéfiants. La presse s'en est fait si souvent l'écho que je ne crois pas nécessaire d'insister aujourd'hui. Je rappellerai simplement cette saisie de 200 kilogrammes d'or en provenance de la Suisse : ce trafic n'a été découvert que grâce à la perspicacité et à la patience des douaniers. Hélas, malheureusement, on n'a pas pu remonter à la tête, du moins à ma connaissance, et seules trois personnes ont été inculpées dans ce trafic. L'un des prévenus est toujours interné, les deux autres ont été remis en liberté sous caution — une caution de 250 000 francs qui a été payée instantanément et sans problème.

Pour terminer, je vous parlerai brièvement de l'I. N. S. E. E. Ce service a été chargé de réaliser, vous le savez, le recensement général de la population française.

A l'heure actuelle la première exploitation du dernier recensement général de la population est pratiquement achevée, et l'institut de la statistique sera en mesure de fournir les données du décret qui, avant la fin de l'année 1975, doit permettre de fixer, pour chaque commune, le chiffre légal de la population.

Au cours de l'année 1976, une partie importante de l'activité de l'institut sera consacrée à la poursuite de l'exploitation de ce recensement.

Dans une première phase, qui doit occuper le premier semestre de l'année prochaine, sera effectué le dépouillement complet d'un cinquième des bulletins de recensement. A partir des résultats ainsi obtenus, il sera possible, par extrapolation, de dégager une physionomie générale du recensement et d'en tirer les principaux enseignements.

Une seconde phase, qui, elle, s'étendra jusqu'à la fin de l'année 1977, comportera le dépouillement de tous les autres bulletins et l'établissement définitif des résultats du recensement.

Tels sont, mes chers collègues, les quelques réflexions que je tenais à vous présenter au moment où vous vous apprêtez à voter le budget des services financiers, en attirant encore une fois, monsieur le ministre, votre attention sur les revendications des agents de vos services. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Fréville.

M. Henri Fréville. Monsieur le ministre, l'organisation des débats, nécessaire dans une période comme celle que nous vivons pendant quelques semaines, me réserve officiellement trois minutes de temps de parole. Je me suis donc interrogé sur la manière dont je pourrais développer les deux questions que je me proposais de traiter. Or la première vient d'être remarquablement exposée par M. Amic. Par conséquent, mon propos sera complémentaire du sien.

Monsieur le ministre, je voulais vous entretenir du personnel de la direction des impôts, en le faisant d'une façon un peu particulière. J'y renonce maintenant. Peut-être le ferai-je au cours d'un échange de vues à l'occasion de l'examen d'une question orale qui nous permettra de réfléchir à ce problème, à la fois philosophiquement et techniquement.

En tant que maire et faisant, à ce titre, appel au maire de Saint-Cloud pour qu'il intervienne auprès du ministre de l'économie et des finances (*Sourires*), je voudrais témoigner mon estime au personnel de la direction générale des impôts. J'effectue avec lui de nombreuses études depuis vingt-cinq ans. Notre collaboration est constante. Il m'apparaît à l'échelon où je suis qu'il y a lieu de le conforter en le multipliant, si je puis m'exprimer ainsi.

Dans tous les domaines, ce personnel apporte à l'Etat un concours considérable. Il est évident que, s'il était plus nombreux, bien que je sache parfaitement que les moyens techniques nouveaux vont l'aider, il pourrait faire preuve d'une plus grande efficacité et, par conséquent, rendre service à la collectivité.

Je pense, par exemple, à la vérification des comptabilités, qu'il s'agisse des comptabilités d'entreprises ou d'autres. Il est incontestable qu'une vérification plus fréquente serait plus efficace.

Mais, monsieur le ministre, je voudrais aborder un autre sujet. Ce midi, j'ai écouté d'une oreille distraite l'émission journalière de France-Inter « Douze-Quatorze » et j'entendais M. Pierre Elkabbach interroger M. Thierry le Luron. Il lui demandait : « Monsieur, donnez-moi donc une réponse à la question suivante : M. le ministre de l'économie et des finances ayant dit qu'il allait suivre d'une façon très particulière les activités et les revenus des principaux artistes, qu'en pensez-vous ? » Et M. Thierry le Luron de lui répondre avec beaucoup de bonne humeur : « Je crois que c'est juste, il faut suivre ces gens-là qui gagnent beaucoup. Mais ce contre quoi je proteste, c'est qu'on crée des catégories entre les contribuables. Il faudrait que les vérifications soient largement faites sur l'ensemble des contribuables susceptibles de frauder l'Etat et, par conséquent, leurs concitoyens. » Eh bien, c'est le commentaire que je voulais faire pour ajouter quelque chose à mon propos.

Voici la première question, monsieur le ministre, que je voulais vous poser : envisagez-vous, dans des délais qui ne seront pas très longs, de créer des postes plus nombreux que ceux qui figurent au budget, et, dans la mesure où cela se fera, pensez-vous que nous pourrions avec le personnel et avec nos collègues imaginer une réforme progressive du système fiscal français ?

La seconde question est simple : elle est pourtant, à mes yeux, très importante. Je voudrais savoir, monsieur le ministre, si vous avez l'intention de prévoir dans une très prochaine loi de finances les crédits nécessaires au recrutement de collaborateurs des membres de la Cour des comptes et si vous pensez pouvoir apporter une amélioration sensible aux conditions matérielles dans lesquelles ils travaillent. C'est un point important. Il m'arrive assez souvent de rencontrer certains

membres de la Cour des comptes. Je suis surpris chaque fois de constater de quelle manière ils travaillent. C'est antique et solennel. Ils manquent de moyens. Par conséquent, il serait souhaitable que vous leur donniez satisfaction. A l'avance je vous remercie de ce que vous pourrez faire. (*Applaudissements.*)

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances. Nous sommes d'accord avec vous, mon cher collègue.

M. René Monory, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. René Monory, rapporteur général. Mes chers collègues, je vous prie de m'excuser : dans quelques instants je dois quitter le Sénat. Or, je me trouve dans l'obligation d'organiser avec M. le président de la commission des finances et M. le ministre des finances une réunion de commission qui aura lieu lundi matin. Monsieur le président, je demande donc une brève suspension de séance.

M. le président. Je ne peux jamais refuser de satisfaire un désir de la commission des finances, surtout s'il est exprimé par son président ou son rapporteur général.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-sept heures cinquante-cinq minutes, est reprise à dix-huit heures dix minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

La parole est à M. le ministre.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, je regrette que les hasards du calendrier nous aient amenés à inscrire la discussion du budget des services financiers un samedi en fin d'après-midi, car son importance et les 160 000 agents qu'il concerne eussent mérité un débat plus large. Quoi qu'il en soit, l'exposé de M. Amic et les questions qu'il a posées, de même que le témoignage apporté par M. Fréville et les problèmes soulevés par lui, nous permettent d'entrer dans le vif du sujet.

Je bornerai mon intervention à trois points précis afin de répondre tant aux questions de M. le rapporteur spécial qu'à celles de M. Fréville.

Ces trois points sont : d'une part, la modernisation des services ; ensuite, l'amélioration des relations avec le public, et enfin l'examen des problèmes relatifs à la situation des personnels.

La modernisation des services, qui est engagée depuis longtemps, sera poursuivie au niveau des structures. Une priorité est donnée au service d'assiette et de contrôle des impôts en raison de l'importance que revêt notre effort pour lutter contre la fraude fiscale.

L'aspect le plus important de cette réforme est la création de « centres des impôts » qui présente l'avantage non seulement de réorganiser les structures du personnel, mais de permettre un meilleur contrôle des redevables et de faciliter les contacts avec le public.

Six cents centres des impôts fusionnés existent déjà. A la fin de l'année prochaine, 700 seront en place. Il ne restera donc plus — je l'indique à MM. Amic et Fréville — que 85 centres à installer au cours de l'année 1977 pour que soit achevée la réorganisation territoriale de l'administration des impôts.

M. Amic a évoqué, dans son exposé, la situation du service du cadastre. J'ai été sensibilisé à ce problème et me suis renseigné sur l'état de la question.

Il est exact que la révision des évaluations foncières des propriétés bâties a quelque peu détourné les agents du cadastre de leurs autres tâches, mais j'ai demandé à la direction générale des impôts de procéder à un renforcement des moyens de ce service. A partir du 1^{er} janvier prochain, une nouvelle redistribution des moyens en personnel sera effectuée de manière à faire face à ces retards que vous m'avez signalés.

En ce qui concerne le corps des géomètres, les difficultés de recrutement sont maintenant aplanies dans ce secteur, comme d'ailleurs dans d'autres, tel celui des douanes.

L'effectif des promotions a été fortement augmenté puisque nous avons recruté 175 géomètres en 1975, contre 100 en 1973. Le taux de progression est donc de 75 p. 100.

Le deuxième aspect de la modernisation concerne l'équipement informatique. En 1976, 55 ordinateurs seront en service.

Comme vous le savez, la direction générale des douanes va mettre en route son système automatique de déclaration de dédouanement du fret aérien — le projet S. O. F. I. A. : système d'ordinateurs pour le fret international aérien — qui se traduira pas un très grand progrès pour les utilisateurs.

La direction de la comptabilité publique développe son réseau et, par conséquent, va poursuivre la mécanisation des services de pension. Enfin, la direction générale des impôts va accélérer la mise sur informatique de l'émission des rôles des contributions locales.

Le deuxième point soulevé concerne l'amélioration des relations avec le public. Les services financiers sont souvent présentés comme une administration « complexe, secrète et autoritaire », ai-je lu dans quelques rapports et déclarations. En fait, cette administration réalise un énorme effort pour améliorer ses relations avec le public, effort dont je souhaite qu'il soit poursuivi dans trois directions : simplifier les obligations des contribuables, mieux informer le public et, enfin, mieux l'accueillir dans des services extérieurs mieux installés.

Sur ces divers points, je m'appuie sur les recommandations élaborées par le comité des usagers, présidé par M. le député Hoffer.

L'effort de simplification porte en particulier sur les documents. La nouvelle formule de déclaration d'impôts de 1976 a été soumise à ce comité et j'espère que les treize millions de contribuables en apprécieront la présentation simplifiée. En outre, j'indique au Sénat que, dans 66 départements, cette déclaration sera envoyée au domicile du contribuable et qu'elle portera déjà toutes les mentions relatives à son identité. Nous mettons ainsi l'informatique au service du contribuable.

Dans le domaine de la réglementation, l'effort de simplification va consister essentiellement à mettre en place un nouveau système de comptabilité sommaire pour les très petites entreprises. Entre le système forfaitaire et le système du bénéfice réel simplifié, il existe en effet un vide que nous voulons combler. J'espère être en mesure de soumettre rapidement au Parlement un nouveau système d'imposition des petites entreprises qui permette enfin de sortir de ce fameux dilemme entre forfait et bénéfice réel.

Le développement de l'information et l'amélioration de l'accueil constituent également des actions prioritaires. Dans cet esprit, nous avons fait publier une « charte du contribuable vérifié » afin que soient connus les obligations et les devoirs respectifs du vérifié et du vérificateur.

L'effort de lutte contre la fraude fiscale va s'accompagner d'un effort d'information sur les garanties offertes aux contribuables. Il ne s'agit pas de lancer des opérations de « comando » dans telle ou telle direction, mais d'accomplir une œuvre systématique de vérification, le « systématisme » ne devant pas exclure pour autant l'information et la protection des droits des vérifiés.

Enfin, M. Amic a évoqué le problème des revendications des personnels. Je voudrais donc dire un mot de leur situation.

Dans les services financiers, qui regroupent 160 000 personnes, j'ai essayé de m'attacher, au cours des entretiens périodiques que j'ai eus avec l'ensemble des organisations syndicales du ministère, à trouver des solutions concrètes en commençant par les catégories les moins payées, donc les plus défavorisées. Au cours de ces discussions, j'ai fait porter mon effort dans trois directions.

D'abord, en faveur des fonctionnaires les plus modestes, notamment les très nombreux auxiliaires qui ont des statuts moins avantageux que les autres et qui constituent souvent le sous-prolétariat de la fonction publique. C'est pourquoi, monsieur Amic, vous trouverez dans le quatrième collectif de 1975 des mesures devant permettre la titularisation d'un nombre important d'auxiliaires ; c'est le résultat des discussions fructueuses que j'ai poursuivies avec les organisations syndicales. Je considère, en effet, que la revalorisation de début de carrière et des tout petits traitements doit jouer d'abord en faveur de ces auxiliaires et de ces non-titulaires.

La deuxième orientation concerne la formation professionnelle car j'estime que, dans ce ministère qui, comme l'a dit M. Fréville, donne des conseils aux collectivités locales, aux usagers, aux contribuables, nous devons veiller à la qualification permanente de l'ensemble de nos agents. C'est pourquoi les discussions que j'ai eues avec les représentants des organisations syndicales et les directeurs ont porté longuement sur la formation professionnelle. J'y consacre beaucoup de moyens. J'ai accepté de créer des emplois supplémentaires pour tenir compte des sujétions de la formation et du recyclage des différents agents, aussi bien ceux de la catégorie A que ceux des catégories B et C. Je veux continuer cet effort qui me paraît essentiel car la qualité de l'administration des finances doit résulter de la bonne qualification de l'ensemble de ses agents.

A cet égard, je tiens à répondre à M. Fréville, qui a trouvé une formule heureuse en disant qu'il fallait « conforter ce personnel en le multipliant ». Les études que j'ai pu faire dans ma carrière sur les problèmes de structures administratives ou d'entreprises m'ont montré que le fait de trop multiplier un personnel risquait de lui nuire, de casser son esprit et sa qualification. En France, nous sommes un peu victimes de ce goût de la grande dimension, de la croissance rapide des structures humaines, qui détériorent précisément les relations humaines, qui détériorent les possibilités de promotion, qui créent des situations explosives dès lors que les points de passage entre les différents statuts ne sont pas assouplis. Plutôt que de conforter le personnel en le multipliant, je préfère le reconforter en le réorganisant. Telle est la devise que je ferai mienne en réponse à la question posée.

Les administrations doivent avoir une politique de recrutement continu. Il est plus important de recruter 1 000 personnes chaque année en ayant les moyens de les former, de les encadrer, de les recycler de manière continue que de mener une politique de recrutement un peu erratique qui crée des problèmes de pyramide et qui, ensuite, nous prive de l'instrument de qualité que l'ensemble des contribuables et des usagers sont en droit d'attendre.

Dans le passé, nous avons, à tort, procédé parfois à des recrutements trop massifs. Je préférerais, quant à moi, au sein du ministère de l'économie et des finances, réorganiser, réformer, améliorer les pyramides en fonction d'une politique fondée sur la continuité et la stabilité de l'effort beaucoup plus que sur l'extension démesurée des différentes structures.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Très bien !

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Je me suis enfin efforcé de développer une formule à laquelle je crois beaucoup — malheureusement, je suis à peu près le seul de mon avis, parce que les organisations syndicales ne me suivent pas — qui est celle des horaires variables. Lorsqu'on dispose d'un personnel qualifié, notamment lorsque ce personnel est essentiellement féminin, on doit participer pleinement à l'amélioration des conditions de travail. Or, celle-ci, à mon sens, passe par la généralisation des horaires variables, des horaires souples, qui permet de concilier les exigences de la vie personnelle et celles de la vie professionnelle.

J'ai lancé quelques expériences après de nombreuses discussions. Nous rencontrons beaucoup de difficultés de la part d'un certain nombre d'organisations, mais je tiens à dire qu'en ce qui me concerne je poursuivrai ces expériences, car — je le répète — l'amélioration de la condition des personnels, notamment des personnels féminins, passe par un développement de ces horaires variables.

Telles sont, mesdames, messieurs, les grandes lignes de mon action quant à la gestion des services financiers. Je tiens à préciser, après ce qu'ont dit MM. Amic et Fréville, que ces services ne peuvent travailler que dans un climat de sécurité et de confiance. Trop de déclarations d'irresponsables ou de voyous qui se prennent pour de grands chefs menacent souvent ces personnels dans leur vie familiale ou dans leur vie professionnelle. Je leur en laisse la responsabilité, mais j'indique de la manière la plus claire et sans aucune véhémence que je n'hésiterai pas à saisir la justice chaque fois qu'une action illégale sera engagée.

Au-delà de ce souci de sécurité, je crois que les agents des services financiers aspirent à la compréhension et à la confiance de l'opinion. Ils en sont dignes et je suggère à votre assemblée de leur manifester cette confiance par un vote unanime du

budget des services financiers. Celui-ci apporterait à ces personnels le témoignage de confiance dont ils ont, à l'heure actuelle, besoin de la part de la nation. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. Jacques Descours Desacres. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Descours Desacres pour répondre au Gouvernement.

M. Jacques Descours Desacres. Monsieur le ministre, vous venez, après MM. Amic et Fréville, de rendre un hommage aux personnels des services financiers, auquel, en tant que maire et ayant quelques responsabilités vis-à-vis de mes collègues maires, je tiens à m'associer.

Précisément parce que nous leur portons cette estime et cette confiance — je pense, en particulier, aux percepteurs — nous souhaitons ardemment que vous ayez toujours présente à l'esprit l'idée que, pour que cette estime et cette confiance soient partagées par le plus grand nombre de citoyens, il faut que le percepteur reste près d'eux et que nous ne voyions pas disparaître les perceptions qui sont proches des administrés. J'emploie à dessein le mot « administrés » plutôt que celui de « contribuables » car nous savons que souvent le percepteur est également un payeur, qu'il est surtout, pour nous, maires, un conseil éclairé auquel nous tenons à pouvoir nous adresser facilement.

D'autre part, nous apprécions la déclaration que vous avez faite au sujet du renforcement du service du cadastre car vous savez également l'importance que revêt, dans une mairie, un service qui informe les administrés sur le contenu du cadastre. Or, à l'heure actuelle, malheureusement et pour des raisons que nous connaissons tous, les documents cadastraux ne sont plus à jour, en particulier dans les communes qui ont des lotissements ou des programmes de construction. Sans ce renforcement des services, nous nous retrouverions très rapidement dans la situation où nous nous trouvions voilà dix ans, avec des cadastres qui dataient de 1830, parce que tout évolue maintenant beaucoup plus vite qu'au siècle précédent.

Je vous demande instamment, monsieur le ministre, de poursuivre dans la voie que vous venez de nous tracer et aussi de veiller à ce que, là où les postes existants n'ont pas de personnel affecté, cette affectation intervienne le plus rapidement possible dans l'intérêt de tous.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Je dirai simplement à M. Descours Desacres et à M. Fréville, puisque je n'ai pas répondu à la question sur la Cour des comptes, que j'ai noté les indications données par les deux orateurs sur le renforcement des moyens accessoires de la Cour des comptes et sur le problème de la localisation des perceptions et des services du cadastre. J'en ferai mon profit dans la réorganisation administrative que j'envisage pour 1976.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits figurant aux états B et C et concernant le ministère de l'économie et des finances — section II : Services financiers — à l'exception des crédits concernant le commerce extérieur qui ont déjà été examinés.

Je mettrai donc aux voix l'ensemble des titres concernant les services financiers puisque tous les crédits de cette section auront été examinés.

ETAT B

M. le président. « Titre III, 111 214 789 francs. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le crédit figurant au titre III.

(Ce crédit est adopté.)

M. le président. « Titre IV, 11 697 167 francs. » — (Adopté.)

ETAT C

M. le président. « Titre V. — Autorisations de programme, 178 240 000 francs. » — (Adopté.)

« Crédits de paiement, 42 500 000 francs. » — (Adopté.)

Monnaies et médailles.

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant le budget annexe des monnaies et médailles.

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Pierre Prost, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le projet de budget annexe des monnaies et médailles pour 1976 s'établit en recettes comme en dépenses à 353 819 900 francs, alors que celui de 1975 s'élevait à 266 549 900 francs. L'augmentation est donc de 87 270 000 francs. Les recettes proviennent pour la presque totalité des frappes de monnaie et de la vente des médailles.

La valeur industrielle des pièces françaises dont la frappe est prévue se monte à 274 754 900 francs. A ce sujet, je voudrais vous donner une indication intéressante : si la valeur industrielle des pièces françaises dont la frappe est prévue se monte à 274 millions de francs en chiffre rond, leur valeur nominale, c'est-à-dire leur valeur de cession, est de 1 475 millions de francs, soit une différence importante d'environ 1 200 millions de francs.

Les frappes de médailles s'élèvent, elles, à 40 millions de francs, celles des pièces étrangères à 26 millions de francs. Il s'y ajoute des produits divers et accessoires pour 13 065 000 francs, ce qui donne le total annoncé tout à l'heure de 353 819 900 francs.

L'augmentation des recettes est de 87 270 000 francs. Elle s'explique comme suit : augmentation de la fabrication des monnaies françaises, 56 770 000 francs ; augmentation sur les monnaies étrangères, 7 millions de francs ; surcroît sur le produit de la vente des médailles, 16 millions de francs ; augmentation sur les fabrications annexes, poinçons, etc., 7 500 000 francs.

Les frappes de monnaies françaises se répartissent comme suit : pièces en argent de cinquante francs, 4 millions d'unités ; pièces de dix francs, 100 millions ; pièces de cinq francs, 10 millions ; pièces de un franc, 150 millions ; pièces de cinquante centimes, 80 millions ; pièces de vingt centimes, 90 millions ; pièces de dix centimes, 100 millions ; pièces de cinq centimes, 100 millions, pièces de un centime, 100 000.

Le nombre des pièces de cinquante francs dont la frappe est prévue en 1976 est inchangé, de même que celui des pièces de un centime dont il a été fabriqué, jusqu'à présent, 7 millions d'exemplaires et dont on nous dit qu'elles sont encore demandées, notamment dans les départements d'outre-mer.

Sont en diminution les frappes de pièces de cinq francs, dix centimes et cinq centimes. En revanche, sont en augmentation les fabrications de pièces de dix francs, un franc, cinquante centimes et vingt centimes.

Quant au prix de revient, s'il reste inchangé pour les pièces de cinquante francs, de cinq centimes et de un centime, il est en hausse pour les autres coupures.

Ainsi, l'évolution des prix de fabrication, d'une part, le volume plus élevé des frappes, d'autre part, expliquent l'augmentation de 87 270 000 francs indiquée précédemment. Il s'ensuit, tout naturellement, un accroissement sensible des dépenses qui s'analyse comme suit.

Pour le personnel, les crédits passent de 46 171 400 francs à 57 841 900 francs, soit une majoration de 11 670 500 francs, dont 8 250 400 francs pour les traitements et salaires et 3 240 000 francs pour les primes et indemnités résidentielles.

Pour une part l'augmentation est la conséquence du relèvement des rémunérations ; pour l'autre, elle résulte du recrutement d'un nouveau personnel et de transformations d'emploi. C'est ainsi que la création de neuf postes d'ingénieur de fabrication est inscrite à la première section « exploitation » contre trois emplois de chef de fabrication adjoint qui sont supprimés.

A Pessac, l'extension du travail en équipes implique un renforcement du personnel d'encadrement ; cinq emplois du cadre technique sont créés et, par ailleurs, l'accroissement du programme monétaire entraîne le recrutement de 79 ouvriers.

Dans le même temps, à la Monnaie de Paris, le recrutement de 65 ouvriers supplémentaires est prévu pour assurer la frappe des médailles dont la demande a augmenté considérablement.

Je me permets de revenir sur l'usine de Pessac pour dire qu'au titre des mesures acquises, un virement de 3 300 000 francs du chapitre « achats » au chapitre « travaux » a été effectué

afin de permettre le recours à des façonniers de lingots, la fonderie de l'usine n'étant toujours pas en mesure de produire ceux que les laminoirs sont capables d'absorber.

Dans le rapport de 1974, cette lacune a déjà été signalée et il est permis de penser que les crédits inscrits au titre des investissements — l'un de 8 millions pour le doublement de la capacité de production de la fonderie, l'autre de 2,9 millions pour l'accroissement de la fabrication des flans — permettront enfin un approvisionnement des laminoirs sans appel à l'industrie privée dont, évidemment, l'intervention est beaucoup plus onéreuse.

Il convient également de souligner que les locaux de l'usine de Pessac, dont à l'origine la superficie avait été prévue importante pour permettre de répondre à un accroissement des fabrications, se révèlent, depuis qu'ils ont été dotés d'une deuxième chaîne, insuffisants pour en recevoir une troisième dont l'aménagement devient aujourd'hui nécessaire pour une production accrue des frappes.

En effet, l'établissement devra produire, en 1976, 638 millions de pièces, compte tenu des commandes étrangères, alors qu'en 1974 les fabrications avaient porté sur 480 millions de pièces et en 1975 sur 535 millions de pièces. On prévoit la frappe de 800 millions de pièces dans un proche avenir.

Un autre atelier ainsi qu'un local de stockage et de nouveaux vestiaires doivent être construits, ce qui explique l'inscription du crédit de 2 700 000 francs au chapitre 05-69.

Cette nouvelle dépense va s'ajouter aux 85 500 000 francs représentant le coût de l'usine, alors que la Cour des comptes, dans son rapport public de 1975, a rappelé que l'évaluation faite en 1966, à l'ouverture du concours, était de 26 millions de francs. On est donc très loin de cet engagement.

Quant aux charges sociales, elles suivent la progression constatée au chapitre des dépenses de personnel et passent de 15 774 000 francs à 20 920 000 francs. Les dépenses de matériel augmentent de leur côté de 52 782 000 francs et atteignent 254 533 000 francs contre 201 751 000 francs. C'est la conséquence de la hausse générale des prix, de celle des matières premières et de la consommation d'énergie électrique ainsi que du montant des droits d'auteur qui portent sur une frappe beaucoup plus importante de médailles.

Enfin, les mesures nouvelles représentent 155 774 000 francs. Elles doivent permettre l'ajustement aux besoins des dotations en fonction des programmes de frappe et à une annuité d'amortissement de 180 000 francs.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission des finances vous propose d'adopter le projet de budget des monnaies et médailles pour 1976. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, mesdames, messieurs, le rapport très complet que vient de présenter M. Prost me dispensera de faire, après lui, la présentation du budget des monnaies et médailles et je voudrais me borner, pour ne pas lasser l'attention du Sénat, à en souligner quelques-unes des caractéristiques.

Comme M. Prost l'a indiqué, ce budget est en augmentation assez forte, de presque 33 p. 100, par rapport à l'année dernière. La principale explication, comme l'a indiqué le rapporteur, vient du fait que l'augmentation des frappes des monnaies métalliques répond à des besoins accrus.

Dans la circulation monétaire actuelle la Banque de France constate une demande de plus en plus forte de petites coupures et des nouvelles pièces de dix francs. Soixante millions d'exemplaires de ces pièces auront été émis au 31 décembre prochain et pour 1976 nous pensons que cent millions de pièces de cette valeur seront frappées.

Ainsi, l'augmentation des recettes provient, à concurrence de près de 80 p. 100, du produit de la vente des monnaies françaises. Les autres augmentations de recettes proviennent du produit de la fabrication des monnaies pour des Etats ou des instituts d'émission étrangers et de l'extension depuis l'an dernier, du secteur des médailles, notamment dans le domaine des éditions particulières.

L'autre caractéristique de ce budget — M. Prost nous en a donné quelques éléments — c'est que les crédits de fonctionnement sont en augmentation parce que le développement des activités à la fois traditionnelles et nouvelles, du fait de l'extension donnée au secteur des médailles par le directeur de la monnaie, M. Dehay, a nécessité le recours à des personnels supplémentaires, tant à Paris qu'à Pessac.

Je tiens à cet égard à indiquer au Sénat que dans le cadre de la politique de décentralisation des installations industrielles du ministère de l'économie et des finances mise en œuvre par mon prédécesseur, l'usine des monnaies et médailles de Pessac emploie actuellement plus de 300 ouvriers, dont plus de 150 ont été recrutés localement.

Nous verrons tout à l'heure, en examinant le budget de l'Imprimerie nationale, que la décentralisation d'une grande usine à Douai a également créé des emplois dans la région. Ainsi le ministère de l'économie et des finances a-t-il apporté sa contribution au développement industriel local.

Concernant les investissements, M. Prost a noté une forte augmentation de la capacité de production de l'établissement monétaire de Pessac, nécessitée par l'augmentation des fabrications que réalisera cet établissement l'année prochaine et les années suivantes.

Sont prévus également quelques acquisitions de matériel destiné à la fabrication à Paris de médailles et pièces de collection, et enfin le réaménagement des ateliers de Paris.

Le Gouvernement prend donc les mesures nécessaires pour permettre à l'administration, très ancienne, des monnaies et médailles de se moderniser, de disposer d'unités de fabrication modernes et de participer à ce renouvellement artistique de la médaille et de toutes les activités annexes.

Ce budget se monte à 353 819 900 francs ; il est en fort accroissement, mais équilibré.

Nous pouvons espérer une meilleure circulation des monnaies actuellement lancées, notamment de la pièce de cinquante francs, que je n'ai toujours pas vue au stade de la circulation finale, car elle doit se trouver dans quelques bas de laine ou quelques tiroirs (*Marques d'approbation*) ou stockée par des collectionneurs qui ont été séduits.

Cependant, grâce à la production importante de la pièce de dix francs et à la mise en circulation des autres pièces, grâce aussi à la modernisation de sa gestion, cette administration participe à la création artistique dans des conditions satisfaisantes et également — ce qui est encore plus important — au développement industriel de la région bordelaise.

Sous le bénéfice de ces observations, je vous demande d'approuver le budget annexe des monnaies et médailles pour 1976. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits concernant le budget annexe des monnaies et médailles et figurant aux articles 32 et 33.

Article 32.

(Services votés.)

M. le président. « Crédits, 261 783 027 F. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les crédits figurant à l'article 32.

(*Ces crédits sont adoptés.*)

Article 33.

(Mesures nouvelles.)

M. le président. « I. — Autorisations de programme, 21 454 000 F. ». — (*Adopté.*)

« II. — Crédit, 92 036 873 F. ». — (*Adopté.*)

Imprimerie nationale.

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant le budget annexe de l'Imprimerie nationale.

La parole est à M. Lefort, rapporteur spécial.

M. Fernand Lefort, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le ministre, je voudrais vous présenter rapidement le budget annexe de l'Imprimerie nationale qui s'élève, pour 1976, en recettes et en dépenses, à 500 millions de francs. En 1975, il se montait à 418 840 000.

En fait, le budget de 1976 représente une progression de 19,3 p. 100 sur celui de l'année précédente, pour laquelle la progression n'était que de 6 p. 100. Elle est sensiblement du même ordre que celle observée dans les années antérieures à 1975.

Par rapport aux évaluations de recettes retenues pour 1975, celles envisagées pour 1976 sont en forte croissance. La recette la plus importante est celle à provenir des impressions exécutées pour le compte des ministères et des administrations publiques. Elles ont été arrêtées à 482 100 000 francs, soit un taux de progression de 19,4 p. 100 contre 12 p. 100 l'année dernière.

Compte tenu d'une certaine stabilisation des cours du papier et des prévisions d'augmentation des autres coûts de fabrication, il semble qu'une augmentation de la production soit prévue.

En ce qui concerne d'autres évaluations de recettes, il est possible d'indiquer que le produit des ventes du « service d'édition et de ventes des publications officielles » verra ses recettes s'élever à 13 150 000 francs, soit une augmentation de 3 550 000 francs par rapport à 1975.

Outre l'élévation normale des coûts et notamment des frais de routage et d'expédition, l'augmentation importante des recettes correspond à la prise en charge, par l'Imprimerie nationale, de la vente des imprimés fabriqués antérieurement par l'atelier national du timbre : passeports, cartes grises et cartes d'identité.

Dans les dépenses d'exploitation figurent les dépenses de personnel et celles de matériel. Les dépenses de personnel, charges sociales comprises, passent de 134 300 000 francs en 1975 à 180 260 000 francs. C'est donc une augmentation de 25 900 000 francs, soit 16,8 p. 100 contre 18,2 p. 100 l'année précédente.

Naturellement, les fonctionnaires de l'Imprimerie nationale bénéficieront, pour 1976, des augmentations de traitement qui seront accordées dans la fonction publique.

Quant aux dépenses d'investissement, elles prévoient la poursuite de la réalisation simultanée des deux opérations assez importantes : la poursuite du renouvellement de l'établissement parisien et l'achèvement de l'installation de l'établissement de Douai.

Il est évident que le point essentiel de la discussion des budgets des années précédentes était l'installation de l'usine de Douai. Dans cet établissement, les effectifs ont progressivement augmenté ; ils étaient de 325 au 1^{er} janvier 1975, de 433 au 30 mars et ils atteignaient 506 au 30 juin, ce qui correspond pratiquement à l'effectif budgétaire autorisé pour 1975, soit 512 agents. Il faut préciser qu'il n'est pas envisagé actuellement de modifications significatives des effectifs de l'usine de Douai.

Il convient, cependant, de signaler qu'une augmentation de l'effectif des personnels ouvriers s'est avérée indispensable pour tenir compte de la prise en charge, qui n'était pas prévue initialement, d'une partie des productions assurées antérieurement par l'atelier général du timbre.

L'établissement de Douai comprend deux départements de production : celui des grosses rotatives dites de l'annuaire et celui des petites rotatives du département dit Chambon qui exécute, notamment, l'ensemble des impressions en continu nécessaires au fonctionnement des centres de traitement de l'information dans les administrations.

A Paris, le programme de rénovation de l'usine se poursuit conformément aux grandes lignes arrêtées les années précédentes, avant le début des opérations de transfert à Douai des machines Chambon.

La répartition du plan de charge entre les deux usines de l'Imprimerie nationale tiendrait compte des caractéristiques propres à chacun des deux établissements.

Situé à proximité des administrations centrales et employant des personnels ayant une grande expérience dans les qualifications les plus variées du labeur, l'établissement de Paris garderait une vocation polyvalente avec pour mission d'effectuer les travaux présentant un caractère particulier d'urgence, ainsi que ceux qui relèvent de la tradition du Livre.

L'usine de Douai serait spécialisée dans les productions de grandes séries qui bénéficient d'une installation de construction récente où les problèmes d'espaces — de stockage notamment — peuvent être résolus aisément et dans des conditions moins onéreuses. Elle a été équipée pour assurer essentiellement des productions sur rotatives lourdes et des imprimés en continu.

Une année après la mise en service de l'établissement de Douai, cette répartition du plan de charge se révélerait satisfaisante et assurerait un niveau d'activité équilibré des deux établissements. Néanmoins, les équipements dont ils sont dotés permettent d'effectuer des transferts de travaux de l'un à l'autre en raison des délais imposés par la clientèle.

Quand on parle de l'Imprimerie nationale, un problème est souvent soulevé, celui de la sous-traitance. Il est, je le reconnais, difficile à régler. Il y a, en effet, les urgences, les périodes de commandes, et il est peut-être impossible de supprimer complètement cette sous-traitance. Mais ne conviendrait-il pas d'obtenir une meilleure organisation des commandes pour éviter certaines surcharges et n'être pas obligé d'avoir trop souvent recours à la sous-traitance ? Par ailleurs, en raison d'une mauvaise régulation des commandes, il n'y a pas un bon équilibre entre les différents secteurs d'exploitation et des travailleurs sont occasionnellement employés à un poste différent de leur poste habituel.

Il conviendrait aussi de recommander à toutes les administrations de passer leurs commandes en toute connaissance de cause. Il est, en effet, arrivé que des commandes passées aient été brusquement retirées alors que le plan de travail de l'Imprimerie était fixé. Cela s'est produit récemment avec les postes et télécommunications. Il est résulté de cette non-alimentation de l'Imprimerie un arrêt des rotatives durant une quinzaine de jours.

Je saisis l'occasion de ce rapport pour rendre hommage à l'ensemble du personnel grâce auquel l'Imprimerie nationale a acquis la notoriété qu'elle conserve aujourd'hui. Les efforts accomplis par ce personnel sont retracés dans mon rapport écrit. De 1960 à 1974, la productivité a pratiquement doublé ; il est d'ailleurs difficile d'aller au-delà.

Aussi, monsieur le ministre, ne pensez-vous pas qu'il serait normal que le personnel féminin du cadre ouvrier qui, jusqu'en 1965, avait droit à la retraite à cinquante-cinq ans, bénéficie à nouveau de cette possibilité, et ce dans un bref délai ?

Il est vrai que l'Imprimerie nationale n'est pas toute l'imprimerie française, mais en examinant ce budget, l'on ne peut manquer d'évoquer la situation de cette industrie d'autant plus qu'un rapport d'un groupe de travail que présidait M. Lecat prévoit, dans un cas, la suppression de 15 000 à 20 000 emplois dans les cinq années à venir et, dans l'autre, le meilleur, la suppression de 10 000 emplois dans ce même délai. Il serait bon que le Gouvernement apportât, si possible, une précision ou un démenti.

L'Imprimerie nationale ne subira-t-elle pas les conséquences de ces suggestions ? Je vous demande, monsieur le ministre, si, à l'établissement de Paris, qui garde sa vocation polyvalente, les départs en retraite seront compensés.

Il règne une certaine inquiétude parmi le personnel hautement qualifié de l'Imprimerie nationale. Chacun a pu apprendre par le rapport de M. Lecat, dont je viens de parler, que, pour l'Imprimerie nationale, il était souhaitable, dans les cinq ans à venir, qu'il n'y ait pas d'expansion avec embauche de personnel, que les programmes d'investissements soient portés à la connaissance du ministre de l'industrie et que ne soit pas étendu l'exercice du privilège. Nous pouvons penser qu'un arrêt du recrutement pendant cinq ans risquerait de compromettre le bon fonctionnement de l'établissement.

Il serait donc utile de connaître les intentions du Gouvernement en ce qui concerne aussi bien l'usine de Paris que celle de Douai.

En outre, si l'on peut admettre que l'exercice du privilège de l'Imprimerie nationale ne soit pas étendu, il serait nécessaire que l'assurance soit donnée que ce privilège ne sera pas remis en question.

Voilà quelques points sur lesquels nous souhaiterions obtenir des réponses du Gouvernement.

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission soumet à l'appréciation du Sénat le budget annexe de l'Imprimerie nationale. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Quand on aborde le budget de l'Imprimerie nationale, il est de tradition de se situer dans une perspective médiane entre les critiques des uns, qui déplorent l'insuffisance des emplois à l'Imprimerie nationale et réclament sans cesse leur augmentation, et les critiques des autres qui considèrent que le fait pour l'Etat de disposer d'un organisme de cette qualité, qui fonctionne bien, vient quelque peu grignoter, sur le marché, les perspectives de développement des entreprises du secteur privé.

La tutelle de l'Imprimerie nationale qui est échue au ministre de l'économie et des finances veut que ce dernier présente chaque année un budget qui se maintienne dans cette direction, sans sacrifier aux excès des uns ou des autres.

L'Imprimerie nationale, comme vient de le rappeler M. Lefort, a un budget de 500 millions de francs, emploie 3 000 personnes et possède deux établissements industriels, l'un à Paris, l'autre à Douai.

Je note au passage que l'usine de Douai va maintenant fonctionner à plein et qu'elle emploie 560 personnes dont la plupart ont été recrutées localement. Avec l'usine de Pessac, nous donnons ainsi l'exemple en matière de décentralisation.

Je voudrais tout de suite rassurer M. Lefort. Notre conception du fonctionnement de l'Imprimerie nationale, c'est le maintien du potentiel d'activité de l'usine de Paris et l'extension du potentiel d'activité de l'usine de Douai. Cela est de nature à calmer les inquiétudes manifestées par M. le rapporteur.

L'effort d'équipement de l'Imprimerie sera poursuivi en 1976. Il portera sur l'établissement de Paris pour lequel 10 250 000 francs d'autorisations de programme seront affectés à la modernisation des matériels. Nous voulons donner à l'usine de Paris une souplesse d'utilisation qui lui permette d'exécuter rapidement et sans trop souffrir des conséquences d'annulations de commandes, comme celles que nous avons enregistrées cette année et qu'a rappelées M. Lefort...

M. Fernand Lefort, rapporteur spécial. Elles ont été regrettables !

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. ... une gamme extrêmement variée de commandes et de prestations.

Nous devons aussi, pour des raisons culturelles, développer le service du livre dans des locaux rénovés et développer les productions de qualité. Nous pensons, en effet, que c'est l'un des éléments des anciennes manufactures qui permettent de diffuser à l'étranger le concours original de l'édition française.

C'est pourquoi nous continuerons à publier les ouvrages de l'inventaire général des richesses artistiques de la France.

Notre mission fondamentale — M. le rapporteur l'a souligné — est de procéder à la modernisation de l'établissement de Paris. Il s'agit de développer, non pas sa capacité, mais son potentiel.

Cela dit, il est indispensable de continuer à sous-traiter certaines commandes lorsque la charge de travail de l'Imprimerie nationale ne lui permet pas de les exécuter en temps utile. Mais il faut souligner que le niveau d'activité a été très soutenu pour l'ensemble de l'année 1975, aussi bien à Paris qu'à Douai. Les éléments dont nous disposons à l'heure actuelle, notamment le carnet de commandes, permettent de penser qu'il en sera de même en 1976.

M. le rapporteur a évoqué le problème de la retraite. La législation sur les retraites est telle que certains avantages antérieurs ont pu être modifiés. Mais les modifications intervenues en 1965 ont apporté des éléments de compensation au personnel ouvrier. Par ailleurs, dans le cadre plus général de la réorganisation de l'imprimerie de labeur, j'examine, avec mon collègue le secrétaire d'Etat à la culture, sur la base du rapport Lecat, un certain nombre de propositions.

La productivité, dont a parlé M. le rapporteur, et le bon rendement de l'ensemble de l'Imprimerie nationale nous apportent déjà un certain nombre de solutions. La façon dont fonctionne actuellement l'usine de Douai montre très clairement ce que l'on peut faire dans la perspective d'une gestion industrielle moderne où les problèmes relatifs aux conditions de travail sont considérés comme un élément important de l'activité en matière d'imprimerie.

L'usine de Douai correspond à la vocation moderne de l'Imprimerie nationale.

Telles sont les réponses que je voulais faire aux principales observations de M. Lefort. Je me résume : 3 000 personnes, deux établissements industriels, 500 millions de chiffre d'affaires, maintien du potentiel parisien, extension du potentiel de Douai, cheminement délicat entre les anciens privilèges et la concurrence avec les établissements privés.

C'est au vu de ces observations générales que je demande au Sénat de bien vouloir adopter le projet de budget pour 1976 de l'Imprimerie nationale. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits concernant le budget annexe de l'Imprimerie nationale et figurant aux articles 32 et 33.

Article 32.

(Services votés.)

M. le président. « Crédits : 413 203 190 F. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les crédits figurant à l'article 32.

*(Ces crédits sont adoptés.)***Article 33.**

(Mesures nouvelles.)

M. le président. « I. — Autorisations de programme : 13 843 000 F — *(Adopté.)* »« II. — Crédits : 86 796 810 F » — *(Adopté.)*

— 7 —

RENVOI POUR AVIS

M. le président. La commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation demande que lui soit renvoyé, pour avis, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réforme du régime administratif de la ville de Paris (n° 84, 1975-1976), dont la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale est saisie au fond.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le renvoi, pour avis, est ordonné.

— 8 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au dimanche 7 décembre 1975, à dix heures et à quinze heures :

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1976, adopté par l'Assemblée nationale. (N° 61 et 62 [1975-1976]. — M. René Monory, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.)

Deuxième partie. — Moyens des services et dispositions spéciales :

— Départements d'outre-mer :

M. Maurice Blin, rapporteur spécial (Rapport n° 62, tome III, annexe n° 7).

— Territoires d'outre-mer :

M. Maurice Blin, rapporteur spécial (Rapport n° 62, tome III, annexe n° 29).

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures.)

*Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
ANDRÉ BOURGEOT.*

NOMINATION DE RAPPORTEURS
(Art. 19 du règlement.)

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE
ET DES FORCES ARMÉES

M. Jager a été nommé rapporteur du projet de loi n° 90 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal en matière de sécurité sociale, signée à Paris le 29 mars 1974 et complétée par cinq protocoles.

M. Jager a été nommé rapporteur du projet de loi n° 91 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention de coopération en matière judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, signée à Paris le 29 mars 1974.

M. Jager a été nommé rapporteur du projet de loi n° 92 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal relative à la circulation des personnes (ensemble un échange de lettres) signée à Paris le 29 mars 1974, dont la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées est saisie au fond.

M. Jager a été nommé rapporteur du projet de loi n° 93 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble un échange de lettres), signée à Paris le 29 mars 1974.

M. Jager a été nommé rapporteur du projet de loi n° 94 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention consulaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, signée à Paris le 29 mars 1974.

M. Jager a été nommé rapporteur du projet de loi n° 95 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble deux annexes), signé à Paris le 29 mars 1974, de la convention sur l'évolution de la direction des constructions et armes navales entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble une annexe) signée à Paris le 29 mars 1974, du protocole sur les missions et les modalités d'intervention des formations de la gendarmerie nationale française au Sénégal, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble une annexe), signé à Paris le 29 mars 1974, du protocole de financement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble une annexe), signé à Paris le 29 mars 1974.

M. Jager a été nommé rapporteur du projet de loi n° 96 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord en matière d'enseignement supérieur entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, ensemble ses annexes, signés à Paris le 29 mars 1974 dont la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées est saisie au fond.

M. Jager a été nommé rapporteur du projet de loi n° 97 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Sénégal, ensemble ses annexes et un protocole d'application, signés à Paris le 29 mars 1974.

COMMISSION DES LOIS

M. Auburtin a été nommé rapporteur du projet de loi n° 84 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme du régime administratif de Paris.

M. Auburtin a été nommé rapporteur du projet de loi n° 85 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille.

M. Ciccolini a été nommé rapporteur du projet de loi n° 86 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale.

M. Virapoullé a été nommé rapporteur du projet de loi organique n° 87 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le code électoral.

M. Virapoullé a été nommé rapporteur du projet de loi n° 88 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le code électoral en ce qui concerne les départements d'outre-mer, dont la commission des lois est saisie au fond.

COMMISSION DES FINANCES, DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE
ET DES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION

M. Fosset a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi n° 84 (1975-1976), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réforme du régime administratif de la ville de Paris, dont la commission des lois est saisie au fond.

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 6 DECEMBRE 1975

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Commission de la prévision.

18520. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le ministre de la justice** de lui préciser la composition et les perspectives de réflexion de la commission de la prévision qui a été créée à la chancellerie ainsi qu'il l'indiquait en septembre 1975.

Comités régionaux consultatifs de l'audiovisuel : mise en place.

18521. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Porte-parole du Gouvernement)** de lui préciser l'état actuel d'application de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision, quant à la mise en place, en métropole, de comités régionaux consultatifs de l'audiovisuel auprès de chaque direction régionale de FR 3.

Festival de Cannes : sélection des films.

18522. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** de lui préciser s'il est envisagé une modification de la procédure de sélection des films présentés au festival de Cannes, compte tenu des conditions dans lesquelles a eu lieu la précédente sélection française ainsi qu'il l'indiquait récemment en précisant qu'une « solution, actuellement à l'étude, pourrait être de confier à quelques personnalités renouvelées chaque année, la responsabilité pleine et entière de la sélection ». (*Journal officiel*, Débats du Sénat, séance du 12 juin 1975, p. 1546.)

Associations de jeunesse : conditions d'électorat.

18523. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** de lui préciser la nature, les perspectives et les échéances des études entreprises à son ministère sur les conditions d'électorat et d'éligibilité dans les associations de jeunesse, d'éducation populaire, de sport ou de plein-air, dans la perspective de la loi du 5 juillet 1974 fixant à dix-huit ans l'âge de la majorité ainsi qu'il l'annonçait récemment. (*Journal officiel*, Débats du Sénat du 4 septembre 1975, p. 2571.)

Coopératives de commerçants détaillants.

18524. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de lui préciser l'état actuel de publication des décrets d'application de la loi n° 72-552 du 11 juillet 1972 relative aux coopératives de commerçants détaillants.

Tri postal : questions de personnel.

18525. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** de lui préciser l'état actuel de publication des décrets relatifs aux emplois de directeur d'établissement principal du tri postal et de directeur d'établissement principal des télécommunications, décrets qui ont fait l'objet d'un rapprochement des positions des administrations compétentes et dont le projet figurait dans le « relevé de propositions », présenté aux organisations syndicales le 5 novembre 1974

« Vacances au village » : dépôt d'une loi d'aide.

18526. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Tourisme)** de lui préciser s'il est envisagé le dépôt d'une loi-cadre définissant notamment l'extension à l'ensemble du monde rural et

particulièrement aux artisans ruraux des conditions dans lesquelles pourraient être consenties des aides tendant à développer des formes de vacances au village, notamment par l'accueil à la ferme, afin de permettre aux citadins de bénéficier dans les meilleures conditions du développement du tourisme vert et de faciliter les conditions de son développement par les animateurs du monde rural, ainsi qu'il l'envisageait récemment (*Journal officiel*, Débats du Sénat, 10 septembre 1975, p. 2605).

Prime spéciale d'équipement hôtelier : bénéficiaires.

18527. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Tourisme)** de lui préciser la nature, les perspectives et les échéances des études entreprises à son ministère à l'égard de divers projets tendant à faciliter l'accès à la prime spéciale d'équipement hôtelier, notamment par un abaissement du nombre minimum de chambres et du minimum d'investissement.

Nouveaux exportateurs.

18528. — 6 décembre 1975. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** de lui préciser la nature, les perspectives et les échéances de l'opération « nouveaux exportateurs », définies, à son initiative, en septembre 1975.

Union de l'Europe occidentale : secrétariat général.

18529. — 6 décembre 1975. — **M. Edouard Grangier**, sénateur, se fondant sur la recommandation 266 adoptée le 28 mai 1975 par l'Assemblée de l'U. E. O., demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il considère que le maintien pendant plus de deux ans d'un intérim au secrétariat général de l'U. E. O. permet un bon fonctionnement de cette organisation et s'il envisage pour sa part de contribuer à mettre fin à cette situation que beaucoup trouvent regrettable.